

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

**LE POTENTIEL DE RELANCE GASPÉSIENNE
PAR LA PARTICIPATION
ACTIVE DE SES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONE, MI'GMAQ ET ANGLOPHONE**

**LES CONTRAINTES
DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL GASPÉSIEN**

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Comme exigence partielle

du programme de Maîtrise en développement régional

PAR

SONIA GAGNON

Janvier 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

AVANT-PROPOS

Originaire de la Gaspésie, de retour dans ma région après une absence d'une dizaine d'années, j'ai voulu comprendre les raisons pour lesquelles mon coin de pays, qui me tient particulièrement à cœur, souffrait de problèmes au niveau de son potentiel en développement régional.

J'ai voulu trouver les causes de ce mal développement à l'aide de témoignages à travers l'ensemble des communautés gaspésiennes soit les communautés francophone, anglophone et Mi'gmaq afin de pouvoir proposer des nouvelles solutions mais aussi, afin de démystifier certains préjugés. Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur de recherche, Monsieur Marc Urbain Proulx, qui a si gentiment voulu m'accompagner dans ce travail.

À toutes les personnes qui ont collaboré aux entrevues, à Madame Diane Allard pour son support informatique, à Madame Lucette Gagnon et Madame Monique Dumais pour leur participation au niveau des corrections et, à Monsieur Sylvain Thibodeau pour le support technique.

Un merci spécial aux personnes qui m'ont donné des commandites pour l'impression des copies de ce mémoire, dont l'entreprise J. M. Arsenault de Bonaventure.

Enfin, merci à mon conjoint Harold et à nos enfants, Pierre-Luc et Alexandre pour leurs encouragements.

RÉSUMÉ

Le potentiel de développement régional en Gaspésie est d'emblée réel, il n'y a qu'à regarder le développement éolien et le secteur du tourisme. Les Gaspésiens(nes) sont d'excellents promoteurs et ont toujours été de fiers travailleurs. Les entreprises Robin de Paspébiac, savaient d'ailleurs depuis le début de la Gaspésie, comment exploiter le marché international.

Malheureusement, la Gaspésie a perdu du terrain au niveau du développement économique. L'ensemble de ses trois communautés étant maintenant au prise avec des problèmes d'exode et de chômage, il devient urgent d'en trouver les causes et de tenter d'y amener certaines solutions.

Cette recherche s'appuie principalement sur les théories du développement régional de Bernard Vachon, Gunnar Myrdal, John Friedman et Marc Urbain Proulx. Par la suite, voulant trouver les lacunes de notre développement, j'ai été vérifier à l'aide d'entrevues si nous avons tous les outils nécessaires pour assurer le développement optimum des communautés francophone, Mi'gmaq et anglophone gaspésiennes. Les entrevues se sont majoritairement déroulées sous le couvert de l'anonymat afin que les gens se sentent plus à l'aise et, puissent parler sans craintes de représailles.

Ce travail tente de démontrer qu'il y a un besoin de concertation entre les communautés dans un premier temps et, qu'il y a également un besoin de concertation entre la population en général et leurs élus. Il devient donc stratégique de proposer des formules et des outils pour contrebalancer certaines lacunes au niveau de la concertation, afin de permettre aux Gaspésiens(nes) d'atteindre un niveau de développement socio-économique plus performant.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS

AVANT-PROPOS -----	ii
RÉSUMÉ -----	iii
TABLE DES MATIÈRES -----	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS	ix

INTRODUCTION----- 1

1.1 La situation actuelle -----	1
1.1.1 Un regard légitime -----	4
1.1.2 Problématique de base -----	5
1.1.3 Pourquoi donc le développement régional traîne t-il de la patte?-----	7
1.2 Les recherches de solutions -----	9
1.2.1 L'objectif -----	9
1.2.2 Hypothèses-----	10
1.2.3 Méthodologie de la recherche -----	10
1.2.4 Itinéraire-----	11

CHAPITRE 1

Le développement local, théorie et pratique par Bernard Vachon -----	13
2.1 Les caractéristiques générales -----	15
2.1.1 Le processus de revitalisation par l’approche de la participation civique.	17
2.1.2 Le développement endogène et l’empowerment-----	17
2.1.3 Le graphique de Friedmann.....	18
2.1.4 Un exemple de tentative de prise en main locale déroutant -----	21
2.2 La participation active des communautés gaspésiennes -----	24
2.2.1 Les conditions essentielles -----	26
2.2.2 Le processus de revitalisation par le développement local -----	29
2.3 Conclusion -----	30

CHAPITRE 2

Recherches des étapes sur le processus de revitalisation par

le développement local -----	31
3.1 L’analyse des statistiques gouvernementales sur les communautés gaspésiennes..	31
3.1.1 La communauté Mi’gmaq-----	32
3.1.2 Les communautés anglophone et francophone -----	33
3.2 La communauté francophone -----	34
3.2.1 Rencontre avec un directeur de la formation professionnelle d’une commission scolaire-----	36
3.2.2 Entrevue avec un maire de la MRC de Bonaventure-----	37
3.2.3 Témoignage d’un fermier de la MRC d’Avignon -----	38
3.2.4 Entrevue avec le préfet de la MRC de Bonaventure-----	42
3.2.5 Entrevue avec un agent du MIC -----	44

3.2.6 Entrevue avec un PDG d'une grande entreprise -----	46
3.2.7 Rencontre avec le maire de Murdochville, octobre 1999-----	48
3.2.8 Entrevue avec Mme Lamy, présidente de la compagnie Des producteurs de lait Gaspésiens.....	51
3.2.9 Reportage vidéo de Simon Poulin l'UQAR 1995 avec Monsieur Jean-Guy Gagnon-----	54
3.2.10 Conférence de l'Action des Patriotes gaspésiens-----	57
3.2.11 La vision des gens de l'extérieur-----	63
3.2.12 Ralliement gaspésien et madelinot -----	64
3.2.13 Analyses des entrevues et conclusion -----	64
3.3 La communauté Mi'gmaq de la Gaspésie-----	67
3.3.1 Bref historique des revendications actuelles de Listuguj -----	68
3.3.2 Le chef Mi'gmaq de Gesgapegiag -----	71
3.3.3 Le chef de la communauté de Gespeg -----	73
3.3.4 Entrevue avec l'agent de développement économique de Listuguj -----	74
3.3.5 Entrevue avec l'agent de développement économique de Gesgapegiag--	76
3.3.6 Entrevue avec l'agent d'éducation et de développement régional de la nation Mi'gmaq de Gespeg -----	78
3.3.7 Le secrétariat Mi'gmawei Mawioni-----	82
3.3.8 Analyses des entrevues et conclusion -----	82
3.4 La communauté anglophone -----	85
3.4.1 Une entrevue avec un citoyen de New-Carlisle -----	87
3.4.2 Entrevue avec un représentant de St-Jules de Cascapédia-----	88
3.4.3 Entrevue avec une journaliste du seul journal anglophone de la Gaspésie-----	90

3.4.4 Rencontre avec l'agent engagé par le gouvernement canadien dans le « Community Economic Development Employability Committee (CEDEC) »..	92
3.4.5 Analyses des entrevues et conclusion -----	94
3.5 Conclusion et vue d'ensemble -----	95
3.5.1 Synthèse des entrevues.....	97

CHAPITRE 3

Nouvelles propositions d'actions et d'outils.....	98
4.1 Éléments de réflexion éthique sur la responsabilité citoyenne -----	98
4.1.1 L'heure exacte -----	100
4.1.2 Un baromètre mondial de la corruption -----	101
4.1.3 La sagesse amérindienne -----	102
4.1.4 Responsabiliser la population sur leurs devoirs de citoyens.....	103
4.1.5 L'isolement.....	104
4.2 Nouveaux types de forums -----	105
4.2.1 Des rencontres pré-forums.....	106
4.2.2 Graphiques de forums pour la Gaspésie.....	109
4.2.3 Graphiques de forums pour la Gaspésie.....	110
4.3 Propositions plus spécifiques, les courants réformateurs vers le plein emploi	111
4.3.1 Pour assurer une distribution équitable des emplois.....	113
4.3.2 La gestion des ressources-----	115
4.3.3 La gestion du crédit -----	117
4.3.4 Sans emploi peut-on vivre ? -----	117

4.4 Conclusion-----	118
CONCLUSION-----	120
5.1 Une nouvelle étape -----	122
5.1.1 Les constats des témoignages-----	123
5.1.2 L'isolement-----	127
5.1.3 Les solutions -----	128
5.1.4 Le besoin de vivre dans leur région-----	131
5.2 Un exemple de participation intéressant -----	132
LISTE DES GRAPHIQUES.....	134
BIBLIOGRAPHIE	135
TRAVAUX SECONDAIRES.....	140

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CLE	Centre local d'emploi
CLD	Centre local de développement
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
MRC	Municipalités régionales de comté
CRE	Conseil régionale des élus
CRCD	Conférence régionale de concertation en développement
MAPAQ	Ministère agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

INTRODUCTION

1.1 La situation actuelle

La mondialisation est en soi un concept fabuleux, si on regarde les avantages qu'elle peut apporter à l'ensemble de l'humanité. On pourrait même avec une vision positive du futur, imaginer toute une panoplie de possibilité dans le domaine du développement socio-économique à l'échelle mondiale.

Ce qui malheureusement nous empêche d'atteindre le maximum de ces potentiels est évidemment le contrôle détenu par les grandes puissances de ce monde. Le principe de la liberté d'exploitation tous azimuts, prôné par la vision libérale du développement, ralentira toujours et d'une manière inéluctable le développement normal d'une partie de la planète.

Connaissant les conséquences engendrées par cette vision, nous devons faute de meilleur système, trouver des solutions aux effets négatifs qui se produisent à plusieurs niveaux tels:

La pauvreté

La pollution

La destruction des ressources, de la faune et de la flore

L'effet négatif qui affecte le plus l'humanité est sans contredit la pauvreté, et c'est le lot de toutes les régions, même si on pourrait croire que les villes bien industrialisées sont beaucoup plus riches et que la qualité de vie des citoyens est supérieure à celle des gens vivant

à la campagne. Il apparaît que les problèmes de la mondialisation affectent l'ensemble de la planète, même les grandes villes pourtant productrices de richesse...

Selon le Forum sur le développement social du conseil de la santé et du bien-être (1997,7) :

« La pauvreté : plus qu'une question de revenu, depuis le début des années 1980, notre société connaît une situation économique difficile. On a tous entendu parler de la libéralisation des échanges, de la mondialisation de l'économie et des pressions qu'elles exercent sur les entreprises pour hausser leur productivité. On sait les changements que cela a entraînés sur le marché du travail : une réduction des besoins en main-d'œuvre dans beaucoup de secteurs, une hausse des exigences envers les qualifications des travailleurs et une augmentation de la part des emplois dits précaires (temporaires, à temps partiel, à contrat, sur appel) avec conditions de travail à l'avenant.

Dans ce contexte économique difficile, plusieurs individus se retrouvent en marge du marché du travail. Au nom de la rationalisation, au nom des impératifs de compétitivité, on procède actuellement à de nombreuses mises à pied autant dans le secteur privé que dans le secteur public. S'il semble difficile de juger objectivement de la pertinence de ces mises à pied, on peut néanmoins se questionner sur la façon avec laquelle on place des individus sur la touche, sur des voies d'évitement. D'autant plus que les entreprises procédant à des restructurations réalisent souvent des profits importants.

Non seulement le chômage se maintient-il à un niveau élevé, mais il dure plus longtemps qu'auparavant, poussant plusieurs personnes vers la sécurité du revenu. On constate un accroissement des disparités parmi la population quant au nombre d'heures salariées et au revenu, comme s'il se formait deux catégories de travailleurs. De plus, le nombre de faillites personnelles atteint sans cesse de nouveaux sommets. Et pendant que les besoins envers les programmes de sécurité sociale atteignent des niveaux sans précédent, l'État restreint la libéralité et l'accessibilité de ces programmes afin de rééquilibrer son budget. En bout de ligne, une partie importante de la population s'appauvrit ».

Comment prouver qu'il y ait un problème de conscience et d'éthique parmi les géants de ce monde, comment les convaincre d'adopter une vision plus humaniste et plus équitable pour l'ensemble de la société. Car, en laissant les grandes compagnies pratiquer l'esclavagisme en payant 20 cents l'heure les travailleurs d'Amérique du Sud, nous devenons complices de trahisons contre l'humanité, simplement en achetant leurs produits. Nous faut-il

des normes de salaires à l'échelle mondiale pour freiner le problème de l'esclavagisme et des lois pour protéger les enfants contre le travail forcé ? Nos fermiers sont voués à la faillite lorsque les grandes chaînes importent des produits qui ne coûtent presque rien en main d'œuvre. Comment compétitionner avec le prix de 1.99 \$ le panier de fraises alors que pour être rentable il faut aux producteurs de notre région le vendre au double de ce prix ?

De la même manière, en laissant les grandes compagnies saccager les ressources naturelles et exporter tous les profits sans investir dans la région d'accueil, nous appauvrissons les générations futures. Par le fait même nous sommes tous impliqués dans la recherche de solutions pour sauver les régions de leurs disparitions emportées par les grands cyclopes de la mondialisation et du capitalisme.

Comment surtout protéger les emplois des gens face à cet énorme gâchis résultat de la vision capitaliste sans loi ni frontière ? De plus, comment créer des emplois lorsque la robotisation est louangée et appuyée par les décideurs ? Où est le travail véritable des élus et des organismes pour aider la société à mieux fonctionner ? Le commerce des produits équitables est une des solutions à promouvoir mais pouvons-nous aller plus loin ? Il apparaît donc important de prendre le pouls réel de la situation pour déchiffrer l'étendue des conséquences.

Et finalement, n'est-ce pas à nous citoyens de réagir et de prendre la parole lorsque la vie des régions est menacée ? Il nous faudra apprendre à composer avec nos injustices contemporaines tout en gardant un regard sur celles du passé.

Il nous faudra surtout apprendre à prendre notre place et à utiliser nos droits en tant que citoyens faisant partie d'une société, dirigée par des gens que nous avons élus. Apprendre à nous questionner lorsqu'il y a faute de la part de nos dirigeants, à nous questionner et aussi peut-être songer à mettre en place un système de contrôle des décisions de nos fonctionnaires, soit par référendum ou par d'autres moyens de consultation de la population.

Il ne faut pas se le cacher, la Gaspésie est mal en point avec ses ruptures de stock dans les secteurs des pêches et de la forêt (Gilles Gagné, Le Soleil, 17 août 2000). L'agriculture est presque mise de côté, à cause de l'achat de produits venant de l'extérieur de la région par les grandes chaînes. Il semblerait que seuls le tourisme et les éoliennes soient une réelle valeur de développement pour les régions.

Pourtant les régions pourraient se développer autant que les grands centres d'autant plus qu'elles détiennent les ressources premières. La Gaspésie serait-elle victime tout comme les autres régions du monde d'un arnaque de la part des multinationales géantes.

1.1.1 Un regard légitime

Le but de ce travail est de tenter de comprendre la situation socio-économique des Gaspésiens et des Gaspésiennes, afin d'y apporter les solutions nécessaires. Selon le professeur Marc Urbain Proulx, la Gaspésie serait dans la partie négative de l'axe de la maturité économique tout comme la région de Charlevoix (Proulx, 2002,223).

Que peut-on faire pour changer cette tendance? Comment réparer les erreurs du passé, effacer les guerres de clochers inutiles et les vieilles rancunes qui parasitent inutilement les solidarités possibles

pour l'ensemble des Gaspésiens et Gaspésiennes? Comment rebâtir la Gaspésie avec de nouvelles perspectives qui favoriseront un développement plus harmonieux de cette région?

1.1.2 Problématique de base

Le manque de participation des communautés francophone, Mi'gmaq, anglophone à leur développement local et régional ralentit selon nous le potentiel réel de partenariat et de collaboration intercommunautaire nécessaire à l'essor de la Gaspésie, ainsi qu'à l'équilibre du partage de la richesse collective.

De plus, des préjugés mal fondés entre les Gaspésiens de souches différentes affectent le développement socio-économique de notre région et nuit à la solidarité entre nos communautés. Cette situation est augmentée par les préjugés actuels des autres régions du Québec qui sont bien sûr faussés par un manque de connaissance de la situation réelle que vivent Gaspésiens et Gaspésiennes (Cynthia Rivard, La Matapédia, 26 juin 2001). Il serait bon de comprendre pourquoi notre région est l'une des plus mal en point au Canada. Il nous faut donc mettre à jour les vraies causes du mal développement afin d'y amener des solutions tangibles.

Les problèmes de développement socio-économique gaspésiens proviennent en fait de plusieurs sources et selon nous, la principale cause serait le manque de concertation et de partenariat entre les communautés. Les communautés ont toujours travaillé en vase clos, en navigateur solitaire, sans soupçonner les atouts possibles de partenariat qui pourraient se développer. Il nous faut donc prendre conscience de l'importance du travail de concertation

pour que l'ensemble de la population puisse en profiter et réellement prendre part à leur propre développement.

Ce travail de concertation doit être encouragé principalement par les élus. Et, l'absence de volonté gouvernementale de favoriser ce travail de participation démocratique est selon nous une cause majeure du mal développement de nos régions.

Mais y a-t-il une réelle volonté des gouvernements à développer les régions?

Les textes du Forum sur le développement social du Conseil de la santé et du bien-être nous donnent certaines pistes :

Quand l'intervention publique devient violence !

« Il existe, dans toutes les sociétés, un certain partage des responsabilités entre les individus et la collectivité. Nous posons l'hypothèse selon laquelle l'intervention publique peut être associée à de la violence dans deux types de situations. Premièrement lorsqu'elle ne mise pas suffisamment sur les responsabilités des individus, des familles et des collectivités. Deuxièmement, dans d'autres occasions, lorsque l'intervention des institutions publiques nie les responsabilités collectives et fait porter le fardeau de la responsabilité entièrement sur les individus, sans nécessairement transférer le soutien qui devrait les accompagner.

L'exemple le plus probant de cette façon de procéder se retrouve dans l'intervention auprès des populations autochtones. Telle qu'elle s'est déployée, cette intervention a eu souvent pour effet d'infantiliser et de rendre ces peuples dépendants en niant complètement leur capacité d'assurer leur développement. Il n'est pas surprenant d'ailleurs d'observer une forte prévalence de violence dans ces sociétés, tout comme d'ailleurs des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie » (Conseil de la santé et du bien être, Forum sur le développement social 1997, 33).

1.1.3 Pourquoi donc le développement régional traîne-t-il de la patte?

Selon les professeurs d'économie, la théorie des pôles nous donne un autre élément de réponse ; elle revendique qu'il faut développer les centres avant les régions pour s'assurer d'une place concurrentielle sur les marchés mondiaux. Pour réussir à être compétitif avec les pays industrialisés, il nous faut développer davantage nos métropoles.

Résultat, nous ne pouvons pas développer certains secteurs et produits parce que nous ferions une compétition déloyale aux entreprises des centres qui desservent déjà les marchés des régions. Et c'est ainsi que nos matières premières s'en vont se faire transformer à l'extérieur des régions, vers les grands centres et que les régions rachètent en quelque sorte leurs produits transformés par les entreprises des grands centres. La stratégie des centres visant à exploiter les ressources des régions sans partager les profits est sans doute très habile, mais à quel prix?

Ce n'est pas faute d'avoir essayé de reprendre le contrôle de la situation ; et pourtant toutes les régions se retrouvent aux prises avec les mêmes problématiques :

Taux d'exode et de chômage catastrophique

Fermeture d'école, d'entreprises et de services

Le saccage des ressources naturelles

Pollution et détérioration progressive de la planète

Détérioration de la qualité de vie des citoyens

Manque d'éthique et de justice sociale

Cette théorie des pôles prétendait que la richesse produite dans les centres se déverserait vers les régions ressources. Marc Urbain Proulx nous décrit la vision de Gunnar Myrdal (1956) où celui-ci avait démontré que la mobilité des facteurs n'entraînait pas le rééquilibre entre les territoires.

« Selon Myrdal, certaines différences interterritoriales non seulement se perpétuent, mais aussi s'accroissent avec le temps. Le développement commence à certains endroits mieux dotés en ressources et en compétences, c'est-à-dire en capacités de produire en fonction de la demande. Le cumul de facteurs étant alimenté par les effets positifs du développement (emplois, salaires, épargnes, investissements, production), des effets entraînants se produisent suivant une démarche cumulative de causes à effets que Myrdal nome la causalité circulaire. Le processus cumulatif tend à spécialiser les zones les plus pauvres en ressources (peu d'épargne) dans les productions les moins sujettes aux progrès de la technique et les zones riches, dans les productions qui nécessitent du capital, soit le progrès de la technique. Deux facteurs permettent de perpétuer ce processus :

1. L'abandon des zones pauvres par les facteurs de production (travailleurs, capital) rend sans cesse plus difficile le maintien d'activités productrices qui se déplaceront spontanément vers les territoires riches, effets de drainage.
2. Au fur et à mesure que ces activités rentables des territoires riches font progresser les techniques relatives aux productions dans lesquelles les territoires pauvres se spécialisent, elles obtiennent un avantage dans des domaines nouveaux et privent ainsi les territoires pauvres des dernières productions qui restaient jusqu'à maintenant à leur portée. Cet effet cumulatif ou boule-de-neige touche autant le développement que le sous-développement »(Proulx, 2002,202).

Selon Marc Urbain Proulx, le modèle de Myrdal a généré par extension le modèle centre-périphérie qui illustre l'exploitation des territoires périphériques par les territoires centraux industrialisés ou en industrialisation.

« Selon cette perspective, les territoires devenus centraux grâce à une accumulation historique de facteurs sont définis suivant le contrôle qu'ils exercent sur les facteurs des territoires périphériques. En effet, non seulement les échanges non réciproques entre villes et campagnes rendent les territoires périphériques dépendants des centres, mais ils ont aussi pour effets pervers de faire cheminer (drainage) les facteurs, notamment l'épargne et les compétences, de la périphérie vers les centres.

Ce modèle conduit aussi à la théorie de la dépendance selon laquelle les périphéries sont dépendantes des centres pour leur développement et demeurent souvent dans « un état de sous-développement désiré ou encouragé par les centres. Ce constat de dépendance débouche sur des stratégies radicales comme l'exploitation systématique des avantages comparés ou « l'appropriation des leviers économiques de l'espace en question » (Proulx, 2002,202).

1.2 Les recherches et solutions

À travers le cadre d'analyse du professeur Bernard Vachon, nous pourrons mettre en évidence la participation des communautés à la relance gaspésienne. Et, à partir des composantes théoriques nous analyserons les éléments clés pour assurer un développement plus performant et atteindre la maturité économique régionale souhaitée.

1.2.1 L'objectif

Nous utiliserons pour ce travail de recherche le cadre d'analyse du professeur Bernard Vachon, celui-ci nous apparaissant être un des cadres les plus complet. Bernard Vachon est professeur de l'Université du Québec à Montréal et auteur de nombreux articles et rapports d'études sur des questions de développement régional et local.

L'objectif principal de notre recherche est d'analyser à l'aide d'entrevues « les étapes actuelles du développement local » et la situation socio-économique des communautés francophone, Mi'gmaq et anglophone de la Gaspésie. Ceci en vue de discerner des propositions d'actions possibles vers une meilleure et plus efficace participation des Gaspésiens à leur développement.

Car, pour assurer un réel développement des régions, il nous faut participer aux décisions qui nous concernent dans une approche démocratique, permettant à l'ensemble de la population de participer au développement local et global, afin de ramener l'équilibre socio-économique à l'ensemble des communautés et des territoires gaspésiens.

1.2.2 Hypothèses

Avec la participation des communautés et la volonté d'entretenir des liens de partenariat entre elles, il y aura beaucoup plus de projets communs visant la création d'emplois. En éduquant la population à l'importance de la participation, cela favorisera le respect entre les communautés et assurera la place qui leur revient au niveau du développement socio-économique. Avec des outils pour favoriser la concertation de la population avec les élus en place, il y aura moins de chance que l'exclusion ou l'oubli d'une partie de la population puisse contribuer à créer des victimes du système. Avec des activités pour favoriser le partage d'informations, nous pourrions mieux connaître et comprendre la vie des gens dans chaque MRC.

1.2.3 Méthodologie de la recherche

La méthodologie consiste en une collecte des données. Nous compilons les témoignages de personnes qui occupent des postes clés du développement régional et de personnes issues de la population. Il est à noter que la majorité de ces personnes préfèrent garder l'anonymat et demandent de ne pas enregistrer leurs témoignages. Notre matériel d'étude reposera sur des entrevues, d'une durée d'environ une heure chacune, réalisées entre

1999 et 2005 avec des représentants d'organismes populaires, d'agents de développement, de décideurs, de journalistes, de professeurs, d'entrepreneurs et de citoyens.

Également nous avons réalisé des entrevues télévisées entre 2002 et 2003 auprès de la même clientèle et avons ainsi invité les communautés à favoriser les échanges culturels et économiques entre eux par le biais de ces émissions sur la télévision communautaire Télévag de St-Godefroy. Le but du travail étant aussi de démystifier les vieux préjugés afin de rebâtir sur des bases plus rationnelles et de favoriser la participation active des citoyens à travers les communautés.

Le territoire étant très grand, nous avons du choisir aléatoirement parmi des personnes ciblées tant du côté Nord de la péninsule que du côté Sud de la Baie des Chaleurs. Nous partons donc d'Amqui à Gaspé, pour remonter vers St-Anne-des-Monts en passant par Murdochville.

1.2.4 Itinéraire

Au chapitre 1, à partir de la théorie du développement local de Bernard Vachon, nous regarderons les grandes dimensions et les composantes nécessaires et essentielles pour « *réintroduire l'humain dans une logique de développement régional* » (Vachon, sous-titre 1993).

Au chapitre 2, nous examinerons à travers des entrevues ciblées les composantes du développement gaspésien. Nous regarderons également les types de contraintes vécues à

travers les trois communautés visées et énumérerons les étapes manquantes du processus de revitalisation par le développement local.

Au chapitre 3, nous étudierons de nouvelles pistes pour favoriser un développement plus productif et plus juste pour l'ensemble des communautés francophone, Mi'gmaq et anglophone gaspésiennes. Nous donnerons quelques réflexions d'ordre éthique et proposerons des actions réalistes afin de modifier positivement le développement de ces communautés.

En conclusion, nous faisons une synthèse de la recherche. En annexe, des articles de journaux et autres document et ,une bibliographie. Pour terminer, nous vous proposons des travaux secondaires sur l'historique des actions gouvernementales en développement régional.

CHAPITRE 1

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL, THÉORIE ET PRATIQUE

PAR BERNARD VACHON

Bernard Vachon est professeur au Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal où il dirige le Groupe de recherche en aménagement et développement des espaces ruraux et régionaux et assume la direction des études de deuxième cycle.

Selon lui, la stratégie que préconise le développement local s'appuie sur trois principes fondamentaux :

«Le développement ne découle pas uniquement de la fonction ni de la valeur économique des activités et de l'organisation sociale des individus, c'est un processus global.

Le développement ne relève pas seulement des grands systèmes macro-économiques ni des institutions centralisées. Il est aussi largement lié aux micro-initiatives.

La personne constitue la force motrice du développement » (Vachon, 1993, 117).

Ceci nous indique donc que le développement local se fait aussi par les petites entreprises et les entreprises d'économie sociale.

Il faut nous permettre un développement entier des territoires en passant par l'analyse de l'ensemble des possibilités et des potentialités de nos ressources, et mettre de côté les visions actuelles de développement qui ne favorisent que certains secteurs de développement. En exemple, si vous avez un projet de transformation et que le plan de développement en vigueur appuie les projets touristiques, vous risquez de rencontrer un mur.

Le facteur le plus important que nous soulevons et qui se doit d'être au rendez-vous est: que la personne constitue la force motrice du développement.

Tout processus de développement ou de revitalisation comporte des phases, qui se divisent à leur tour en plusieurs étapes :

Phase 1 :

- Prise de conscience (suscitée par un événement déclencheur).
- Mobilisation des forces vives : information, sensibilisation, consultation.
- Manifestation d'une volonté d'intervenir.

Phase 2

- Diagnostic et définition de la problématique.
- Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet.

Phase 3

- Conduite d'actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis.
- Reconnaissance et appui des initiatives de développement.
- Évaluation des actions entreprises et des buts poursuivis (Vachon, 1993, 119).

Le développement local et régional est une théorie qui nous démontre les étapes à suivre pour permettre le développement normal des territoires et, qui connaît les outils nécessaires pour assurer le succès et la survie des régions. Plusieurs chercheurs et professeurs ont façonné des théories et proposent des pistes et des stratégies.

Marc Urbain Proulx professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, nous dit que:

« Presque tous les pays possèdent des poches territoriales beaucoup plus dynamiques que l'ensemble national. Et que deux dimensions caractérisent les territoires à succès : le niveau d'industrialisation et l'avancement technologique » (Proulx, 2002, 242 et 255). M. Proulx a répertorié les critères des territoires à succès ainsi :

systemes de production avec une forte concentration de PME dans un secteur
systemes de production basés sur les savoir-faire locaux

présence d'un fort dynamisme entrepreneurial
 présence d'un marché flexible
 production très liée au marché international
 composantes institutionnelles décentralisées
 présence d'un fort sentiment d'appartenance et d'intérêt collectif
 présence d'une atmosphère ou d'une culture industrielle (Proulx, 2002,253).

2.1 Les caractéristiques générales

Selon Bernard Vachon, « *il n'y a pas de modèle unique de développement : étant donné la diversité des conditions géographiques, sociales et culturelles des collectivités* » (Vachon, 1993,117).

De plus,« *Le développement comporte une dimension territoriale : l'espace auquel il s'applique est déterminé par une histoire, une culture et des ressources particulières; l'ensemble des membres de la collectivité est uni par un sentiment d'appartenance et les liens de solidarité que crée la maîtrise collective de cet espace* » (Vachon, 1993,119) .

Toujours d'après Vachon,

« Une assise territoriale : en misant sur les ressources, les compétences, les entreprises et les initiatives locales plutôt que sur les injections d'activités industrielles dans une région et les politiques d'intervention venues de l'extérieur que les acteurs du développement local décident de participer au redressement économique et social de leur collectivité. Les pratiques du développement local supposent l'identification à un espace et l'appropriation de celui-ci ; elles sont donc profondément ancrées dans un territoire, c'est-à-dire qu'elles sont intimement liées à l'environnement dans lequel elles ont cours » (Vachon, 1993, 93).

Selon les témoignages d'élus, la Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine au 16 février 2004 était composée de trois personnes par MRC. Ainsi, pour les 6 MRC nous avons 18 représentants francophones, en majorité des maires. Un des

élus nous a indiqué qu'il n'y avait pas de place pour un représentant de la communauté anglophone et même s'il y a toujours eu une chaise de réservée pour la communauté Mi'gmaq, celle-ci est demeurée inoccupée et l'a toujours été durant le mandat de 16 ans de l'ancien CRCD.

Du côté des autochtones, le chef John Martin, dit qu'ayant un seul siège, donc avec un seul droit de vote, leur opinion n'avait pas beaucoup de poids et que de toute façon, les décisions semblaient être prises d'avance et il ne voulait pas perdre leur temps sur ces tables de concertation qui ne représentent pas véritablement les nations.

Selon nous, si le développement régional n'appartient qu'à quelques élus, la population risque de se sentir exclue et de ne plus s'identifier à son territoire. Le sentiment d'appartenance à une région est stratégique pour son appropriation : si une personne ne se sent pas reconnue en tant que membre pouvant participer légalement au sein de sa communauté et de sa région, il devient difficile d'y amener ses idées et ses projets de société. Présentement, nos communautés minoritaires anglophones et Mi'gmaq sont exclues du processus de concertation. Seuls les élus francophones sont appelés à travailler au développement socio-économique de la région, alors que les citoyens issues des communautés minoritaires pourraient amener leurs idées et leurs projets.

Le développement s'appuie sur une force endogène : Cette force est la capacité d'une collectivité à relever le défi du développement au moyen des ressources, des énergies et de la synergie du milieu. « *Le développement local favorise l'expression de la force endogène et mise sur cette énergie pour enclencher les mécanismes d'actions* » (Vachon, 1993,98).

2.1.1 Le processus de revitalisation par l'approche de la participation civique

Le développement local sert à donner à la collectivité les outils nécessaires afin de permettre l'épanouissement et la sauvegarde des communautés en place. Plusieurs membres de nos communautés sont aptes à faire du développement local. Le constat est qu'il y a trop peu de gens qui y participent ; ayant perdu espoir de voir du changement dans leur région. Les raisons de ce manque de participation sont peut-être dans la structure de fonctionnement du système actuel , y-a-t-il une place pour les citoyens dans le processus du développement local?

2.1.2 Le développement endogène et l'empowerment

Marc Urbain Proulx (2002, 285) nous dit qu'un des spécialistes de l'analyse de l'appropriation par le milieu (empowerment) est John Friedmann. « *Celui-ci divise en quatre grandes sphères la pratique sociale à l'échelon d'un territoire* » :

L'état : l'appareil législatif, judiciaire et exécutif

La société civile : les citoyens, les propriétaires, les ménages, les familles, les clans, les ethnies, les classes sociales, etc.

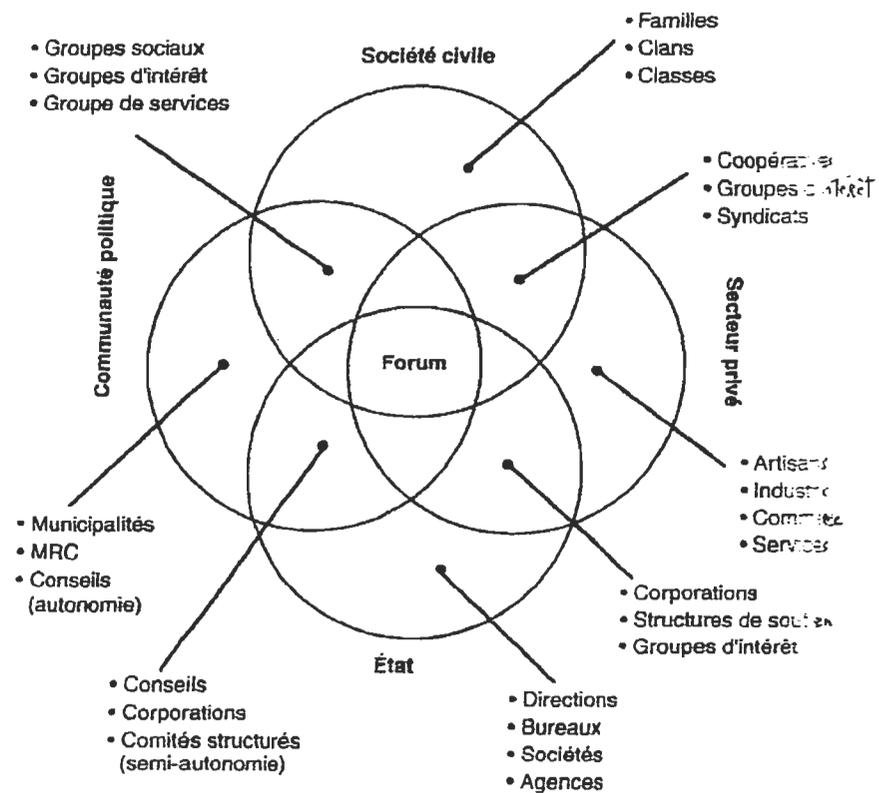
L'économie incorporée : les corporations privées et leurs intérêts collectifs

Le communautaire : les mouvements sociaux et les organisations politiques indépendantes.

2.1.3

GRAPHIQUE DE FRIEDMANN

Les acteurs territoriaux



Les quatre sphères d'activité de la communauté territoriale

On peut voir dans le graphique de Friedmann, que les sphères s'entrecroisent pour permettre le transfert d'information, et que l'espace de croisement entre les quatre sphères au centre, permet de mobiliser les acteurs dans un esprit de développement culturel, social et économique du territoire.

La formule du Forum sert à favoriser les échanges d'informations à travers diverses couches de décideurs tel : les conseils municipaux, les organismes publics, les entreprises, les organismes populaires et la population en général ; le Forum pourrait permettre aux Gaspésiens(nes) de travailler plus efficacement au développement local et régional.

« *Le Forum* » de Friedmann est l'espace qui nous manque en région, nous n'avons pas d'endroit pour favoriser des échanges constructifs sur une base permanente et ainsi permettre la conception de projets de développement local et régional par les trois communautés. Les citoyens anglophones, francophones et Mi'gmaqs travaillent en vase clos n'ayant pas de lieux pour se concerter ni pour travailler en partenariat.

Le développement fait appel à une volonté de concertation et à la mise en place de mécanismes de partenariat et de réseaux. L'urgence est de reconnaître un espace aux initiatives locales :

Le constat étant que malgré les instances gouvernementales en place, et les quelques actions faites par la population, la situation socio-économique gaspésienne est mal en point. Nous nous sommes donc penchés sur l'élément d'explication qui semblerait être le plus révélateur du manque de participation d'une grande partie des membres de nos communautés.

L'espace actuel alloué aux initiatives des citoyens pour participer au développement de leur région est-il suffisant? Actuellement, la participation des citoyens se limite :

Aux assemblées municipales tenues une fois par mois

À certaines assemblées annuelles de regroupements populaires

Ainsi, pour réellement participer au changement socio-économique régional, il faut soit faire partie des C.A. des regroupements populaires, qui n'ont parfois qu'un siège au CRE ou, être élu par la population pour siéger sur le conseil municipal. Il n'existe que ces deux alternatives. La place des membres dans les regroupements populaires se limitant même parfois qu'à la carte de membre et à une assemblée annuelle, la place du citoyen est visiblement minime dans le système actuel.

Si le rôle de la population est d'élire des représentants et de laisser ceux-ci s'occuper à notre place de notre développement, nous devons nous demander si c'est réellement une bonne formule. Même si la vision du développement régional est solidement ancrée dans cette approche de la délégation des pouvoirs, nous pensons qu'il y a place pour d'autres possibilités.

Ainsi donc pour permettre un réel travail de réseautage et de partenariat, il faut selon nous, des outils appropriés pour que la population puisse travailler avec ses élus. D'inclure la participation de la population n'est pas utopique et ne dilue pas le pouvoir de décision des élus. De nouvelles idées et de nouvelles visions prospectives pour les futures générations pourrait surgir de cette énergie collective.

L'approche du développement local appelle le redéploiement des valeurs démocratiques par une stratégie participative et une responsabilisation des citoyens envers leur collectivité. Car,

« La réalisation d'un projet de développement local requiert des espaces de participation, c'est-à-dire des occasions, des événements, des structures qui vont permettre la participation des citoyens » (Vachon 1993, 164).

Ce constat, relatif à la décentralisation des prises de décisions est très bien, mais comment remédier aux problèmes de guerres de clochers et de conflits d'intérêts des élus?.

2.1.4 Un exemple de tentative de prise en main locale déroutant

Parfois même, l'excuse du manque de temps et d'argent pour permettre la concertation du milieu est illusoire, si on se réfère à un témoignage du président d'un organisme populaire qui est assez révélateur :

« En 2001, des personnes venant de la base ont tenté de mettre en place un outil pour permettre la recherche de mise de fonds pour le démarrage d'entreprises; la formule du micro-crédit étant inexistante en Gaspésie.

En juillet 2002, *Le Fonds d'emprunt communautaire de la Gaspésie et des Îles* avait sa charte et était prêt à fonctionner. Malheureusement, les appuis des décideurs n'étaient pas au rendez-vous, et ce projet a dû être mis sur les tablettes.

Pourtant, cette idée avait été initialement suggérée et accompagnée par un directeur de CLD et c'est lui-même, quelques années plus tard, qui curieusement a décidé de ne pas appuyer ces initiatives locales et a même tenté de prouver lors d'une table ronde organisée par eux en 2003, que l'outil d'un Fonds d'emprunt était totalement inutile.

Selon ce directeur de CLD : « De créer un autre organisme en plus des organismes actuels du réseau traditionnel serait un alourdissement supplémentaire des structures de développement en place et des démarches de démarrage d'entreprise ». Et pourtant

il dit également que : « Les organismes actuels ne répondent pas au besoin de crédit communautaire. »

Alors que cet outil est subventionné dans presque toute les régions du Québec par le Ministère du développement économique et régional et de la recherche du Québec, on nous réponds qu'il n'y a malheureusement plus de fonds pour permettre la création de ce type d'outil en Gaspésie... Pourtant c'est notre région qui est la plus pauvre et qui aurait besoin d'un sérieux coup de main. Il existe même entre deux à trois Fonds d'emprunt dans les grands centres tel Montréal et Québec et, ils ne peuvent pas s'occuper d'aider les Gaspésiens(nes)?

Nous pouvons voir que les décideurs régionaux et des grands centres ont des craintes à favoriser la participation de la population au développement régional. Et que les détenteurs du pouvoir et certains dirigeants entretiennent sciemment le mal développement.

Notre petite équipe du *Fonds d'emprunt communautaire GIM* a tenté suite à nos nombreuses démarches de faire valoir notre point de vue, à savoir que malgré toutes les bonnes volontés des organismes publics actuels en place, qu'il n'y a toujours pas d'aide pour permettre l'acquisition de mise de fonds pour aider le démarrage de projets et la création d'emplois. Nous avons même tenté en 2005, de faire un forum public dans une salle municipale en invitant les représentants des organismes publics et la population à venir débattre du pour et du contre de cet outil de micro-crédit. Ce travail de consultation publique n'a pu avoir lieu, car cette demande de concertation avec les décideurs et la population fut refusée par les décideurs eux-mêmes. Le conseil municipal a avisé par téléphone quelques jours avant la date prévue du Forum public, qu'il ne pourrait pas prêter la salle municipale pour tenir cette rencontre parce que les participants d'organismes publics invités avaient donné comme réponse qu'ils n'y participeraient pas de toute façon.

On peut constater, que la participation de la population avec les élus, en plus de n'être pas au rendez-vous, est carrément découragée; en premier lieu par les décideurs des grands centres, en prétendant qu'il n'y avait pas de financement de disponible pour ces types d'outils nécessaire à notre région.

Et en deuxième lieux, par les élus des régions de même que par les organismes publics et populaires financés par les gouvernements centraux. Ces derniers devant suivre les directives des grands centres : « de ne pas participer à l'outil du Fonds d'emprunt communautaire gaspésien » sous menace de se faire enlever leurs financements et leurs subventions. Les Gaspésiens(nes) se retrouvent donc, sans pouvoir réel de revendication en ce qui concerne leur propre développement régional.

Cette dépendance pouvant être renforcée de la part des nouvelles formules de manipulation des pouvoirs par les décideurs en place. Ces stratégies ayant comme but de décourager les actions qui permettent le développement socio-économique par la base.

La théorie de la dépendance explique bien la situation gaspésienne. Ce modèle conduit à un état de sous-développement désiré ou encouragé, et l'appropriation des leviers économiques et des leviers de décisions par les décideurs des centres. Sans doute que de tenir la population à l'écart de l'information devient une question stratégique pour les décideurs en cause.

Selon le président du Fonds d'emprunt communautaire gaspésien, un directeur d'un organisme public de la MRC de Rocher Percé fut même avisé de se retirer du conseil d'administration du Fonds d'emprunt communautaire GIM sous peine de congédiement.

En ne donnant pas d'outils de travail aux communautés gaspésiennes pour leur permettre de se développer, les gouvernements freinent de façon sûre le développement normal de notre région. Le travail des décideurs au niveau du développement socio-économique est sans aucun doute primordial à certains égards, mais ils ne peuvent remplacer à eux seuls, le travail important de concertation qui doit être fait par la population elle-même.

Ainsi donc, les décisions concernant le développement régional sont prises par des groupes d'élus sélectifs, et tant et aussi longtemps que les décisions ne seront prises que par une petite partie de la population, sans trop d'oppositions possibles, nous demeurerons sous l'emprise de visions restrictives. Les décideurs ont bien sur tentés d'équilibrer leurs interventions par des approches de développement local mais, ces exercices n'ont pas été suffisants pour faire changer la situation d'une façon permanente. Cela expliquerait pourquoi les régions sont sous-développées malgré les nombreux outils de développement tel les CLD, CLE, CRCO, CRE, MRC, SADC, et autres.

Nous pensons même que les communautés minoritaires sont exclues dans les processus de projet de développement local. Seuls les élus locaux et ses leaders nationaux tel : les gouvernements et les grands entrepreneurs des centres, semblent actifs dans ce type de travail et ils ne se pressent pas pour tenter d'améliorer la participation de la population. Et, si les décideurs régionaux et nationaux empêchent la population de participer à ces types d'outils de développement régional en leur privant du financement nécessaire, celle-ci ne pourra pas accéder à la mise en place de stratégies et de plans de développement pour leur région.

Selon nous, l'approche de laisser aux acteurs locaux élus le leadership du développement régional est problématique. De fait, la perception de certains individus mêmes élus peut ne pas représenter la volonté d'actions de l'ensemble des communautés, s'ils ne sont pas sensibilisés aux réalités de celles-ci. Et plus souvent qu'autrement, la façon de diriger s'engage parfois dans une tendance autocratique, faute de temps accordé à la concertation. Les visions divergentes des décideurs entravent ainsi les désirs d'expansion de la population.

C'est le manque de consultation de la population qui a conduit le projet de micro-crédit directement sur les tablettes, et le réseautage étant très bien articulé entre les décideurs, personne n'a pu dénoncer ou démanteler les jeux des pouvoirs qui, il faut se le rappeler, ont été mis en place par le vote de la population elle-même...C'est à se demander si notre système dit démocratique est réellement en santé? Ne pas aider les

régions à s'épanouir est sans doute la façon la plus polie que les gouvernements ont trouvé afin de nous éliminer

Le 21 oct. 2007, le journal de la région annonçait l'implantation du crédit communautaire dans la Baie des Chaleurs (Alain Lavoie, L'écho de la Baie, 21 oct. 2007).

Leur équipe étant composée de représentants du même CLD qui avait tenté de prouver que le Fonds d'emprunt communautaire de la Gaspésie et des îles était inutile pour la région et, par un employé du Ministère du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation du Québec. C'est ce ministère d'ailleurs qui subventionne les Fonds d'emprunt communautaires à travers toutes les régions du Québec.

Ce que nous comprenons maintenant, c'est que les élus sont d'accord pour que cet outil de développement soit dirigé que par des fonctionnaires. De cette façon les élus ont un meilleur contrôle sur les avenues possibles de développement en Gaspésie. Nous comprenons également qu'une équipe de personnes provenant de la base ou de la population en général ne peut pas faire partie de ces types d'outils, étant donné le risque de perte de contrôle possible au niveau des prises de décisions. Pour s'assurer du contrôle des leviers économiques, nous soupçonnons que les élus ont délibérément tentés d'isoler et de diviser les communautés francophone, anglophone et Mi'gmaq afin de pouvoir mieux les écarter des prises de décisions qui les concernaient sur le plan du développement socio-économique régional. Les guerres de clochers sont également présentes à l'intérieur d'une même communauté, et sont parfois entretenues volontairement par certains décideurs dans le but spécifique... « Diviser pour mieux régner ! »

Le président du Fonds d'emprunt communautaire de la Gaspésie et des Îles, termine l'entrevue en nous disant : « Nous avons eu le compte rendu de M Gaétan Ruest, maire d'Amqui qui a connu sensiblement la même expérience avec une tentative de mise sur pied de l'outil du micro-crédit en 1995 ».

2.2 La participation active des communautés gaspésiennes

En joignant la participation de la population au travail des élus, il y aurait davantage de possibilité d'équilibrer les chances de développement pour l'ensemble des communautés.

Il faut donc que la mobilisation des énergies locales donne à la collectivité la capacité, d'élaborer, de programmer et d'assurer sa croissance et son développement en partenariat avec les élus. Et pour activer ces énergies de concertations, de débats, de participation et de

collaboration de la population aux suggestions de développement des élus, il nous faut des outils de concertation « permanents ».

Tel des Forums populaires et, pour préparer ces Forums avec succès, une formule de café-rencontres qui pourrait être organisée par l'outil de la Corporation de développement communautaire de la Gaspésie et des Îles, propices à la mise en œuvre de ces nouveaux concepts. Ceci permettra selon nous, la communication et la circulation de l'information et des idées.

Bernard Vachon indique: que l'information joue un rôle essentiel dans un processus de développement : celui de maintenir la vitalité de la participation. Or ce rôle ne peut être rempli qu'à certaines conditions :

*Un esprit de transparence, pour que s'établisse un climat de confiance entre ceux qui savent et ceux qui apprennent ainsi que ceux qui échangent.
La façon de communiquer l'information, en tenant compte du public ciblé.
Des lieux de rencontre et des réseaux d'échange doivent être créés pour favoriser la circulation des idées et des expériences. Il est important que les membres d'une communauté puissent se rencontrer pour discuter de façon informelle, se connaître et exprimer leurs opinions, sans engagement, dans un climat de confiance mutuelle. Il en va de même pour les « porteurs » de projets et d'initiatives, qui doivent briser leur isolement afin de profiter de l'expérience des autres (Vachon, 1993, 159).*

Pour générer une participation de l'ensemble de nos communautés, il faut:

- *L'accessibilité à l'information*
- *La qualité de l'information*
- *L'efficacité de la communication*
- *La circulation de l'information et des idées*

Le degré de conscience collective indispensable à une véritable volonté commune d'agir dépend de ces facteurs.

2.2.1 Les conditions essentielles

Toujours selon Bernard, « *Il faut garder en mémoire qu'il ne peut y avoir de projet de développement local sans la présence des conditions suivantes:*

Une prise de conscience très forte de la part des élus locaux, de la population et de ses leaders » (Vachon, 1993, 120). Actuellement, nous ne sentons pas que cette prise de conscience par la population soit forte.

« *Une volonté commune d'intervenir exprimée par des partenaires divers et nombreux* » (Vachon, 1993, 120). Plusieurs groupes populaires tel les chambres de commerce, comités de développement municipaux, Comitee for anglophone social action CASA, Carrefour Jeunesse emploi, Centre de développement de gens d'affaires, Centr'Elles, Droits Devant, Contact-Emploi, Coopérative de développement régional Gaspésie et des Îles, Dignité rurale, le secrétariat Mi'gmawei Mawioni, Environnement Vert-Plus, Fondation communautaire gaspésienne, Union des producteurs agricoles, CLD, SADC, et autres ministères, etc... ont des actions intéressantes, mais travaillent en vase clos. Pour connaître leurs terrains d'actions, il faut faire partie de ces organismes. Tous ces organismes gagneraient beaucoup à travailler le développement en partenariat d'une façon régulière.

« *Une capacité collective de lancer et de soutenir un processus et des projets de développement* » (Vachon, 1993,120). Les Gaspésiens en général ne connaissent pas les plans de développement de chaque organisme parce qu'ils ne les côtoient pas suffisamment. De

même, la plupart des organismes ne connaissent pas assez le travail qui se fait dans l'ensemble des organismes de leur territoire et ce qui est fait dans les autres MRC. Il n'y a pas d'activité ou d'animation pour favoriser les échanges entre les groupes populaires à l'intérieur d'une MRC et encore moins à travers l'ensemble des MRC. Le Gaspésien du Sud n'a aucune idée de ce qu'est la vie d'un Gaspésien du Nord et encore moins d'un Madelinot. À part quelques nouvelles dans le journal et les autres médias, nous ne connaissons pas les réalités et les défis à relever pour l'ensemble de nos communautés

Une autre conséquence de notre manque de concertation, c'est que nous perdons un temps énorme et dédoublons plusieurs types d'actions par manque d'informations et de coordination entre les membres actifs de nos communautés. On se plaint même qu'il y aurait trop d'organismes et que cela nuirait au développement des collectivités. Selon nous, il n'y aura jamais trop de participation des acteurs et de la population. Il nous faudrait simplement structurer le travail des gens en diapason avec les objectifs définis par chaque groupe.

« Une valorisation des ressources humaines et matérielles territoriales » (Vachon, 1992, 120). Nos communautés gaspésiennes regorgent de ressources humaines et naturelles qui sont la plupart du temps oubliées, donc dévalorisées. Il est important de prendre conscience ici de l'importance de l'ensemble des facettes du développement afin de réaliser nos lacunes en matière de développement régional.

Il existe pourtant différents type d'outils intéressants qui font un peu le même travail qu'un Forum populaire à plus petite échelle au niveau du développement régional et, qui sont également subventionnés dans plusieurs autres région au Québec, tel les Corporations de développement communautaire.

Ces corporations de développement communautaire ont comme mission de regrouper les organismes communautaires, les groupes populaires et autres types d'associations d'économie sociale afin de développer localement la plus grande vitalité démocratique et de participer au développement de la collectivité (Site web de la CDC de Drumondville).

Toujours selon Vachon, «Il est impératif de réussir à obtenir une reconnaissance et un appui des initiatives locales de développement par les représentants publics locaux, régionaux et nationaux » (Vachon, 1993,120). Dans nos communautés et nos régions, il existe de plus des préjugés qui affectent le développement de l'ensemble de la Gaspésie. Il nous faut donc tenter d'aplanir ces éléments négatifs et travailler à créer une synergie entre la population et les acteurs gouvernementaux. Les communautés minoritaires désirent travailler en partenariat avec les autres communautés et les élus mais, ils sont oubliés par les acteurs du système. Sans doute que ce serait mal vu par la communauté majoritaire, si un autochtone ou un anglophone était engagé pour un travail à connotation régionale. Ainsi, la majorité des enveloppes budgétaires sont réservées pour les projets de la communauté francophone, celle-ci étant la plus importante.

Il devient donc important d'éduquer la population sur les besoins de l'ensemble des communautés pour rétablir l'équilibre socio-économique entre la communauté majoritaire et les communautés minoritaires.

2.2.2 Le processus de revitalisation par le développement local

Nous avons ici « *les étapes* » du processus de Bernard Vachon :

1. *Prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité*
2. *Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation*
3. *Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux*
4. *Diagnostic et définition de la problématique*
5. *Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet*
6. *Actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis*
7. *Reconnaissance et appui des initiatives de développement*
8. *Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis (Vachon, 1993,121).*

Nous avons donc amplement d'outils de travail pour réaliser un développement équilibré des régions. Si ces plans ont fonctionné pour les centres, nous devrions pouvoir réussir à les activer pour les régions, il nous suffit de respecter le cheminement nécessaire à la réalisation d'un développement global et non plus ne miser que sur un développement par les pôles de croissance et par la mondialisation des marchés.

Nous sommes persuadés que le développement régional ainsi que la survie des régions passe par une concertation du milieu sur les besoins et le droit à l'employabilité de ses ressources humaines (diminution du taux de chômage) ainsi que par des formules de création massive d'emplois. Ce concept favorisera au maximum la mise sur pied d'entreprises de

produits et de services pour la population locale et régionale afin de permettre une certaine auto-suffisance régionale. En donnant une place aux Forums populaires, nous pourrions ensemble trouver les meilleures formules de création d'emplois pour l'ensemble des communautés gaspésiennes.

2.3 Conclusion

Nous avons pu retracer dans ce chapitre les éléments théoriques nécessaires à la mise en place d'une démarche de développement local. Bernard Vachon nous donne les principes fondamentaux de la stratégie du développement, ainsi que les facteurs de réussite, les conditions essentielles et les caractéristiques. Nous voyons que le développement comporte une dimension territoriale.

Le développement endogène et l'empowerment sont également reliés à la mise en place de mécanismes de partenariat, de réseaux, d'outil de développement tel les Forums que propose John Friedman et la formule d'une Corporation de développement communautaire.

Également, pour générer la participation de l'ensemble des communautés il faut mettre en place certaines conditions tels : l'accessibilité à l'information, la qualité de l'information, l'efficacité de la communication et la circulation de l'information et des idées.

Ayant énuméré toutes les composantes visant à assurer un développement local et régional harmonieux selon les étapes du processus de revitalisation de Bernard Vachon, il reste à vérifier à l'aide de témoignages recueillis sur le terrain dans les trois communautés si tous les critères exigés sont au rendez-vous. Par la suite, nous pourrions déterminer quelles sont les parties qui nous restent à travailler pour établir un développement plus équilibré.

CHAPITRE 2

RECHERCHES DES ÉTAPES SUR LE PROCESSUS DE REVITALISATION PAR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Des entrevues dans chacune des communautés vont nous permettre de discerner, dans ce chapitre si les 8 étapes de Bernard Vachon sur le processus de revitalisation ont été réalisées, et quelles sont celles qui restent à atteindre. D'abord, nous regarderons brièvement la situation socio-économique de ces populations, à l'aide de statistiques provenant du bureau fédéral des ressources humaines et de Statistique Canada.

3.1 L'analyse des statistiques gouvernementales sur les communautés gaspésiennes

La population actuelle de la Gaspésie est inférieure à 100 000 habitants. Pourtant, nous avons été beaucoup plus nombreux à une certaine époque.

Selon François Gauvin, la Gaspésie est « *Peuplé par les autochtones (Micmacs), ensuite par des colons français, acadiens, loyalistes puis des marins (naufragés) et marchands des îles britanniques et anglo-normandes* » (François Gauvin D.R.H.C., janvier 2000, 5).

En réalité, les Gaspésiens(nes) sont encore beaucoup plus diversifiés; Belges, Basques, Bretons, Allemands, Italiens font également partie de nos racines. En feuilletant le bottin téléphonique de la région on peut voir qu'il existe entre autres, du côté francophone, de grandes familles de : Horth, Huard, Lebrasseur, Delarosbil, Aspirot, Chapados, Joseph, Castilloux, Berthelot, Gagnon, Duguay, Loisel, Deraîche, Parisé, Aspirot, Alain, Larocque ,

Denis, Roussy, Leblanc, Arsenault, Thibodeau, Poirier, Buisson, Lévesque, Major, Anglehart, Cassivi .

Du côté anglophone nous avons les McLellan, Mcwhriter, McInnis, Mowhirter, Willet, McCormik, Milligan vivent dans les mêmes villages que les Robertson, Sexton, Robinson, Jonhson, Howatson et Harrison.

Et finalement du côté Mi'gmaq, nous avons également les Gedeon, Jerome, Martin , Jacques, Isaac, Metallic, Michell, Sorbey et Wysote.

Tous ces gens représentent une partie de notre héritage et de notre richesse patrimoniale. Ce sont des familles de pionniers qui ont travaillé très fort pour développer la Gaspésie et le Québec. Ces gens ne sont pas que des chiffres et des statistiques, ce sont aussi des citoyens qui ont des droits et qui doivent les faire valoir..

3.1.1 La communauté Mi'gmaq

Le portrait actuel de la population Mi'gmaq est très semblable à celui des autres communautés autochtones du Québec. La population totale actuelle est de 4 300, répartis sur deux réserves (Listuguj et Gesgapegiag) en plus d'un groupe n'ayant pas de réserve (Gespeg). En 1611, la population Mi'gmaq était de 3000. Ils vivaient en retrait des autres communautés. Dans les données compilées sur cette communauté, on remarque étrangement que le gouvernement fédéral ne tient pas compte de la « langue » Mi'gmaq dans les statistiques de François Gauvin de Ressources humaines Canada, janvier 2000.

Ces statistiques nous disent également que les autochtones de Gaspé adoptent le français et ceux de la MRC d'Avignon l'anglais. Nous contestons cette affirmation, car la réalité est qu'une bonne partie des autochtones parlent le Mi'gmaq couramment en plus du français ou de l'anglais. Il n'est même pas rare de voir certains Mi'gmaqs parler les trois langues (Magazine Mi'gmawei Mawiomi, printemps 2002, 22). La langue Mi'gmaq est une richesse culturelle très importante et il serait vraiment triste que ce peuple perde ou ne se voie pas reconnaître sa propre langue.

« Le poids régional des premières nations en Gaspésie est plus important que leur poids provincial. La présence autochtone pour la MRC d'Avignon est de 11,9% comparativement à 1,0% pour le Québec » (Statistiques de Ressources humaines Canada, janvier 2000). Nous pouvons voir que la nation autochtone est très bien représentée, il est donc important de lui faire une place au sein de la région, en partage avec d'autres communautés.

3.1.2 Les communautés anglophone et francophone

Toujours selon François Gauvin, on nous montre que :

Le taux d'emploi (39,9%) est le plus faible au Canada, que le taux de chômage (20,8%) est plus du double de celui du Québec. Et, à peine un adulte sur 2 participe activement au marché du travail .

On remarque que 22,9% des résidents ont des revenus de moins de 7 000\$ par année et, 21% entre 7 000\$ et 11 999\$ par année. Soit 44 % des travailleurs sont en dessous du seuil de la pauvreté, puisque le salaire minimum donne environ 16 000\$ par année. Dans toutes les tranches à faibles revenus, Gaspésiens et Madelinots sont plus nombreux et la situation continue de se dégrader avec les fermetures de la mine de Murdochville et des papetières de Chandler et de New-Richmond.

On démontre également qu'une des MRC de la Gaspésie est la championne de la pauvreté au Québec et au Canada (MRC de la Haute Gaspésie). En Gaspésie et les Îles 30% du revenu personnel provient des gouvernements contre 16% au Québec. Les chiffres nous disent également que la décroissance de la population en 10 ans (6,5%) est la plus forte des régions du Québec (François Gauvin, 2000 p. 8).

La structure par âge diffère de celle de l'ensemble du Québec par une sous-représentation des 20 à 30 ans ainsi que par une plus forte présence de personnes âgées de 45 ans et plus. Pour ce qui est de la répartition selon la langue, il y a 80 420 parlant français et 9680 parlant anglais et 340 bilingues, le pourcentage d'anglophones est de 10,7% (Statistique Canada DRHC, Gaspé 1996,2).

Voilà pour le volet des statistiques, les chiffres nous en disent long sur la situation et il est très important d'en être conscient. D'emblée on remarque que les statistiques sur la participation anglophone et Mi'gmaq n'est pas au rendez-vous dans le rapport de François Gauvin ; on connaît leur nombre mais, pas de précision sur leur situation socio-économique. C'est l'exemple d'une des lacunes principales de notre système régional actuel, nous oublions les communautés minoritaires. Il n'y a qu'à regarder la composition des tables de concertation à travers la Gaspésie pour constater qu'on n'y retrouve que des représentants francophones.

3.2 La communauté francophone

Nous débuterons les entrevues avec la communauté francophone qui représente une bonne majorité de la population gaspésienne. La communauté francophone est répartie sur l'ensemble des 6 MRC : Avignon, Bonaventure, Rocher Percé, Côte de Gaspé, de la Haute Gaspésie et Îles de la Madeleine. Les autochtones et les anglophones ne sont absents que dans la MRC de la Haute Gaspésie. Il est à souligner que l'anonymat nous fut demandé pour les témoignages, sans autre utilisation de support que mes notes sur papier.

Nous avons divisés les entrevues en deux groupes de revendicateurs. Celui où les étapes de concertation avec la population sont absentes : les étapes se faisant uniquement à travers la structure de l'organisme et de ses membres.

Et, celui où les étapes de concertation avec la population sont les points majeurs de leurs activités : en utilisant les médias pour sensibiliser le plus de gens possible.

Également, nous soulignerons les passages où les étapes seront atteintes, avec une annotation du numéro de l'étape suivi d'un astérisque (^{1*}).

Le premier groupe

Dans le premier groupe d'entrevues, vous verrez que l'étape 1 « la prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité » et l'étape 4 « Diagnostic et définition de la problématique », sont très bien définies. On dénote une très grande force dans ces deux étapes.

Pour l'étape 2 « effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation » **celle-ci n'est pas complètement atteinte dû à l'isolement des personnes en cause ; ceux-ci tentant de régler les problèmes uniquement à l'intérieur de leurs structures de travail.**

« Il faut la participation de la population et d'autres groupes populaires entre autres, pour que les problèmes puissent se corriger » afin de pouvoir atteindre les étapes 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux », l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet » et, l'étape 7 « Reconnaissance et appui des initiatives de développement ».

L'absence de Forum populaire dans les communautés empêche la circulation de l'information et les problèmes perdurent inutilement, empêchant du même coup

d'atteindre l'étape 6 « Action cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis » et, l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis ».

« Sans l'information, la population ne peut pas réagir, ignorant les causes et les conséquences réelles de certaines problématiques ».

3.2.1 Rencontre avec un directeur de la formation professionnelle d'une commission scolaire

«Nous avons fait un plan de développement professionnel en 1995^{2*}. En 1997, le ministère de l'Éducation l'avait regardé et, en 1999, ils nous ont demandés de le mettre à jour et on attend encore les réponses. Les fonctionnaires nous font perdre notre temps et nous critiquons leurs décisions^{1*}. En exemple, nous avons demandé des cours en formation professionnelle en plomberie, en chauffage et autres à Bonaventure^{2*}. Ces demandes nous ont été refusées à cause de la localisation et de la hauteur du besoin. Cela voulait dire que parce que l'on est Gaspésien, on ne peut avoir ces cours. De plus, ils se basent sur la distance des églises pour décider si nous avons besoin de formation, ce qui est ridicule lorsqu'on sait que 70% de la création des PME provient des métiers reliés à la formation professionnelle^{4*}. De plus, lorsque les jeunes doivent quitter la région afin de suivre les cours dont ils ont besoin, 90% ne reviennent pas en région^{4*}. Souvent ils font des stages et obtiennent des emplois dans la localité où ils étudient. Et s'ils ont rencontré quelqu'un, il y a peu de chance qu'ils reviennent en région s'ils forment une famille à l'extérieur.

Un autre exemple, nous avons demandé un cours en informatique^{2*}. et ils avaient accepté ce projet. Nous l'avons offert, mais ils n'ont pas d'argent au Québec et on doit

attendre. Pourtant, lorsque je regarde les états financiers du budget provincial, il y a dans le secteur, des prévisions de quinze millions à déterminer. Vous savez, avec tous ces facteurs, on finit par perdre la foi dans les mesures ordinaires et tout comme dirait mon collègue au Cégep de la Gaspésie, Monsieur Langlais de l'Action des Patriotes gaspésiens : «On a réellement le goût de protester ^{1*} ».

L'établissement des règles devient une affaire vicieuse à cause de la chute libre de l'évolution de la population étudiante. À la commission scolaire des Phares, près de Rimouski, ils ont dénoncé, dans une conférence de presse, qu'ils perdraient 1000 enfants sur 14 000 d'ici dix ans ^{2*}. Ici en Gaspésie, nous perdrons 3 000 sur une population de 8 500. Dernièrement, à cause de la fermeture de l'usine de Chandler, 120 étudiants sont partis, et à Murdochville 25 familles s'en iront une fois l'année scolaire terminée. On sait ce que la fermeture des écoles signifie pour ces petites communautés. Si les enfants ne peuvent étudier faute d'écoles, on doit déménager. S'ils ne peuvent étudier dans les domaines de leurs choix, ils s'en vont ^{4*}.

3.2.2 Entrevue avec un maire de la MRC de Bonaventure

«Nous aurions besoin que les gouvernements donnent des appuis sincères et francs, pour favoriser le développement ^{4*}. Le plus dramatique, ce sont les agents des gouvernements qui ne soutiennent pas nos efforts, ceci afin de nous empêcher de nous développer normalement . Il y a une absence réelle des gouvernements canadien et québécois à nous aider^{1*}. En ce sens, les Patriotes ont raison. Les gouvernements nous aident à leur façon. Ils nous maintiennent en vie grâce aux subventions qu'ils donnent, mais celles-ci sont toujours insuffisantes pour nous prendre réellement en main. Ils donnent leur aide goutte à goutte. Un

bon exemple est le «Centre d'Héritage Britanique à New-Richmond»; il n'y a pas assez d'argent pour compléter le projet, il est en péril présentement.

L'exemple du projet de la laiterie régionale : lorsque celle-ci a connu des problèmes, ce qui est normal pour les jeunes entreprises, les gouvernements ont donné un montant d'argent, mais il était insuffisant pour régler rapidement la situation. Quand le gouvernement ne veut pas s'engager, cela décourage les investisseurs. La façon de proposer et de patronner les projets est absente^{4*}. Le projet d'urgence téléphonique du 911 dans la région a été repris par une entreprise de Rimouski parce que les promoteurs étaient découragés du mini-succès. Au niveau du Ralliement gaspésien, il y a eu des efforts au niveau de la prise en main, mais eux aussi ont des problèmes de financement, tout comme les municipalités^{1*}. Au niveau de la relation avec la communauté autochtone, on espère que ça continue, on a mis sur pied les fêtes multiculturelles qui ont connu beaucoup de succès et on est prêt à continuer là-dedans^{2*} ».

3.2.3 Témoignage d'un fermier de la MRC d'Avignon

« L'AGRICULTURE EN GASPÉSIE, ILS N'EN VEULENT PLUS, PARCE QU'ON EST LOIN DES GRANDS CENTRES^{1*} ».

Jean Paul Audet de Maria, producteur de fraises, de légumes, de céréales et autres a dû vendre son entreprise à perte pour ne pas faire faillite...

« En 1990, avant que les chaînes (Provigo, Métro, IGA) s'installent pour de bon en Gaspésie, les marchands achetaient locaux. Maintenant, les fraises cultivées près des centres arrivent sur le marché avant les nôtres et les prix à travers ces chaînes décollent à 26\$ à 27\$ le 12 chopines.

Lorsqu'on arrive, ils baissent les prix à 6\$ le 12 chopines, donc nous vendons à perte, nous sommes obligés de vendre à perte parce qu'ils fixent les prix^{4*}. Et, pour nous débarquer de la course, ils achètent les fraises de l'Amérique du Sud pour presque rien et les revendent à 1,99\$ du 4 litres ce qui équivaut à 4\$ le 12 chopines. Nous ne pouvons pas compétitionner avec des prix aussi bas^{4*}.

Les géants de l'alimentation nous ferment un après l'autre. pour ne pas éveiller de soupçons chez les consommateurs^{4*}:

En 1990, Réjean Audet a eu des dépenses supérieures aux revenus et a dû fermer après 35 ans de travail. Il a fait un déficit de 50 000\$ cette année là. Les fermiers se disaient que c'était peut être passager et que les années suivantes nous aurions renfloué nos coffres mais, à chaque année, nous avons enregistré des pertes.

En 1997, Philias Boudreau ferme ses portes, l'UPA lui fournit de l'aide financière pour le bœuf, mais c'est la crise. Et, en 2003 c'est nous, 250 000\$ de déficit, nous n'avons eu aucune aide, j'ai essayé d'aider les autres, mais nous n'avons pas réussi^{2*}. Pourtant l'agriculture est la base de l'économie d'un pays, par exemple Réjean Audet faisait travailler entre 25 et 30 jeunes par année.

Entre 1970 et 1985 ça allait bien, on était serré mais on s'en tirait. À partir de 1995, ils (les chaînes) ont commencé à taper sur les doigts de tout le monde, j'avais plus de chance car j'étais diversifié dans mes produits. Ils ont coupé chez tous les producteurs.

L'UPA était comme un fantôme, ils n'étaient que dans leurs bureaux, s'impliquer c'était trop pour eux... Pourtant à un moment donné j'ai cru en eux, mais le gouvernement les a eus et ils ne prennent pas position ^{1*}.

Il y a des fermiers qui ont plus que d'autres, par exemple la ferme Patasol a reçu un paquet de subventions ainsi que la ferme Bourdages pour le brocoli. Mais, l'un des directeurs de cette coopérative travaille également pour l'UPA. Il y a des entreprises qui reçoivent 30 000\$ de moins d'aide que d'autres, et ils s'abritent car nous n'avons pas le droit de vérifier qui a reçu et combien ils ont reçu en subvention. La politique n'est pas égale pour tout le monde ^{4*}.

Les chaînes vont prendre le contrôle du marché et laisser une ou deux fermes locales pour sauver les apparences. Ils vont faire tomber les fermes les unes après les autres. En 1990 nous étions 950 fermiers producteurs de patates, aujourd'hui nous sommes rendus à 165 fermes ^{4*}.

En 1980, Astra et l'UPA nous accompagnaient et le gouvernement devait financer la différence du prix de vente, nous devions avoir 11\$ par 10 lbs et 245\$ la tonne d'avoine et 300\$ la tonne de blé métrique.

En 1999-2000, d'après les études des gouvernements ils ont dit que nous serions payés 6,50\$ par 10lbs. et 117\$ la tonne d'avoine. Ils ont dit qu'ils ne payeraient pas plus parce que nous n'avons pas été classés.

Cela m'avait coûté 27 000\$ pour payer l'assurance avec Astra et c'est ça qui m'a fait craquer. Les pièces ont augmenté de 100% et l'engrais de 180\$ la tonne à 300\$ la tonne et ils nous baissent nos prix de revient. C'est à n'y rien comprendre, tout augmente depuis 1980 et ils baissent les prix de vente^{4*}.

En 2000, les patates de Montréal se vendaient à, 70 cents le 10 lbs, et 3,50\$ le 50 lbs. on fait quoi nous avec nos patates ?

Les producteurs de bœuf ont dû fermer ou baisser leur troupeau car l'environnement a baratté en 1998 ; les normes étaient trop difficiles et coûteuses^{4*}. Il fallait pour être conforme payer 300 000\$ j'ai dû vendre mon troupeau à regret car c'est ma vie, depuis que j'ai 15 ans que je suis fermier. En 2004, j'ai vu le prix de la dinde à, 95 cents la lb., je vendais ça 40 ans passés à 1,50\$ la lb^{4*}. Les solutions ne sont pas avec les chaînes, parce qu'elles ne payeront jamais plus cher et elles ne veulent pas signer pour les salaires garantis. Elles font beaucoup d'argent, par exemple la part d'action d'une de ces chaînes est passée de, 80 cents à 8\$. Ils nous font des promesses à chaque année mais d'un fermier à l'autre on se fait avoir. Une chaîne peut vendre 20% de local et 80% de la chaîne, et les propriétaires des magasins doivent faire attention lorsque les représentants des chaînes viennent les visiter pour qu'il n'y ait pas trop de produits locaux sur les tablettes, car ils se font taper sur les doigts^{1*}. Les chaînes veulent contrôler et ils offrent des pourcentages de profits aux propriétaires de magasins pour vendre les produits de la chaîne^{4*}, ils envoient même des espions pour nous surveiller, car ils

achètent leurs produits de Toronto et du Mexique. Pourtant les clients veulent du local, il faudrait que tout le monde demande pour du local à ces chaînes.

À la Coop de Maria, c'est un gars de Québec qui a été engagé pour remplacer le directeur, ça n'encourage pas le local ! ...

Les fermes se ferment et on perd des services, nos fermes faisaient travailler la population, maintenant les gens s'en vont, les prix des maisons baissent, les coûts des pièces augmentent parce qu'il y a moins de clients, etc. ^{1*}.

À l'Île D'Orléans, ils ont préféré labourer leurs choux plutôt que de les donner à 3\$ la boîte de 50 lbs. Nous on se rapproche du 3\$ parce qu'on passe en dernier.

En 2001 les fèves étaient 20\$ du 25 lbs et en 2002 elles étaient 7\$ du 25 lbs. L'agriculteur n'a plus un mot à dire ce sont les chaînes les responsables.

Il nous faut une protection d'un salaire minimum garanti pour les producteurs. Les fermiers de Montréal en ont, mais pas nous ^{2*}. Les dépenses augmentent et les prix baissent, comment peut-on arriver ? »

3.2.4 Entrevue avec le préfet de la MRC de Bonaventure

«La mission d'une MRC est de faire des schémas d'aménagement et de s'assurer au niveau des municipalités des plans d'urbanisme, de travailler ensemble à identifier les pistes et de regarder le développement économique d'une façon régionale et locale. Au départ, on a

eu le sommet économique pendant dix ans; par la suite, la création du CRCDD pour douze ans et maintenant nous avons les CLD. D'après moi, il y aurait trop d'instances qui s'occupent de développement économique et cela perturbe le développement des régions^{4*}. En exemple, parfois certains projets émanant des CLD sont refusés par le CLE. Les instances de développement économique manquent de communication et certains projets tombent à l'eau. Également pour que les projets réussissent, il n'y a pas de mesure de soutien réel pour assurer que l'entreprise prenne le départ pour quelques années^{4*}. Souvent les subventions sont trop petites et les entreprises ne réussissent pas à tenir le coup. En exemple, un jeune n'a que 5 000 \$ pour le démarrage de son entreprise, ce n'est pas suffisant. Souvent, les banques et les caisses ne prêtent pas aux jeunes dû aux endettements d'études entre autres; de plus, ils ne font pas confiance aux jeunes.

Les solutions : il faudrait suggérer au gouvernement de continuer d'assumer les intérêts des prêts étudiants pour quelques années lorsque les jeunes ont de bons projets d'entreprises. Cela serait un incitatif pour les jeunes à réussir. Il faudrait concentrer dans un seul endroit les services des CLE et des CLD alors que le CLD devrait assurer un suivi des dossiers d'entreprises. Pour inciter les entreprises à venir s'installer en région, il faudrait avoir des avantages au niveau du transport comme le programme que nous avons avant. Il faudrait également des réductions d'impôts^{2*}.

Au niveau des actions de la population, l'Action des Patriotes gaspésiens c'est bon à la base, mais ce n'est pas suffisamment efficace pour changer la situation. Au niveau du CRCDD et même des Solides ; l'argent dort dans les coffres parce qu'il n'y a pas de bons projets et les critères sont trop sévères^{4*}.

3.2.5 Entrevue avec un agent du MIC

Une des entrevues que j'ai préférées fut celle faite avec un fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce, où celui-ci dit :

«Compte tenu des budgets que vous aviez depuis six ans, on peut dire que l'on a une hausse régulière des projets qui nous sont présentés ; surtout du côté des nouvelles technologies comme l'informatique. Les jeunes qui sont revenus, c'était pour partir des entreprises au niveau de l'Internet et du commerce électronique (projets de jeunes promoteurs).

Si les gens partent, c'est surtout parce qu'il n'y a pas d'emploi pour eux. Lorsque la mine de Murdochville et l'usine de Chandler ont fermé, ces gens n'étaient pas qualifiés pour d'autres emplois, donc ils n'ont pu trouver d'autres débouchés en région. Ceux qui travaillent sont spécialisés dans des domaines où il y a de l'emploi. Les gouvernements sont de grosses machines qui sont lentes à faire bouger et c'est une contrainte majeure pour les régions^{4*}. Il me fait aussi remarquer que la Mauricie est plus mal prise que la Gaspésie en ce moment. Le gouvernement tente de faire de la réplique de solutions entre les régions, soit par exemple, un centre technologique à une place et une éolienne à une autre. Il tente d'équilibrer la concurrence entre les régions par divers projets, mais il ne peut contenter tous les intéressés.

La relance en Gaspésie a eu un côté positif, elle a fait prendre conscience qu'il faut faire quelque chose de spécial. Au niveau du MIC de la Gaspésie plus spécialement, on n'a jamais eu autant de projets et ils aboutissent à 50% du temps, dû justement à cette relance, et cela à tous les niveaux. La Gaspésie a besoin de beaucoup de projets novateurs. Une des

grandes contraintes est dans la présentation des projets qui n'est malheureusement pas convaincante. La population étant sous-scolarisée, on veut partir des projets, mais on n'a pas de compétences. On veut partir un atelier d'ébénisterie de meubles, mais on n'a pas de main-d'œuvre^{4*}.

Lorsque vous présentez un projet au CLD, s'ils n'ont pas d'idées sur ce que vous voulez faire et si l'étude de marché n'est pas assez convaincante, les projets auront de la difficulté. Mais parfois certains réussissent, question de «background» et d'expérience. Il y a aussi le manque de fonds pour le démarrage de projets. Les gens disent que les gouvernements ne veulent pas les aider, mais le problème n'est pas là. Il y a plein d'argent dans les coffres en régions, mais il n'est pas tout le temps accessible^{1*}.

Le problème majeur est la magouille qui existe dans chaque MRC. Les CLD nous refilent parfois des dossiers qu'ils ne peuvent refuser publiquement, de peur de se faire pointer du doigt. La cause principale du refus étant une question de magouille et parfois nous, au MIC, on doit se choquer à cause de leur manière d'agir avec la population^{4*}. Ils ne veulent même pas prendre les responsabilités de certains dossiers et ils nous les refilent. Depuis que la centralisation a donné des pouvoirs aux élus des régions, la situation est pire, les contraintes ont augmenté à cause justement des guerres de clochers et la décentralisation a des limites^{4*}.

La situation était moins pire avant lorsque les décisions se faisaient dans les centres. Vous n'aviez pas ces contraintes de magouille entre les élus de la région^{1*}. Tenter de réunir les MRC est difficile, le pouvoir s'exerce de façon différente et souvent les objectifs de concertation peuvent devenir des contraintes aux projets qui sont présentés à cause des priorités qui ont été choisies par les élus^{4*}. Les gens perçoivent très mal l'action des

intervenants économiques et les structures gouvernementales sont là pour aider les gens, mais parfois, ils arrivent avec des projets qui sont des «patates chaudes ».

L'apport pour le suivi des projets s'en vient, mais il nous faut beaucoup de ressources dans ce domaine. Les CLD se font une guerre de pouvoir, ils disent qu'on leur enlève leur job, mais ils ne font pas leur travail dans le suivi des projets^{1*} ».

3.2.6 Entrevue avec un PDG d'une grande entreprise

« Je me suis toujours beaucoup impliqué dans le développement régional, je crois en l'avenir de la Gaspésie, je suis gaspésien et je ne veux pas vivre ailleurs qu'ici. Les Gaspésiens ont une qualité de vie inégalable du fait qu'ils vivent dans un environnement sain et naturel avec plein de ressources. Une bonne partie de la population ne tient pas à travailler à temps plein, justement pour profiter de cette nature et de ses ressources. C'est une problématique ici, les gens préfèrent les emplois saisonniers et vont à la pêche et à la chasse ou coupe du bois ou font de l'agriculture sur leur terre le reste du temps^{1*}. Ainsi, ils arrivent tant bien que mal à s'offrir ce dont ils ont besoin pour vivre. Ils ne sont pas riches mais ils n'ont pas à vivre le stress de la ville et ont du temps à passer avec leurs enfants.

Dans le temps de la chasse, je dois fermer mon usine pour une semaine, bien sûr je perds de l'argent mais cela fait partie des coutumes gaspésiennes et je ne m'en plains pas. Malgré un chiffre d'affaires de plusieurs millions, nous devons travailler dans un environnement qui ne laisse pas beaucoup de place à l'entreprise privée. Le zonage actuel nous empêche d'agrandir et il n'y a pas non plus de parc industriel. Les décideurs en place misent trop sur le secteur du tourisme et ils oublient les secteurs de transformation^{1*}.

Bien sur, le développement du tourisme est nécessaire pour la Gaspésie, mais pour attirer des promoteurs, il nous faut leur faire de la place. Presque toutes nos matières premières se font transformer à l'extérieur de la région et nous perdons beaucoup d'emplois parce que nous n'avons pas le réflexe d'encourager ce type de développement^{4*}.

En exemple, les retombées annuelles de l'emploi dans les secteurs traditionnels sont :

la forêt 442 millions\$

le tourisme 200 millions\$

la pêche 150 millions\$

l'agriculture 15 millions\$

Nous pourrions faire mieux si nous pouvions faire de la deuxième et troisième transformation. Il nous faudrait un plan quinquennal fait avec les décideurs du CRE et des représentants d'entreprises parmi la population, pour que nos besoins soient pris en considération et aussi pour amener de nouvelles idées de développement. Un plan avec des sites stratégiques pour installer des parcs industriels, et les sites touristiques. Il nous faut la réflexion de l'ensemble des Gaspésiens et il nous faut également régler les problématiques des guerres de clochers entre les MRC. Se doter d'infrastructures communes régionales et locales^{2*}. Nous avons des villages fermés qui pourraient très bien servir à développer des entreprises de transformation.

On critique beaucoup l'industrie du porc mais, il nous en faut sur les tablettes de l'épicerie. Il y a plusieurs endroits reculés loin des villages qui pourraient accueillir ce type de

projets. Pour Murdochville, c'est dommage, car les décideurs n'ont pas su apporter des solutions réelles pour retenir la population, pourtant il y a du potentiel en Gaspésie.

Malgré mes nombreuses tentatives pour travailler sur des comités afin d'aider le développement en Gaspésie, les visions des décideurs et d'une bonne partie des gens demeurent axés sur le tourisme et c'est dommage. Nous aurions à gagner à développer les secteurs de la transformation ».

3.2.7 Rencontre avec le maire de Murdochville, octobre 1999

«En ce qui concerne la région de la Gaspésie, nous n'avons pas tellement de développement au niveau de l'industrie. Ce qui va falloir faire : prioriser les interventions en matière de développement économique pour les industries en tant que telles et cela, au niveau des deuxième et troisième transformations. Au niveau des forêts, le bois, ce n'est pas normal que nos ressources naturelles s'en aillent à l'extérieur se faire transformer. C'est très important de favoriser la transformation ^{2*}.

Pour le plan de relance de Murdochville, nous avons fait préparer un plan de développement économique qui a été présenté à la population ^{2*}. Il y a des propositions de projets d'étude de faisabilité qui seront à faire sur certains projets, surtout en ce qui concerne les ressources naturelles qui nous entourent. Au niveau touristique, nous avons le centre d'interprétation du cuivre qui est en fonction depuis onze ans. Il faut dire que Murdochville n'a jamais été spécialiste au niveau touristique. Mais depuis la création du centre d'interprétation, cela a apporté du tourisme comme on n'en avait jamais eu antérieurement et ce avec des retombées économiques. C'est un soutien à l'économie durant l'été, car l'été ça se

vide un peu. Maintenant avec l'arrivée des touristes, les commerces maintiennent un niveau de rentabilité.

Pour ce qui est du circuit des motoneiges, nous avons un sentier qui relie Murdochville à Mont-Louis et Chandler. Ces activités fonctionnent bien et nous projetons de relier Murdochville à la route 195 qui va vers New-Richmond; cela devrait être en opération cet hiver.

En tant que municipalité, on a un rôle important à jouer, c'est de faire connaître ce que l'on a autour de chez nous, d'essayer de trouver des promoteurs en leur disant : «Voici, il y a des études qui ont été faites... . À ce moment-là, c'est plus facile d'avoir des promoteurs, pas seulement de petits promoteurs industriels avec des emplois durables. Ce n'est pas toujours simple d'avoir des gros promoteurs, cela n'arrive pas vraiment souvent. On a aussi un problème au niveau de la formation pour les gens de la région et des problèmes de leadership^{4*}. Murdochville a toujours été mono-industrielle et pour ce qui est de la diversification de l'économie, on pense à le faire au courant des prochains mois ou dans les prochaines années. On a toujours été considéré comme une ville riche, mais c'était difficile de se développer, tout le monde travaillait. Murdochville n'était pas considérée comme les autres municipalités autour, nous avons tout ce que nous avons besoin.

Un des problèmes au niveau de la population est le salaire. Il va passer de vingt dollars de l'heure à douze dollars de l'heure. C'est un choc qui pourra prendre plusieurs mois à absorber, c'est certain. Plusieurs voudront quitter pour avoir de meilleurs salaires, c'est un peu comme une contrainte^{1*}. Les promoteurs n'arriveront jamais à compétitionner avec Mines Gaspé à cause des salaires. Nous, on trouve que douze dollars de l'heure c'est

raisonnable, mais pour les promoteurs, ils ne se trouvent pas compétitifs. C'est un peu comme à Chandler, il faut que les salaires se réajustent. Les gens auront à comprendre que, même s'ils vont à l'extérieur, ils peuvent avoir également un bas salaire, de la même façon que s'ils restent ici.

Pour ce qui est des contraintes régionales au niveau du CRCO et des MRC, la table de concertation est plus forte au niveau de la forêt et de l'industrie, par contre, la culture est moins représentée. Le problème, étant donné que nous sommes sous-peuplés, ce sont toujours les mêmes personnes qui se réunissent autour d'une table au niveau d'une grande région sous-peuplée. On s'aperçoit aussi que parfois, lorsque l'on travaille un projet pour une municipalité, d'autres municipalités travaillent en arrière pour nuire au projet. Il nous faut faire des efforts tous dans le même sens, Gaspé Sud comme Gaspé Nord. On voudrait travailler ensemble, mais ça ne se fait pas comme ça. L'esprit de clocher est encore très fort en Gaspésie. On dit toujours que ça va passer, mais ce n'est pas vrai^{4*}. Plus ça va et plus le monde a besoin d'industrie et c'est celui qui attaque le plus fort qui finit par avoir le dessus.

C'est un méchant problème et les politiciens s'en lavent les mains quand on parle de politique provinciale. Le temps que ça se bat entre eux autres, ils n'ont pas de décisions à prendre. On devrait former une unité dans tout ce qui est fait en matière de développement régional. On devrait travailler ensemble et ce n'est pas ce qui se passe^{2*}. C'est une sérieuse contrainte régionale, il y a certains points sur lesquels on réussit à s'entendre, mais cela demeure un énorme problème. À Murdochville, nous n'avons jamais été quémandeurs dans les années antérieures.

Finalelement pour Murdochville, on essaie présentement de diversifier l'économie, parce qu'il faut absolument garder notre population ^{2*}. Plusieurs études de faisabilité ont été demandées aux gouvernements. Le programme de rachat des maisons de la compagnie minière a été vendu à la municipalité, et on espère ainsi attirer les gens avec ces maisons, c'est un programme d'accès à la propriété ^{5*}. Sur la question de la qualité de vie des chômeurs en Gaspésie, je répondrai simplement que la solution est dans le travail. Il faut faire travailler les chômeurs particulièrement en Gaspésie ».

Vous avez des articles de journaux (Karine Bellerive, Le Pharillon, 25 août 2002, 7) sur les actions du maire pour sa communauté et des réponses des citoyens. Murdochville se serait séparée en deux clans : Le clan du « oui on ferme la ville » et du « non on ne la ferme pas. » Nous avons ici un parfait exemple du manque de concertation des élus avec la population. La population a même été témoin lors d'une assemblée municipale de violentes bousculades du maire par certains citoyens ^{1*}.

3.2.8 Entrevue avec Mme Lamy, présidente de la compagnie Des producteurs de lait Gaspésiens.

Mme Lamy fait l'historique de la laiterie Baie des Chaleurs :

«En 1990, l'idée d'une laiterie régionale a pris naissance par un regroupement de producteurs laitiers de la Baie des Chaleurs. Appuyés par l'Union des producteurs agricoles, ces producteurs ont mené un combat très difficile pour voir la réalisation de leur projet.

Une des contraintes majeures : Les prises de décisions se font à Montréal et à cause de la distance, il est impossible de faire du «lobbying» pour notre projet, ce qui rend les délais

d'attente très longs. Nous avons de la difficulté à convaincre les politiciens et les banquiers de la pertinence du projet^{4*}. Il nous a fallu huit ans d'efforts pour ouvrir cette entreprise de transformation en région, alors que normalement, cela aurait dû prendre cinq ans. Tout comme l'organisme SOQUIA, les décideurs des centres ne connaissent pas les régions et lorsqu'ils ne connaissent pas réellement les régions, on part perdant puisqu'ils ne nous comprennent pas^{4*}.

Nous avons dû faire plusieurs démarches pour convaincre les décideurs de nous appuyer dans cette entreprise. Et nous avons fait des avis sectoriels à Agriculture Canada et Québec et plusieurs autres études de faisabilité ont également été déposées. Nous avons dû même présenter une pétition au niveau de la population afin d'avoir tous les appuis nécessaires de la part des décideurs des centres; douze mille signatures ont été recueillies pour ce projet^{2*}.

Les réponses de refus d'aide que nous avons au début furent entre autres que :

Les gouvernements ne voyaient pas l'opportunité d'avoir des entreprises locales qui compétitionneraient avec des entreprises extérieures qui détenaient le marché visé. Une autre de leurs raisons était : «Comment faire fonctionner deux entreprises si la première n'a pas atteint son rendement maximum »^{1*}? Très souvent les grandes entreprises des centres ne fonctionnent qu'à 40 % de leur plein potentiel. Notre désir était surtout de rapatrier les emplois liés au marché gaspésien, lesquels étaient comblés à Montréal. Par exemple 75 % de l'Ultra-lait produit à Montréal est à 60 et 75 % pour le marché gaspésien. Notre laiterie était aussi une sorte de projet-pilote et les compétiteurs ne tenaient pas à nous voir réussir^{4*}.

Quant aux autres régions, tel que l'Abitibi Témiscamingue, elles aimeraient en faire autant

et, pour ce projet au coût de 360 000\$, nous avons toujours pu compter sur l'appui de l'UPA et du MAPAQ. Sans eux, sans doute nous n'aurions jamais pu ouvrir notre entreprise.

Maintenant que notre entreprise fonctionne bien, les politiciens sont plus réceptifs à nous appuyer dans nos demandes et à résoudre nos difficultés de parcours, car au début, nous avons connu des difficultés de production et à cause de notre éloignement, nous avons mis plus de temps à nous réajuster que si nous avions été situés dans les centres ^{4*}».

* Cette entreprise a malheureusement dû fermer ses portes le 29 janvier 2001, les causes provenant de plusieurs facteurs selon la directrice de cette entreprise mais, la cause majeure fut le boycottage de leur produits par une partie de la population ^{5*}; étant donné que les maires de la MRC de la Baie des Chaleurs avaient choisis d'envoyer les déchets à une usine de recyclage située à l'extérieur de la Gaspésie au lieu de choisir une entreprise de recyclage situé dans la MRC de Rocher Percé. Cette décision, qui n'était pourtant pas appuyée par la population de la MRC de Bonaventure ^{1*}, provoqua une indignation de la population de la MRC de Rocher Percé et déclencha le boycottage des produits de la laiterie situés dans la MRC de Bonaventure (Alain Lavoie, Trans Gaspésien, 4 fév. 2001, 1).

Vous avez ici un excellent exemple du manque de concertation des élus avec les citoyens, où les décisions prises « que » par les maires de la MRC de Bonaventure ont déclenchées un boycott des produits de cette entreprise par la population de la MRC de Rocher Percé ^{4*}.

Dans le deuxième groupe d'entrevues, ce sont des organismes populaires qui tentent de faire participer la population afin de trouver des solutions tangibles. Ainsi, l'étape 1 soit

« la prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité » et, l'étape 4 « Diagnostic et définition de la problématique, sont atteintes ». Et, l'étape 2 « Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation » est la plus dynamique de leurs étapes.

N'ayant pas la participation des élus, l'étape 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux » et, l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet », ainsi que l'étape 6 « Action cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis », ne pourront se réaliser.

Par le fait même l'étape 7, la plus importante selon nous « Reconnaissance et appui des initiatives de développement » ne pourra pas être au rendez-vous et, pour l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis » les résultats risquent d'être négatifs.

« Pour que l'ensemble des étapes du processus de revitalisation par le développement local du professeur Bernard Vachon puisse se faire, il faut obligatoirement avoir la participation des élus et de la population. »

« Les actions de protestation des régions par le soulèvement populaire »

3.2.9 Reportage vidéo de Simon Poulin l'UQAR 1995 avec Monsieur Jean-Guy Gagnon

«Nous sommes la seule région au Québec à avoir connu des fermetures de villages. Dans le Bas St-Laurent et en Gaspésie, le BAEQ en 1966, devait fermer 69 municipalités ^{1*}. À la onzième fermeture, un curé du nom de Charles Banville a rallié les curés pour former : Le manifeste des curés en colère ^{2*}. C'était un mouvement très fort et par la suite en 1970, il y a eu :

Opération Dignité 1 : Matapédia-Matane pour les forêts

Opération Dignité 2 : en arrière de Rimouski pour les forêts

Opération Dignité 3 : s'oppose aux fermetures alternatives et pour les pêcheries dans les Méchins ^{3*}.

Ce qui a amené un programme d'aménagement des forêts présenté aux gouvernements. Ce fut le début des travaux sylvicoles au Québec, dans la vallée de la Matapédia ^{5+7*}.

La concentration urbaine ne connaît pas l'arrière-pays et la solidarité ne peut se faire avec les personnes des centres, mais seulement entre les personnes de l'arrière-pays.

Les opérations dignité ont gagné des choses. Ces victoires prouvent que l'on peut gagner. Nous sommes des sans voix, parce que nous ne faisons pas partie des rangs des décideurs et de la mondialisation. Par la suite, il y a eu le mouvement Coalition Urgence Rurale dans les années 80 et 90 ^{2*}.

En grondant, ces groupes arrivent à faire quelque chose, mais c'est triste qu'ils doivent passer par-là. Au niveau des volontés de prise en main, il n'y a en pas eu ailleurs au Québec comme dans l'Est du Québec ^{2*}. Et ces luttes ne sont pas terminées :

Prise en main du milieu.

Solutions à nos réalités.

Difficultés économiques chroniques.

Mise en valeur des ressources.

La problématique s'accroît de jour en jour depuis vingt ans. Il y a bien sûr un risque d'essoufflement, car pour revendiquer les services de base, il faut se battre^{4*}.

Les gouvernements doivent écouter et être sensibles aux régions. Il faut qu'ils arrêtent d'appliquer aux régions le modèle traditionnel de développement urbain. Il y a un développement intégré à faire, pas en toute grandeur^{1*}.

La population demande à être accompagnée, les gens sont fatigués d'être obligés d'être des travailleurs itinérants. Le témoignage d'un travailleur gaspésien sur la Côte Nord : «Coucher chez nous à tous les soirs, ça fait vingt ans que je n'ai pas fait ça. Ma rancune je l'ai gagnée à la sueur de mon front ».

Soulèvement des foules en 1981

À cette époque, la décision ministérielle a été de construire l'usine Donahue à Matane au lieu de Matapédia.

La force du mouvement : il y avait du monde et ils ont créé «la Société de la Vallée. Ils ont fait la récupération des lots intra-municipaux et le meilleur moyen était de passer à la

télévision. Ils ont arrêté le train à Amqui et 20 % de la population était présente. C'est ce qu'on appelle une manifestation de masse ^{2 et 3*}. La plus belle victoire des Matapédiens, c'est que nous ne les oublions pas, même si l'usine s'est quand même installée à Matane. Les Matapédiens ont eu un autre projet en compensation.

Les émotions sont très fortes à ces moments-là. Ce sont les plus belles expériences de ma vie et la fibre sentie chez les gens et leur fierté est extraordinaire. Tout est en place, oui ! La transformation doit se faire, qu'attend-on pour la faire? Il faut arrêter d'en parler aux gouvernements; il y a eu trois plans de relance de fait au niveau du développement régional, et la situation est pire » ^{4*}.

3.2.10 Conférence de l'Action des Patriotes gaspésiens

Amqui, le 19 avril 2000, centre communautaire, la conférence commence par le discours des Patriotes, ils sont trois à table et ils parlent à tour de rôle :

«Gaspésiens de la Matapédia, bonsoir! Au départ, l'action des Patriotes était des discussions de l'écœurement économique entre neuf de nos amis. On s'est dit qu'il serait temps de se lever debout et de dénoncer la situation. Nous avons créé un bureau de direction avec vingt membres et avons conclu qu'il fallait aller rencontrer les gens dans les villages ^{1*}. Gaston Langlais, qui était réputé pour avoir une grande gueule pendant dix ans, fut désigné pour faire partie des conférences. Depuis la première assemblée, nous avons fait quinze rencontres dont une dernière en anglais ^{2*}.

Par la suite, nous avons été invités dans le village de Tourelle à Saint-Anne-des Monts. C'était un grand jour, nous avons été très touchés parce que cette rencontre se tenait dans une église. Notre seizième assemblée publique et c'est à ce moment-là que j'ai senti que je faisais quelque chose d'important.

On est dans une situation critique, on perd nos biens si durement acquis et notre fierté de notre pays. Nous perdons aussi nos enfants, ce qu'il y a de plus cher pour nous^{1*}. Lorsque deux enfants sont à l'extérieur pour étudier à l'université, cela peut représenter pour les parents gaspésiens, une dépense de 250 000\$. Les parents qui sont situés dans les centres n'ont pas autant de dépenses à supporter et souvent, faute de travail dans la région, les jeunes restent à l'extérieur. À l'heure actuelle, 4 250 étudiants sont partis de la région parce que nous ne pouvons pas faire vivre nos enfants ici. Nous sommes en train de perdre espoir (applaudissements)^{1*}.

Le Rapport soumis au Ministère de l'Expansion économique régionale, le 21 février 1970, par Martin Higgins et Raynault, pour assécher la Gaspésie des Gaspésiens, fonctionne très bien .

Que fait le gouvernement fédéral depuis cinq ans ? Il coupe le chômage et nous, on continue de cotiser, c'est du vol, un scandale! Ils ont un fond de trente-cinq milliards de dollars; ils changent les données pour la Gaspésie dans le but que nous soyons assez écœurés pour aller dans les villes. Le rapport MHR avait prévu que dans l'an 2000 à 2010, la Gaspésie serait vide^{4*}.

Les Gaspésiens ont une force supérieure pour pouvoir rester ici par rapport au reste du Québec dans les conditions que l'on a vécues. Dans la Matapédia, vous avez les forêts et l'agriculture. Le pays est même abandonné par les dieux, les prêtres plient bagages.

Allons-nous baisser les bras, laisserons-nous à nos enfants cet héritage ? Mon grand-père et ma grand-mère se sont levés debout en disant : « *L'espoir c'est la capacité de lutter* » (applaudissements). Rien de plus dangereux pour les manipulateurs au pouvoir que ceux qui pensent librement. Il faut travailler vers une économie qui nous satisfait. Si nous sommes un peuple lâche, les dieux n'embarqueront pas avec nous.

Le budget de M. Landry dit: « *Ensemble, relançons la Gaspésie et les Îles de la Madeleine* ».

Quarante-neuf millions pour la récupération des coquilliers.

Quatre millions pour la création d'emploi en forêt (d'habitude, c'est cinq millions).

45 000 \$ pour la construction d'équipement touristique.

Cinquante-huit millions pour la restauration de la SÉPAQ (organisme gouvernemental)

Seize millions pour les travaux routiers.

625 000\$ pour les projets agricoles.

Cinq millions pour la rénovation des HLM.

Quatre millions pour la FAPAQ (c'est encore eux autres)

2.3 millions pour le programme accès logis.

Le gouvernement nous prend pour des innocents, ils sont venus baver et des baveux de Gaspésiens ont applaudi.

Le ministre des régions, Martin Cauchon, nous a demandés : «*C'est quoi que vous voulez?* » On a répondu : Se prendre en main de la manière que l'on veut ; reprendre l'agriculture que vous avez fermée dans les années 60 avec des coopératives ; reconstruire notre agriculture - on produit 6 % de ce que l'on consomme et il faut que l'on puisse faire de la transformation^{2*}.

En exemple, la mousse au crabe est produite à Montréal et on ne peut la faire ici à cause de toutes vos interdictions^{4*}. On veut rebâtir à nouveau en évitant les erreurs déjà faites. Nous autres c'est l'achat local; cinquante cents dépensées à Rimouski et ce sont nos enfants qui en souffrent. Ils font la déportation des Gaspésiens et on dit rien : «*la honte et la peur de penser tout haut, ce que vous pensez tout bas* ». Lorsque le ministre ou les députés content des menteries, il faut parler haut. Le tracteur des patriotes ne pourra plus s'arrêter si nous sommes quarante mille membres. La forêt passe tout droit et on dit pas un mot^{4*}. Pensez à vos enfants ce qu'ils penseront de nous plus tard : mes parents se sont levés debout quand c'était le temps ».

Le second intervenant : Monsieur Gaston Langlais

«Le réveil est en train de se faire, notre principal défaut est d'avoir trop fait confiance aux gouvernements et 30 % de la population vont être perdus. Le dépeuplement, c'est l'exode des jeunes et les parents qui les suivent. L'assistance sociale augmente et la chute des valeurs immobilières est désastreuse pour les régions^{1*}. La richesse crée de la pauvreté au fil des

années. On ramasse des biens, mais si on ne peut payer les taxes foncières, on est forcé de vendre. À Gaspé, il y a trois cent cinquante maisons à vendre et on n'a jamais vu ça. Les maisons avec bâtiment se vendent 22 000\$. Les entreprises, en plus du fardeau fiscal, doivent supporter leur clientèle. Les gérants de banques ont mis la Tague rouge et ils rappellent les marges de crédit^{1*}.

Nous allons perdre un comté à cause du dépeuplement. À Saint-Flavie, ils sont 100 000 habitants et ce n'est pas suffisant, alors que sur l'île-du-Prince-Édouard, ils sont 60 000 habitants.

Dans notre région, les enfants ne mangent pas, nous en sommes rendus là. Les adolescents se promènent avec leur boîte à lunch vide pour sauver les apparences. Des gradués vident les poubelles du bureau de poste pour les coupons d'épicerie afin de les échanger contre de l'argent. On casse par la pauvreté, il faut que ça cesse et il faut réclamer notre dû.

Le fameux rapport Martin Higgins et Raynault avait été fait de 300 pages en 1960. Il est dit : «On ne doit pas investir dans les régions, le développement passe par Montréal. Il ne restera que des vieillards, des paresseux et des malades selon nos prévisions et plus personne en Gaspésie en l'an 2000 à 2010 ». C'est ce que les gens de la ville pensent de nous. Ils donnent du financement seulement en santé, en éducation (pour mieux sortir les enfants des régions pour l'université) et en communication (il faut bien qu'ils rejoignent leurs employés)^{4*}.

Font-ils des tests sur les régions ? Serions-nous des cobayes ? À Murdochville, ils ont donné 240 000\$ à des firmes de Montréal pour faire des études de pré-faisabilité, de faisabilité et des études de marché. Ils ne donnent pas pour des projets structurants^{1*}. De Méchins à Pointe-à-la-Croix, trois cent millions en consommation et le projet de la boulangerie régionale de Sonia Gagnon de New-Richmond a été refusé parce qu'elle faisait de la compétition déloyale aux entreprises de Montréal et du Nouveau-Brunswick qui détenaient déjà le marché de la Gaspésie. Plusieurs projets structurants sont ignorés^{1*}.

À la ville de Percé, ils ont octroyé des projets pour couper des aulnes. C'est structurant pour nos régions. Et parce que la ville avait fait une clôture selon ce projet, le gouvernement est venu vérifier si la municipalité détenait des cartes de construction et ils ont fait payer une amende de 25 000\$ à la ville de Percé.

Les professionnels, qui sont trop incompetents pour Montréal, reviennent en région. En exemple, un pêcheur a vendu son bateau, mais d'après la réglementation, il ne peut y avoir de transfert. Il ne peut également réparer le bateau qu'il vient d'acheter à cause d'une autre réglementation^{4*}. On lui suggère au Ministère d'attacher un autre bateau sans agrès en arrière du premier au cas ou celui-ci coulerait.

Ils ont engagé 60 vérificateurs pour le travail au noir à cause de la pauvreté dans notre région. Ils sont persuadés que nous n'aurons pas le choix de frauder pour vivre. La GRC prévoit une augmentation de la vente de drogue. Ils nous interdisent de pêcher et de produire du poulet ainsi que des œufs^{1*}. Il est interdit d'agrandir la galerie, il faut être dans leurs mesures. Il est interdit de se faire photographier à côté du Rocher Percé l'hiver ! Alors que sur nos photos de publicité touristique, on voit un couple en motoneige près du Rocher. Les

déchets ne peuvent plus être traités et enterrés chez nous et on doit les envoyer à l'extérieur de la région^{4*} ».

Un des textes que les Patriotes distribuait dans leurs conférences se retrouvent en annexe 11. Malheureusement, ce mouvement est passé en mode veillesse, il n'y a plus d'activités de ce mouvement en tant que tel. Et, nous supposons que le manque d'intérêt de la population à la continuation de leur travail est dû en partie à la cessation de leurs activités avec la population. La population ne s'est plus sentie faisant partie intégrante de ce mouvement puisque les consultations publiques s'étaient éteintes. Sans doute le manque de gestion au niveau des actions d'animations avec l'ensemble de la population gaspésienne et le manque de financement ont fini par faire décliner cet outil populaire.

3.2.11 La vision des gens de l'extérieur

Une opinion négative : Nous tenons à faire le point sur l'article paru le 27 janvier 1997 dans le journal *le Soleil*, qui rapporte les propos de Georges Mathews qui suggérait de fermer la Gaspésie (Raymond Giroux, Le Soleil, 22 janv.1997, page B7). Celui-ci suggérait « de débrancher le poumon artificiel qui maintient en vie ces arrière-pays étalés de l'île d'Orléans à la pointe de Gaspé, pour axer le combat pour le développement sur le cœur des régions ».

Beaucoup de Gaspésiens et Gaspésiennes se souviennent, comme si c'était hier, de l'indignation qu'a soulevée cet homme dans la population gaspésienne. C'est comme si nous gênions l'épanouissement des centres par notre simple existence et qu'il était inutile de faire du développement en Gaspésie. Pourtant, même si nous ne représentons que 2 % de la

population québécoise, nous avons encore des droits. Le droit de demeurer et de se développer dans la région que l'on aime, également le droit de n'être pas d'accord sur la vision du développement imposée par les grands pôles de croissance.

3.2.12 Ralliement gaspésien et madelinot

On est toujours surpris de constater l'étendue du travail fait par les organismes de solidarité populaire. On remarque dans le journal de la première année d'existence de ce regroupement qu'il y a eu beaucoup d'efforts de concertation parmi la population^{2*}. Avec le temps et la désillusion, la popularité de ce regroupement a progressivement chuté et sa pertinence a été remise en cause par plusieurs personnes en Gaspésie. Le manque de collaboration avec les élus et surtout l'absence d'aide au financement des employés a usé les énergies des plus déterminés et, ils ont du fermer leurs portes^{4*}. Pourtant en 1992, Monseigneur Bertrand Blanchet avait voulu apporter sa participation au mouvement du Ralliement gaspésien et madelinot par un exercice de rencontres populaires. Mais malgré ces tentatives, il n'y a pas eu réellement d'effets sur la situation socio-économique. On remarque d'ailleurs sur le logo de cet organisme que tous les secteurs d'activités sont représentés sauf celui des mines, pourtant Murdochville était au centre de la Gaspésie. Cet oubli du Ralliement gaspésien et madelinot indique bien que les communautés ne sont pas toutes au rendez-vous, pas plus que les anglophones et les Mi'gmaqs^{4*}. Le côté Nord de la Gaspésie, n'a aucun lien réel avec le côté Sud de la Gaspésie .

3.2.13 Analyses des entrevues et conclusion

Ces entrevues nous donnent des pistes très intéressantes sur la situation réelle vécue

par la communauté francophone majoritaire. Mais, malgré leur position de force, cette communauté est quand même fragilisée par l'effritement inquiétant de sa situation socio-économique.

Pour le premier groupe d'entrevues, celui où les actions avec la population sont absentes, nous constatons que seul les étapes 1, 2 et 4 sont présentes.

En reprenant le modèle des étapes de Bernard Vachon, on remarque le manque de partenaires nombreux prêts à s'engager sur une base permanente, afin de réaliser l'ensemble du processus de revitalisation par le développement local. Il y a donc un besoin d'établir un Forum public pour informer la population dans un premier temps et de favoriser la participation des gens à leur propre développement socio-économique dans un deuxième temps.

Tant et aussi longtemps que seul de petits groupes de personnes seront au courant des types de contraintes reliées au développement local gaspésien, il ne pourra pas y avoir de changement; ces groupes étant eux-mêmes trop peu nombreux pour ramener une situation équilibrée.

Les problèmes les plus dommageables se situent au niveau de la communication entre la population et les décideurs des centres. La population se retrouve régulièrement devant un mur d'incompréhensions et de critères très mal adaptés. Il n'existe pas de moyen de régler les impasses lorsque les décisions ne peuvent satisfaire la population, les citoyens devant endurer leur sort! ...

Les enchevêtrements d'organismes font perdre un temps énorme au développement local et régional entre autre par le manque de concertation et de communication et, personne ne semble pouvoir orchestrer convenablement tous les outils disponibles. Même que certains agents de développement ainsi que certains décideurs semblent ne pas offrir des services suffisamment performants pour l'ensemble de la clientèle des communautés gaspésiennes.

Et là non plus, pas de moyen pour redresser ces situations.

Les communautés n'ayant pas d'outil ou de moyen leur permettant une participation plus active et décisive dans leur propre développement doivent subir « l'anti-développement ». Le modèle social, qui a été adopté et que nous devons assumer, est de déléguer à un groupe d'élus l'avenir des Gaspésiens et des Gaspésiennes. Nous ne pouvons plus bouger lorsque les élus ne réussissent pas à atteindre les objectifs demandés, il nous faut donc attendre aux prochaines élections. Un exemple très bouleversant est la situation des citoyens de Murdochville où le maire travaillait contre une partie de sa population. Les citoyens étant obligés d'attendre la fin du mandat du maire, ne recevant d'aide de personne et cela malgré les promesses des décideurs des centres. La population, n'ayant pas d'outil de concertation tel un Forum régional pour revendiquer leurs droits et faire connaître leurs besoins à l'ensemble de la population gaspésienne, ne pouvait pas réclamer les appuis de solidarité nécessaire.

Pour le deuxième groupe d'entrevues, où les actions avec la population sont présentes, on remarque que seule l'entrevue avec Jean Guy Gagnon a amenée plus d'étapes que le reste des entrevues. Ce qui signifie qu' au niveau des autres entrevues, les actions avec la population n'ont pas généré les énergies et les planifications souhaitées pour faire

suffisamment changer la situation. Nous comprenons également que faute de soutien financier et d'appui des élus et des gouvernements, l'Action des Patriotes et le Ralliement Gaspésien et Madelinot ont tout simplement dû se résigner à fermer leurs portes.

Pour que toutes les étapes se réalisent; il faut la participation des élus et des appuis financiers nécessaire à la mise en place d'un Forum populaire. Seul cet outil permettra selon nous la participation de la population et la coopération avec leurs élus.

3.3 La communauté Mi'gmaq de la Gaspésie

À l'aide des entrevues, nous continuerons de voir le travail fait à travers le prisme des étapes du processus de revitalisation par le développement local. Ici aussi, nous avons divisé les entrevues en deux groupes: celui où les étapes de concertation avec le milieu sont absentes et celui où les actions avec la population deviennent les activités principales. Ici aussi, nous soulignerons les passages témoignant d'une étape atteinte, avec le numéro de l'étape suivi d'un astérisque (^{1*}).

Dans le premier groupe d'entrevues, l'étape 1 soit « La prise de conscience, la situation ne réponds plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité » et, l'étape 4 « Diagnostic et définition de la problématique », sont présentes. On y dénote là aussi une très grande force dans ces deux étapes.

L'étape 2 « Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation » n'est pas atteinte complètement dû à l'isolement des personnes à l'intérieur de leur lieux de travail

et, parfois aussi à la peur de dénoncer certaines situations et aux répercussions qui pourraient en découler.

Pour que les problèmes puissent être corrigés, il faudrait ici la participation de l'ensemble de la population des trois communautés Mi'gmaq. Également, dans une seconde phase, favoriser la participation des groupes populaires des communautés francophone et anglophone, afin de pouvoir atteindre les étapes 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux », l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet » et l'étape 7 « Reconnaissance et appui des initiatives de développement ».

L'absence de Forum populaire pour ces communautés empêche la circulation de l'information d'une façon pernicieuse et, provoque des révoltes à l'intérieur de ces petites communautés se sentant lésées au niveau de leur propre développement. Les problèmes s'accumulent et empêchent du même coup d'atteindre l'étape 6 « Actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis » et, l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis ».

3.3.1 Bref historique des revendications actuelles de Listuguj

La lecture des articles de journaux, permet de mieux saisir le travail des décideurs de cette nation et leurs principales revendications. On peut voir dans ces articles, la chronologie des requêtes de la communauté Mi'gmaq de Restigouche (Listuguj) (Bulletin de la société historique Machaul, Doc.# 980815LA053, 980818LE002). La lutte pour les terres est une des premières revendications visant à assurer leur développement. Par la suite, à partir de 1961, ils

réclameront les droits de coupe de bois ainsi que le droit de pêcher librement. L'une des plus grosses manifestations autochtones au Canada fut cette crise du saumon en 1981 à Restigouche. Plusieurs délégations de communautés autochtones à travers le Canada et les U.S.A étaient venues appuyer les Mi'gmaq de Listuguj à cette époque ^{2 et 5*}.

Le gouvernement du Québec voulait limiter la pêche libre afin de donner une chance au saumon de se reproduire davantage. De leur côté, les Amérindiens évoquaient que les chalutiers allant en mer n'étaient pas réglementés. Les forces policières étaient venues en grand nombre. Elles ont été très rudes cette fois-là et elles étaient très équipées : hélicoptères, armes, etc., ce qui avait provoqué un soulèvement immédiat des autres communautés autochtones dans le but de leur apporter leur appui.

En 1996 et en 1998, il y a d'autres accrochages avec le gouvernement au sujet de la pêche au homard. Les communautés Mi'gmaq considèrent que le droit de pêcher est primordial à leur survie car c'est également un revenu d'appoint important, étant donné le fort taux de chômage et de pauvreté qui sévit dans ces communautés ^{4*}

En 1998, les revendications visant à assurer la coupe de bois sont finalement relancées. Les Mi'gmaq érigent des barricades pour protester. Ce fut encore un coup d'éclat qui ne passa pas inaperçu. Les médias couvraient cet événement avec beaucoup de détails sur tous les gestes posés, tant par le gouvernement que par la communauté Mi'gmaq de Listuguj ^{2*}.

À travers les articles de journaux, on voit clairement que les deux parties reconnaissent l'importance de favoriser une participation plus importante des communautés autochtones au

développement économique et communautaire, notamment par leur participation à la mise en valeur et à la gestion des ressources^{5*}.

On remarque la demande de justice dans cette citation de Monsieur Métallic «Nous venons marquer le pas pour les autres nations autochtones du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et d'ailleurs qui, comme nous, veulent sortir du carcan de la loi sur les Indiens » (Bulletin de la société historique Machaul, Doc.# 980818LE002). Ces négociations ont pour but de réclamer une juste part de cette ressource forestière pour les communautés Mi'gmaq.

Monsieur Métallic décrit très bien la situation *«Le problème réside dans le partage inégal des ressources naturelles entre Indiens et Québécois, et c'est une source constante de tension entre nos peuples. Depuis plusieurs générations, nous sommes ignorés et écartés du partage des ressources forestières»*^{4*}.

Le principal handicap au développement normal de ces communautés est l'exclusion économique. Ils n'ont pas accès aux ressources naturelles et ils réclament, légitimement, le partage de ces ressources^{1*}. Une des citations pertinentes de Monsieur Métallic est : *«Pourquoi, seules, les grandes compagnies et les multinationales ont-elles le droit exclusif à long terme de coupe dans nos forêts ? »* Monsieur Métallic identifie le problème de la surexploitation par les grosses compagnies au détriment des habitants des régions autochtones et allochtones (anglophone et francophone)^{4*}.

Les autochtones dénoncent également les stratégies des gouvernements à propos des conseils de bande, selon le chef autochtone de Listuguj : *«La création du système des conseils*

de bande par le gouvernement du Canada, il y a de cela cent ans, faisait partie de la stratégie visant à exclure les Indiens de leur territoire traditionnel afin de les exploiter. » Les revendications territoriales et d'accès aux richesses naturelles sont de nouveau remises sur la table pour réussir à développer enfin économiquement leur communauté : il est clair que c'est leur seul terrain d'action, étant donné que ces communautés peuvent rarement travailler en dehors de leur territoire ^{2*}.

Les Mi'gmaq rencontrent des difficultés à se faire accepter dans les territoires allochtones ^{1*}. Selon un citoyen de Pointe à la Croix : *«On n'embauche pas de M'igmaq parce que cela créerait des tensions et c'est presque impossible d'imaginer les deux groupes sympathiser entre eux.* » Sur leur réserve ils n'ont que des dépanneurs et, cela ne suffit pas aux jeunes. Les Autochtones dépendent presque totalement de leur conseil de bande pour obtenir le peu d'emplois disponibles.

Selon le chef autochtone de Listuguj : « Dans la réserve, huit personnes sur dix sont sans travail contre une sur quatre au village allochtone. Pour cette communauté, on comprend que la vie est difficile et qu'il y a beaucoup à faire au niveau du développement économique » ^{1*}.

3.3.2 Le chef Mi'gmaq de Gesgapegiag

Cette communauté a signé avec le gouvernement du Québec une déclaration de compréhension mutuelle et une entente. Cette entente concerne le développement de la ressource forestière et d'un centre ethnotouristique ^{5+7*}. Selon les propos du chef John Martin, cette entente vise à mettre en place un mode d'exploitation du bois qui a un impact limité sur

la forêt. Elle met l'accent sur la préservation de la faune et de l'environnement. Le chef Martin parle aussi des problèmes de pauvreté dans sa communauté :

«Nous avons aussi des problèmes de suicide, de maladie et de chômage qui dépassent les seuils de bien d'autres communautés ». Selon lui, la façon de les traiter, c'est en créant des emplois. Le développement économique est donc ici, un élément stratégique pour leur communauté^{4*}.

Le chef Martin nous dit que conseil de bande de Gesgapegiag a demandé, avec d'autres citoyens allochtones, un moratoire sur les coupes abusives des forêts près de l'affluent de la rivière à saumon de la Cascapédia^{5*}. Le film de Richard Desjardins, «*L'erreur Boréale*», fut l'un des éléments déclencheurs dans la revendication pour la protection d'une partie de leurs ressources naturelles qu'est le saumon.

Dans la communauté Mi'gmaq, on ne peut que constater que le travail effectué avec les communautés allochtones pour la revendication des droits de protection est en parfaite harmonie avec celui des autochtones^{2*}.

En ce qui concerne les projets, la discussion est toujours active et primordiale pour la revendication du territoire afin de pouvoir prendre part à l'exploitation de la richesse naturelle. La foresterie est l'un de leur plus gros projet, bien que les domaines de la pêche et du tourisme demeurent très actifs.

Les trois communautés travaillent réellement en étroite collaboration, car la ressource de la rivière à saumon est partagée également entre ces communautés. Cette ressource est

importante. On constate que beaucoup de ces gens gagnent leur vie avec la pêche sportive au saumon.

3.3.3 Le chef de la communauté de Gespeg

Cette communauté est différente des deux autres, car elle ne possède pas de réserve officielle lui garantissant une assise territoriale. Ces autochtones sont pour ainsi dire mélangés aux allochtones. Leurs relations sont très rapprochées et ils sont parfaitement intégrés à la population blanche.

De nouvelles ententes ont été proposées par le Ministre Chevette concernant le développement économique de cette communauté et le maintien de leurs pratiques ancestrales^{5+7*}.

Selon le chef Richard Jalbert : « En vertu de ces ententes, les parties s'engagent à négocier la structure gouvernementale de Gespeg, de ses pouvoirs et de son financement, de la pratique des activités traditionnelles dont la chasse, la pêche et la trappe, du développement économique, social et culturel, la fiscalité ainsi que l'assise territoriale ».

Ce sont de petites négociations pour cette nation, mais c'est un point de départ majeur pour les communautés vivant hors réserve, car elles aussi sont aux prises avec des problèmes de chômage élevé et de pauvreté. Nous constatons que les revendications des trois communautés Mi'gmaq sont identiques au niveau des droits territoriaux ainsi que du partage des ressources naturelles^{2*}. À Gespeg, ils insistent sur l'accessibilité des territoires pour la pratique de leurs traditions ancestrales.

3.3.4 Entrevue avec l'agent de développement économique de Listuguj

«Au sujet des ententes gouvernementales, l'entente avec le Québec est rejetée par la communauté. La raison première est que les Autochtones perçoivent une volonté d'intégration de leur communauté à la société québécoise^{1*}. Quant au niveau fédéral, en ce qui concerne la question de l'autonomie gouvernementale «Ce que le gouvernement dit et ce qu'il fait est parfois différent», je ne pense pas que l'on voit cette entente sur l'autonomie se réaliser dans notre génération.

De plus, chaque partie est soumise aux lois fédérales, provinciales et à celles de sa propre communauté, ce qui complique les ententes. La Loi sur les Indiens a de bons et de mauvais côtés ; celle-ci les oblige à s'autogouverner sur le territoire de la réserve seulement (qui est un certain territoire en pieds carrés), ce qui est différent du territoire traditionnel. Ce que nous pouvons maintenant faire, c'est de travailler à établir des ententes pacifiques de juridiction sur le partage des ressources.

En 1750, notre communauté résidait des deux côtés de la rivière, c'est-à-dire, sur le côté sud du Nouveau-Brunswick et sur le côté Nord du Québec. Le gouvernement du Québec a ramené les établissements de la mission sur le côté Nord. Pour ce qui est de nos revendications au sujet du territoire traditionnel, il est certain que nous n'abandonnons pas nos demandes mais nous devons partager les territoires avec les Allochtones et quel en sera le partage... 50%, 30%, 20% ? C'est une question très problématique pour les deux parties. Par exemple, le gouvernement ne veut pas nous accorder de territoire pour l'exploitation forestière, il préfère nous voir travailler pour des grosses entreprises forestières déjà installées.

Le gouvernement pousse le problème du chômage vers les compagnies forestières, alors que nous voulons avoir notre propre autonomie concernant les emplois^{4*}. Le conseil de bande ne veut pas simplement faire faire de l'argent à certains membres de leur communauté, il veut surtout créer le plus d'emplois possibles.

Pour la question environnementale, nous sommes conscients que ces ressources doivent être là pour les générations futures. Nous avons nos propres plans de gestion des forêts, nous ne voulons pas couper plus d'arbres qu'ils n'en poussent.

Pour ce qui est des projets d'entreprises pour les entrepreneurs, il est très difficile d'obtenir de l'aide pour ces projets^{1*}. Ces programmes ne sont pas adressés pour partir une entreprise, ils sont là pour donner un coup de main aux entrepreneurs déjà solidement engagés. Souvent les critères sont de sérieux handicaps adressés à la clientèle de moins de trente ans ou aux projets créés uniquement sur la réserve. Ce sont souvent des prêts de capital d'environ 25 000\$ et souvent faute de compétence ou de liquidité, le projet ne dure pas plus de six mois. Pour développer économiquement la communauté, nous aurions besoin d'un montant beaucoup plus important pour réellement réaliser de la création d'emploi^{4*}. Avec deux ou trois millions, nous pourrions instaurer une manufacture et nous pourrions vraiment redresser la situation.

En ce qui concerne les associations nationales des communautés autochtones, elles agissent comme un groupe de lobby pour revendiquer des demandes globales, telles que les questions sur l'accès aux services sociaux et à l'éducation^{3*}. Ces associations ne seront jamais la réponse aux revendications de chacune de ces communautés. Chaque communauté Mohak, Cris et autres a sa propre façon de gouverner sa communauté ».

Les communautés Mi'gmaq étant celles qui sont les plus au prise avec la problématique du racisme, des intervenants francophone de la municipalité Pointe à la Croix et des représentants Mi'gmaq de Listuguj ont mis sur pied un projet « Harmonie inter-communauté^{2*} : ensemble contre nos préjugés.

3.3.5 Entrevue avec l'agent de développement économique de Gesgapegiag

«Au niveau des programmes gouvernementaux, ceux-ci paraissent toujours plus beaux sur papier qu'en réalité. Ils ont de grosses enveloppes budgétaires, mais c'est pour toute la province ou pour tout le pays. La distribution de ces enveloppes est faite en fonction du pourcentage d'habitants sur les réserves. Donc, les petites communautés n'ont presque rien^{1*}.

Au niveau du fédéral, ils n'ont pas de réels montants disponibles pour le développement économique des ressources naturelles ou du développement social. Au niveau provincial, nous ne voyons pas souvent les enveloppes budgétaires, il n'y a pas suffisamment d'argent; c'est souvent adressé à une clientèle de jeunes de moins de trente ans ou à des programmes de transfert technologique . En réalité, il n'y a pas d'argent pour partir les entreprises^{1*}. Nous avons quand même réussi dernièrement à obtenir une promesse de financement d'un million pour un projet ethnotouristique. Pour les personnes qui veulent partir en affaires, les gens doivent se tourner vers des organisations privées. Socca, est une société de crédit commercial autochtone située au village Huron. Ces sociétés fonctionnent comme des banques. Il y avait plus d'argent pour les projets cinq ans passés. Maintenant, les

gens sont plus éduqués et ils demandent donc plus de projets, mais il n'y a pas suffisamment d'argent pour tous parce que les budgets ont aussi diminué.

Les principaux handicaps, au niveau de la création d'entreprises, se situent au niveau des banques. Les Autochtones n'ont pas de crédibilité pour emprunter, cela en partie est dû à la Loi des Indiens^{4*}. Les banques ne peuvent hypothéquer sur les réserves et les mises de fonds sont difficiles à avoir. Les banques avancent des fonds seulement si les projets sont appuyés par les gouvernements ou les conseils de bande «Ministerial guaranty».

Sans argent liquide, il est absolument impossible de partir une entreprise. Notre nation n'a qu'un petit budget d'opération, nous n'avons seulement que 87 000\$ par année. Cela ne paie que quelques salaires et les dépenses de déplacements. Tout ce que je peux offrir, c'est de l'assistance technique pour aider la mise sur pied d'entreprises. De plus, les organismes non gouvernementaux, tel que Socca, ne donnent pas d'argent pour la mise de fond ou l'inventaire.

Les solutions, au niveau de ces problèmes, seraient idéalement l'établissement d'une corporation de développement économique qui pourrait prêter de petits montants pour partir les entreprises^{2*}. Mais la question demeure : où trouver cet argent ? Nous aurions besoin d'un «eggs nest» pour démarrer. Nos projets sont présentement faits sur de nouvelles ententes gouvernementales. Au niveau des programmes gouvernementaux, il y a présentement des discussions sur les industriels forestiers et notre montant de 87 000\$ pourrait augmenter à 300 000\$ pour le fonctionnement de conseil de bande. De plus, nous allons construire un centre ethnotouristique d'un million \$^{5+7*}.

Nous avons également la pêche. nous faisons partie d'un groupe qui gère une rivière à saumon. de plus, nous pêchons le crabe et le homard^{5*}. Si les choses vont un peu mieux, ce n'est pas parce que les gouvernements nous ont aidés, c'est surtout à cause des demandes venant des conseils de bande, des mandats de décision entrepreneuriale. La politique et les affaires ne se mélangent pas très bien et nous avons commencé à les séparer. Il reste beaucoup à faire. Nous avons présentement quatre à cinq entreprises privées sur la réserve et pour mieux développer ce secteur, il nous faut de la formation appropriée et de l'argent en fonction de celui-ci. Au sujet des autres organisations non gouvernementales, nous travaillons présentement avec l'organisme Cando en Alberta, la communauté Baldwin et la *First Nation Forestry Program.*^{5+6*}.

Au sujet de l'autonomie gouvernementale, pour les communautés prêtes, c'est très bon, mais celles qui ne le sont pas, c'est un génocide. Pour ce qui est des organismes nationaux, nous trouvons trop compliqué de travailler nos revendications avec eux. Chaque communauté ayant ses propres particularités, cela pourrait créer des problèmes. Nous regardons, par contre, à la création d'un conseil des trois nations Mi'gmaq de la Gaspésie, afin de favoriser des projets touristiques en partenariat^{3*}. Pour ce qui est de travailler avec les communautés allochtones, la mentalité a progressé, mais ce n'est pas suffisant. Plusieurs personnes croient toujours que l'on a tout gratuitement, ce qui n'est pas le cas. Nous travaillons quand même un peu avec le CRCD, mais moins avec les CLD ».

3.3.6 Entrevue avec l'agent d'éducation et de développement régional de la nation Mi'gmaq de Gespeg.

« Notre situation est particulière car nous sommes hors réserve. Nous n'avons pas de territoire, nous sommes désavantagés par rapport aux deux autres nations Mi'gmaq de la Gaspésie. Il ne faut pas oublier que le ministère n'a reconnu notre nation qu'en 1972. Nous n'avons pas beaucoup de budget d'opération. Par exemple, ils reçoivent trente-sept mille dollars par année pour le fonctionnement du conseil de bande, ce qui nous permet de payer seulement deux salaires »^{1*}.

Toujours selon l'agent de développement : « l'espoir de notre communauté se situe sur les présentes négociations, celles-ci se feraient sur un volet d'assise territoriale. Nous aurions les mêmes avantages que les autres nations, mais nous n'aurions pas de réserve en tant que tel »^{5+7*}. Si nous avons opté pour une demande de territoire pour une réserve, les discussions auraient pu s'échelonner sur une période de vingt-cinq à trente années, alors qu'avec le volet d'assise territoriale, les négociations se feront en dedans de deux à trois ans.

Nous sommes la première nation qui entreprend ces types de négociations et nous deviendrons un exemple pour les autres communautés vivant, comme nous, hors réserve. C'est un pas marquant pour l'histoire de la nation Mi'gmaq, car nous aurons les mêmes avantages que les autres Autochtones qui vivent sur les réserves. Si nous obtenons ces ententes, nous aurons plus d'argent pour le développement économique et des programmes vont aussi s'ajouter. Ce que nous voulons vraiment, c'est de pouvoir travailler en partenariat avec le milieu et les communautés allochtones. Nous aimerions amener de nouveaux projets avec le milieu voisin ^{2*}. Nous voulons conserver notre façon de vivre, c'est-à-dire en intégration avec la population allochtone. On ne veut pas vivre en réserve comme en ghetto, nous ne voulons pas nous séparer.

Dans nos projets, nous avons développé «*Le village Mi'gmaq*» avec un bâtiment multifonctionnel qui sert d'activités touristiques. En 1992, nous avons offert de la formation en ébénisterie, en artisanat et comme guide touristique. Grâce à ces formations, nous pouvons offrir des produits faits par la nation de Gespeg au lieu d'en importer de Gesgapegiag ou de Listuguj. Ce projet a été rendu possible grâce à l'aide d'un montant de 96 000\$ donné par la Commission locale des premières nations au niveau fédéral ainsi qu'aux subventions salariales du côté provincial^{5 et 7*}.

Au niveau des actions avec les deux autres communautés Mi'gmaq, l'ancien chef avait fait quelques rencontres à ce sujet. Nous verrons si notre nouveau chef continue ces démarches. Pour les actions au niveau des revendications nationales, la rencontre des chefs permet le travail sur certaines revendications telles que l'éducation, le développement économique et autres revendications^{2*}. C'est bon, mais il faut que les projets soient bien montés. Faute de temps et surtout d'argent pour payer quelqu'un pour monter des projets, notre communauté n'a pas le temps de produire des projets et souvent, les budgets alloués sont perdus ou donnés à d'autres communautés^{4*}.

Nos principaux terrains d'action demeurent la forêt, la pêche et le tourisme. Nous sommes présentement en négociation pour les quotas de pêche et pour des contrats de coupes dans les forêts. Nous avons de sérieux problèmes de chômage et de pauvreté dans notre communauté, ce qui provoque un exode de notre population. Nous sommes la plus petite communauté^{1*}.

Au sujet de l'autonomie gouvernementale, nous préférons la formule de l'assise territoriale sans réserve, donc ces revendications ne sont pas les mêmes pour nous. Du point

de vue environnemental, nous sommes très conscients que la ressource doit continuer d'être là pour les générations futures ».

Dans le deuxième groupe d'entrevue, nous avons un seul organisme populaire qui tente de faire participer une bonne partie de la population afin de trouver des solutions tangibles « *Le secrétariat Mi'gmawei Mawioni* ». Ainsi, l'étape 1 soit « La prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité » et, l'étape 4 « Diagnostic et définition de la problématique », sont atteintes. L'étape 2 « Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation » est une étape très performante.

N'ayant pas la participation de toute la population à travers l'ensemble de leurs communautés, faute d'un Forum populaire, l'étape 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux », l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet », ainsi que l'étape 6 « Action cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis », auront de la difficulté à se réaliser.

Par le fait même, l'étape 7 « Reconnaissance et appui des initiatives de développement » à travers les élus locaux et nationaux des autres communautés risque, là aussi, de ne pas être au rendez-vous et, pour l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis », le constat sera plutôt faible étant donné l'absence de l'ensemble des étapes requises.

3.3.7 Le secrétariat Mi'gmawei Mawioni

Ces trois communautés Mi'gmaq ont créé un organisme commun pour revendiquer leur droit à un développement socioculturel ; le secrétariat Mi'gmawei Mawioni est un outil régional très intéressant où les élus et autres représentants des trois communautés Mi'gmaq peuvent se concerter sur leur avenir^{2*}.

L'agent de développement de cet organisme nous a fait visiter leur local qui est situé dans une partie de l'église catholique sur la réserve de Listuguj. Il nous a longuement parlé de l'importance d'avoir un outil, tel cet organisme qui peut les rassembler.

En ce qui concerne l'analyse des étapes de revitalisation, on remarque à travers les entrevues que l'étape 2 « l'effort de mobilisation ; la sensibilisation, l'information et la consultation » est utilisée davantage à l'intérieur de leurs communautés. Étant des communautés minoritaires, ils n'ont malheureusement pas d'appuis suffisants pour faire changer la situation à l'extérieur de leurs communautés, ainsi l'étape 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux » est absente; l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet » est travaillée qu'entre les élus; ainsi que l'étape 6 « Action cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis », est également travaillée que par un cercle de personnes représentatives de la communauté et, non pas par l'ensemble des membres.

3.3.8 Analyses des entrevues et conclusion

En ce qui concerne l'analyse des étapes de revitalisation on remarque à travers les entrevues que l'étape 2, « L'effort de mobilisation ; la sensibilisation, l'information et la

consultation » est davantage pratiquée à l'intérieur de leurs communautés. On remarque que c'est cette communauté qui a atteint le plus les étapes 5 et 7. Mais, malgré les ententes signées ou promises dans l'étape 7, les projets cités n'ont toujours pas aboutis; étant minoritaires ils n'ont malheureusement pas d'appuis suffisants pour faire changer la situation. Les négociations sont extrêmement lentes et ces petites communautés doivent parfois demander l'aide des communautés francophone et anglophone pour les aider à obtenir plus de justice et un traitement équitable. Il y a certes beaucoup de travail de fait dans les différentes étapes selon leurs possibilités, mais ici aussi, le processus de l'étape 3 « La volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux », n'est pas au rendez-vous. Pour réussir à atteindre leurs objectifs, et atteindre réellement l'étape 7 soit « La reconnaissance et l'appui des initiatives de développement », il leur faudra un appui de taille et, ce n'est qu'en participant avec les autres communautés gaspésiennes qu'ils pourront réellement faire avancer leurs revendications et atteindre l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs ».

On voit que ces communautés Mi'gmaq sont plus que jamais en train de chercher des solutions et envisagent aussi la création d'un Fonds socio-économique. Qu'il y ait une possible association entre les trois communautés Mi'gmaq. Ils ont déjà vécu une certaine expérience de collaboration dans le passé et ils considèrent que même s'ils ont connu des difficultés avec le partage de l'argent au prorata des populations, ils se sentent prêts à essayer de nouvelles formules. Cela serait sans aucun doute un atout du point de vue touristique. Il reste à déterminer les enjeux socio-économiques pour chacune des communautés afin de pouvoir composer avec une telle association.

Sur la question d'une association avec les communautés allochtones, chacune des communautés Mi'gmaq considère qu'il y a un énorme progrès accompli dans les relations avec les autres communautés, mais il reste encore un bon bout de chemin à faire. Les allochtones pensent encore que les communautés autochtones ont plein de subventions et d'avantages, ce qui n'est absolument pas le cas. Ce que les communautés Mi'gmaq tentent de gagner, c'est surtout l'acceptation du partage des ressources en négociant avec les gouvernements et les communautés allochtones. La communauté Mi'gmaq est malheureusement encore victime de préjugés qui empêchent le travail intercommunautaire. Pour permettre le travail de concertation avec les autres communautés, il faudra préalablement faire un travail d'éducation et de sensibilisation avec les autres communautés. Pour ce qui est de la mondialisation, ils regardent de plus en plus vers ces nouvelles possibilités et demeurent très ouverts au partage d'une partie de leur culture avec le monde. On peut d'ailleurs voir sur les pages web de l'Internet que plusieurs associations annoncent leurs différents services et font également la promotion de produits et d'événements amérindiens.

Les «Pow Wow» sont d'excellents moyens de faire connaître leur communauté au monde. Plusieurs touristes sont à l'affût de ces types de cérémonies. C'est aussi une excellente occasion pour promouvoir le commerce d'artisanat où les Mi'gmaqs sont reconnus comme étant d'excellents artistes. Selon nous, afin de réellement activer la situation économique, il faudrait développer d'autres champs d'activités complémentaires à ceux qui existent déjà. L'innovation et la prise en main de leur économie par divers moyens tels que l'autosuffisance dans certains domaines et le travail en collaboration avec les autres communautés pourraient devenir des voies de développement des plus prometteuses.

Pour ce qui est des revendications de leurs droits, il est certain que d'un point de vue stratégique, ils auraient plus de chances d'obtenir gain de cause s'ils étaient appuyés par des organismes internationaux. De plus, l'accès à l'éducation supérieure, étant de plus en plus acquis pour les communautés minoritaires, cela aidera leurs chances de parvenir à un partage plus juste des ressources naturelles, par une meilleure utilisation des outils de revendications. Les statistiques sur leur population afin de démontrer leur importance au niveau de leur communauté (Statistique Canada, recensement de 1996, compilation : DRHC Gaspé, 00-04-26).

3.4 La communauté anglophone

Nous avons visité plusieurs communautés anglophones de la Gaspésie, et avons constaté lors de ces nombreuses rencontres, qu'elles ne sont pas identiques et surtout qu'elles ne vivent pas toutes les mêmes contraintes. Nous avons tenté pour ces communautés anglophones, de présenter leurs réels enjeux de développement socio-économique et leurs contraintes respectives.

Nous tenons à signaler que lors de la rencontre avec certains représentants de la communauté anglophone de New-Carlisle, quelle fut notre surprise de constater un climat de tension et un certain état de méfiance lors de nos entrevues.

Comme dans les deux autres communautés précédentes, nous diviserons les entrevues en deux groupes : celui où les étapes de concertation avec le milieu sont absentes et celui où les actions avec la population deviennent les activités principales.

Comme dans les autres exercices, nous soulignerons les passages où les étapes seront atteintes, avec une annotation du numéro de l'étape suivi d'un astérisque (*).

Dans le premier groupe d'entrevue, vous verrez que l'étape 1 soit « Prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité » et, l'étape 4 « Diagnostic et définition de la problématique », sont très bien exploitées. On y dénote là aussi une très grande lucidité dans ces deux étapes.

L'étape 2 « Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation » n'est pas atteinte dû à l'isolement des personnes à l'intérieur de leur lieux de travail et, aussi à l'isolement qu'ils subissent de la part des autres communautés. Ici aussi, on dénote la peur de dénoncer certaines situations et aux répercutions qui pourraient en découler.

Il faudrait également, tel la communauté francophone, la participation de la population et de groupes populaires entre autres, pour que les problèmes puissent être corrigés afin de pouvoir atteindre les étapes 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux », l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet » et l'étape 7 « Reconnaissance et appui des initiatives de développement ».

Vous constaterez à travers les entrevues que l'absence de Forum populaire, pour ces petites communautés nuit encore une fois à la circulation de l'information vers les autres communautés, empêchant du même coup d'atteindre l'étape 6 « Action cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis » et, l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis ».

3.4.1 Une entrevue avec un citoyen de New-Carlisle

Nous pourrions parler longuement du portrait de cet homme dans la cinquantaine qui nous donnait par bribes les contraintes avec lesquelles cette communauté avait dû apprendre à vivre. Tout ce que nous pouvons dire sur ces constats qui nous furent livrés presque secrètement, c'est que nous avons été profondément bouleversés. Est-il permis ici de dire que nous avons éprouvé énormément de chagrin de voir cette communauté sur le point de s'éteindre sans que personne ne semble réellement s'en rendre compte^{1*}? Selon cet homme, qui est très impliqué dans plusieurs organismes communautaires de New-Carlisle, il nous informe qu'une de leurs grandes contraintes serait :

« D'être une communauté minoritaire et qu'il n'y a aucun effort de la part du gouvernement provincial pour notre communauté. Nous n'avons pas accès au gouvernement provincial, c'est une culture anti-anglophone. Nous sommes oubliés et marginalisés et nous ne sommes jamais invités à CHAU-TV et aux rencontres publiques non plus, etc... »^{4*}

Le gouvernement canadien par contre, reconnaît cette problématique parmi les communautés minoritaires, et tente de leur venir en aide par la mise sur pied du programme de CEDEC^{5+7*}. Le but est de favoriser la solidarité entre les membres de la communauté afin de leur permettre une plus grande prise en main de leur développement socio-économique^{2*}.

Ils ont, en effet, remarqué que l'isolement des individus anglophones ne fait qu'aggraver les problèmes et qu'il est très important de resserrer le tissu social pour contrer l'exode et l'appauvrissement de cette communauté minoritaire^{1*}.

On peut également sentir une situation mystérieusement ambiguë où cette communauté attend de l'aide et de la compréhension de la part de la communauté francophone et par contre ne tient pas à se mêler au développement d'une façon régionale ni à côtoyer régulièrement les autres communautés, sauf en situations stratégiques c'est-à-dire seulement si cela leur apporte quelque chose ou s'ils peuvent en tirer profit.

3.4.2 Entrevue avec un représentant de la municipalité de Saint-Jules de Cascapédia

Rencontre avec le président de la corporation du développement économique de la communauté anglophone de Saint-Jules-Cascapédia près de New-Richmond dans la Baie des Chaleurs. « Cette communauté étant plus riche car elle avait accès au travail dans une usine anglophone de New-Richmond. Elle possède également un attrait touristique très lucratif, soit la pêche au saumon avec une clientèle américaine, donc cette communauté est plus à l'aise financièrement. Selon les statistiques, Saint-Jules-Cascapédia possède plus de personnes ayant un revenu supérieur à 60 000\$ per capita et cette communauté entretient un échange plutôt pacifique avec les autres communautés ». Nous remarquons que les relations sont totalement différentes de celles entretenues par la communauté anglophone de New-Carlisle par exemple, tout comme au Nouveau-Brunswick, il n'y a pas vraiment de problèmes de collaboration entre les communautés et la plupart des gens parlent les deux langues aisément, tant du côté de la communauté francophone que de la communauté anglophone et Mi'kmaq.

Selon l'agent de développement de Saint-Jules-Cascapédia, ils connaissent certaines contraintes de développement, même s'ils sont plus riches :

«Il y a cent et une contraintes lorsque l'on tente de développer de nouveaux secteurs, étant donné que la base politique nationale n'a pas de volonté de développement. Le bassin de

population, très éduqué, est forcé de déménager faute d'emploi dans leurs secteurs^{1*}. Au niveau politique, il faut constamment protester pour que quelque chose se réalise et, au niveau touristique, ils mettent tous les œufs dans le même panier. Il n'y a aucun système de transport pour les touristes^{1*}. Par exemple, le projet de l'aéroport de Bonaventure est la clé de ce développement pour la clientèle de Boston et de New-York. On ne vient pas en région parce que c'est trop difficile de s'y rendre; on va finir par devenir un parc pour nous autres. Les entreprises visent trop le marché local, il faut s'ouvrir à l'exportation et à la mondialisation. Il nous faut de l'argent neuf et il n'y a pas non plus le désir de desservir la clientèle touristique anglophone dans leur langue^{4*}. On ne parle qu'un peu en anglais dans les endroits touristiques et c'est un climat qui perpétue les idéologies péquistes . Également, il y a très peu d'expertise dans le développement du tourisme. Au niveau industriel, les matières ligneuses sont épuisées et c'est trop tard pour un développement à grande échelle car il manque surtout de compétence à certains niveaux. Il manque aussi d'expertise au niveau du développement des régions et c'est là une contrainte^{1*}».

Nous ajouterons, ici, nos perceptions personnelles concernant les relations entre les communautés anglophone et francophone de ce coin de pays. Ces communautés ne se mélangent pas, mais entretiennent quand même des rapports de politesse et de courtoisie. Il n'y a pas de sentiment d'exclusion radicale envers les autres communautés. C'est le type de relation idéale. Et pour donner la chance aux autres communautés anglophones, moins fortunées d'atteindre cette plénitude dans les relations socio-économiques, il faut leur donner les moyens financiers adéquats pour qu'elles se solidifient et atteignent une assise de liberté pour se sentir dans une situation d'égalité et non de soumission exagérée.

3.4.3 Entrevue avec une journaliste du seul journal anglophone de la Gaspésie

«Je travaille au journal depuis maintenant sept ans et j'ai souvent vu des situations où la communauté anglophone est carrément mise de côté par la communauté francophone^{1*}. Ce n'est pas tant par mauvaise foi, mais tout simplement que la communauté francophone nous oublie, nous ne faisons pas partie de leur quotidien et de leur culture.

Une des premières choses qui m'a le plus choquée, c'est lorsque j'ai feuilleté le plan quinquennal émis par le CRCD au niveau du développement régional ; il n'y avait pas un mot sur la communauté anglophone^{1*}. Je me suis dit : «ça ne se peut pas», je relie le plan, et non ! Pas un seul mot sur notre communauté au niveau du développement régional. Il faut dire que la communauté Mi'gmaq n'a pas eu une grande place non plus, quelques mots à peine. Ils n'ont pas indiqué que le marché est bilingue. Ils ne font pas connaître les institutions anglophones alors que pour certains investisseurs anglophones, de savoir qu'il y a en région des endroits pour les servir dans leur langue les inciteraient à venir s'installer en Gaspésie^{1*}. Pourtant nous sommes bien présents dans cette région, nous avons des contacts partout dans le monde par la parenté; un tiers du tirage du journal sort dans les autres pays.

Au niveau de la santé mentale au CLSC, il y a eu une table de concertation tenue au Centre d'achats de New-Richmond. L'idée était de démystifier ce domaine auprès de la population, et bien, la communauté anglophone n'avait aucune représentation et pour les autochtones, c'est pire. Ils nous oublient tout le temps, ce n'est pas leur faute; ils ne pensent pas à nous, il n'y a pas d'échange, le fardeau reste toujours sur les minorités. Les Anglais ne sont pas représentés parce qu'il y a moins de population et moins de gens de compétence pour les représenter, c'est une question de ressources^{4*}. Il faudrait avoir au niveau des sièges francophones quelqu'un qui s'occupe de la condition de la communauté anglophone^{4*} et

essaie de donner quelques avis. Nos gens qui veulent s'impliquer sont épuisés parce qu'il y a trop à faire. Les écoles sont limitées, les Anglais ont moins d'opportunités. On n'a pas toute la gamme de cours et souvent, on doit quitter la région et on n'a pas de job pour revenir^{1*}. Et lorsque l'on est absent de la région, on finit par perdre la langue française. Je désirais partir une petite entreprise avec une amie, on a cherché pour un cours de marketing dans notre langue, nous en n'avons pas trouvé, et même pas par correspondance. On a seulement pu le faire en français, on a fini par trouver un autre cours dans la région en anglais, mais il n'était pas publié. On doit chercher nous-mêmes pour avoir de l'information pourtant, culturellement, les Anglais sont des gens d'affaires et nous n'avons pas de ressource ni de formation adéquate. La formation n'est pas adaptée aux communautés anglaise et Mi'gmaq.

En 1940, il y avait 40 000 anglophones en Gaspésie. Maintenant, il en reste 9 000 et, au niveau gouvernemental, les décideurs dans les centres oublient leurs petites communautés^{1*}. Le fait d'être invisible empêche les investisseurs de venir s'installer en région. Il y a un manque d'information incroyable au niveau des gouvernements et les anglophones sont mal informés^{4*}. En exemple, le CLD cherchait un directeur général, il n'a pas publié dans le journal anglophone, seulement dans le journal francophone. Les francophones reçoivent quatre fois plus d'information que nous. Par contre, à Communication Québec, on a un très bon service bilingue, mais il arrive trop souvent, dans les autres services, de ne pas pouvoir être servis dans notre langue. Au niveau des projets, les programmes ne sont pas assez flexibles, on doit tellement changer notre projet pour entrer dans les normes, que ça ne marche pas »^{1*}. Cynthia Dow, a écrit plusieurs articles sur les problématiques vécues par les anglophones.

Dans le deuxième groupe d'entrevue nous avons, là aussi, deux organismes populaires qui tentent de faire participer une partie de la population afin de trouver des solutions tangibles « Le CEDEC et CASA ». Ainsi, l'étape 1 soit « La prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité » et l'étape 4 « Diagnostic et définition de la problématique », sont atteintes. L'étape 2 « Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation » est l'étape principale.

N'ayant pas ici aussi de forum populaire, la participation de toute la population à travers l'ensemble de leurs communautés n'est pas atteinte: l'étape 3 « Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux », l'étape 5 « Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet », ainsi que l'étape 6 « Action cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis »; les interventions ne se faisant qu'à l'intérieur de leur groupe de travail, l'impact sera de beaucoup diminué.

Par le fait même, l'étape 7 « Reconnaissance et appui des initiatives de développement » risque là aussi de ne pas être au rendez-vous, étant donné le manque de communication avec les élus locaux et nationaux des autres communautés. Pour l'étape 8 « Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis », ce travail est fait uniquement pour les actions à l'intérieur de leur propre groupe.

3.4.4 Rencontre avec l'agent engagé par le gouvernement canadien dans le « Community Economic Development Employability Committee (CEDEC) »

Un anglophone dans la vingtaine originaire de New-Carlisle est en fonction depuis novembre 1999 et travaille sur la capacité de la communauté anglophone de se rendre

autonome au niveau de son développement économique. Il organise des groupes et par des réunions de cuisine de deux à cinq personnes ils discutent de ce qu'était la Gaspésie et de ce qu'elle pourrait être et on parle également de projets d'entreprises, plutôt que d'attendre les interventions gouvernementales^{2*}.

Après cette étape de participation communautaire en faveur du développement économique, ils passeront à l'étape suivante qui sera de choisir les idées communes et de les réunir afin d'élargir l'idée d'autonomie. Ils feront également des forums communautaires et régionaux et avant de s'impliquer dans une phase régionale avec les autres communautés, ils doivent augmenter la communication entre les membres de leur communauté. Ils sont trop isolés pour participer aux activités régionales et se sentent en effet trop vulnérables^{2 et 5*}.

Selon cet animateur, ici le développement économique n'est pas une affaire d'argent : « Nous avons trop d'argent qui dort . Ce n'est pas une question d'argent mais de structure et d'autonomie, également de prise en main. Certains projets doivent être modifiés afin d'entrer dans les critères d'admissibilité de subventions gouvernementales et cela amène le projet à s'affaiblir tellement il a dû être modifié^{4*}. Il faut amener les gens à ne pas dépendre des gouvernements ». Sur ce commentaire, nous lui avons posé la question suivante : « *S'il n'y avait pas nécessité de faire modifier les projets pour accéder à la subvention d'aide au démarrage, pensez-vous qu'il y aurait plus de chance de succès ?* » Il nous a simplement répondu : *Sur ce point, vous avez raison. Il y a aussi l'organisme CASA (Committe for anglophone social action) avec qui nous collaborons et qui a des objectifs sociaux.* » Vous avez l'historique de cet organisme et des informations sur leur communauté en annexe.

3.4.5 Analyses des entrevues et conclusion

La problématique principale est **l'oubli de cette communauté** par la majorité de la population. La plupart des Gaspésiens et Gaspésiennes ignore les constats réels faits au quotidien par des personnes de langue anglaise ce qui ne favorise pas les échanges socioculturels.

Selon les étapes répertoriées, il n'y en a que deux qui soient utilisées réellement soit la 1 et la 4. L'étape 2 « L'effort de mobilisation de cette communauté étant plutôt faible et connaissant l'urgence d'agir, les décideurs gouvernementaux ont accordé des aides à l'étape 7 « La reconnaissance et appui des initiatives de développement » avec le CEDEC. Mais, la encore, les aides ne sont pas suffisantes et le traitement ressemble à celui des autres communautés; beaucoup de promesses mais peu de réalisations...

Sans doute, le gouvernement pense que les gens très scolarisés finiront par quitter la région. Il n'y a pas d'opportunité de travail pour les diplômés de cette communauté, l'exode étant plus prononcé chez cette partie de la population. La collaboration entre communauté devient ici la carte majeure pour changer cette exclusion et le manque de service. Ici aussi on remarque à travers les témoignages qu'il existe encore de forts préjugés et, qu'un travail de sensibilisation et d'éducation à travers les médias s'impose. Pour que les Gaspésiens et Gaspésiennes anglophones puissent revenir vivre en Gaspésie, il faut leur ouvrir la porte et y adapter les services, aussi il faut surtout apprendre à leur redonner une place.

3.5 Conclusion et vue d'ensemble

Nous avons pu voir à l'aide des entrevues, les étapes du processus de revitalisation de Bernard Vachon ; celles qui ont été atteintes et celles qui sont manquantes.

Le processus de revitalisation par le développement local

Voici les « *les étapes* » du processus de Bernard Vachon :

1. *Prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité*
2. *Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation*
3. *Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux*
4. *Diagnostic et définition de la problématique*
5. *Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet*
6. *Actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis*
7. *Reconnaissance et appui des initiatives de développement*
8. *Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis.*

Nous avons divisé les entrevues en deux groupes : celui où les étapes de concertation avec le milieu sont absentes et, celui où les étapes de concertation avec le milieu sont les points majeurs de leurs activités; ceci afin de démontrer l'importance de la participation de la population dans la réalisation du plus grand nombre d'étapes. De plus, nous avons répertorié les étapes en les soulignant à l'intérieur des entrevues.

À l'aide d'une grille, nous pouvons visualiser le bilan des étapes atteintes par les 23 personnes rencontrées en entrevue, ces personnes ayant été choisies selon leur implication dans le développement de leur communauté.

À travers ces entrevues d'une durée d'une heure environ, faites sur le lieux de leur travail, nous pouvons constater que dans chacune des communautés, certains groupes atteignaient quelques étapes mais, que l'ensemble des étapes n'était réalisé par aucun d'entre eux. Seul les étapes 1, 2 et 4 ont été atteintes par la majorité des personnes et on peut remarquer que les communautés Mi'gmaq et anglophone ont atteints un peu plus d'étapes à cause de leur implication plus grande avec les gens de leur communauté. Du côté francophone, la seule entrevue qui obtient le plus d'étapes est également celle où il y a eu un travail de sensibilisation auprès de la population.

SYNTHÈSE DES ENTREVUES

	1	2	3	4	5	6	7	8
Directeur FP	X-X	X-X-X-X		X-X-X				
Maire Bon.	X-X	X		X-X-X				
Fermier	X-X-X-X	X-X		X (9)				
Préfet		X		X-X-X-X				
Agent MIC	X-X			X-X-X-X				
PDG	X-X	X		X				
Maire Murd.	X-X	X-X-X-X		X-X	X			
Mme Lamy	X-X-X			X-X-X-X	X			
J G Gagnon	X-X	X-X-X-X	X-X	X-X	X		X	
Patriotes 1	X-X-X	X-X		X-X-X				
Patriotes 2	X-X-X-X-X			X-X-X				
Ralllement		X		X-X				
Listuguj	X-X-X	X-X-X		X-X-X-X	X-X-X			
Chef Gesgap		X		X	X-X		X	
Chef Gespeg		X			X		X	
Agent Listug	X-X	X	X	X-X				
Agent Gesga	X-X	X	X	X	X-X-X	X	X	
Agent Gespe	X-X	X-X		X	X-X		X-X	
Mawiomi		X						
Citoyen N-C	X-X	X		X	X		X	
St-Jules	X-X-X			X				
Journ. Spec	X-X-X-X-X-X			X-X				
Cedec		X-X		X	X			

CHAPITRE 3

NOUVELLES PROPOSITIONS D' ACTIONS ET D' OUTILS

4.1 Éléments de réflexion éthique sur la responsabilité citoyenne

La participation civique aux décisions politiques est un devoir et un droit que nous devons reconquérir. Nous devons éduquer la population à la nécessité de leur implication afin d'assurer une meilleure santé socio-économique de nos communautés.

Permettre aux gens l'accès à l'information, faciliter l'accès aux données et aux travaux des fonctionnaires, avoir un regard sur les plans de relance et de gestion des décideurs sont des démarches importantes pour nous assurer une réelle participation du citoyen.

Favoriser la transparence politique à l'aide des nouvelles technologies, tel l'accès à l'information sur Internet, ou par la participation à des Forums populaires pourrait amener plus d'idées et fournir des solutions aux défis que les régions ont à relever. La vraie démocratie, ça se cultive et ça s'apprend.

La démocratie devrait avoir comme fondement la dignité humaine et la justice sociale et comme structure, la solidarité. Laisser s'appauvrir une région au nom de la mondialisation, tout comme forcer les êtres humains à de nouvelles formes d'esclavagisme afin d'assurer leur survie, cette vision ne déplaît pas aux capitalistes. Mais le prix est lourd à payer pour atteindre leurs objectifs qui ne seront qu'éphémères, car la destruction engendrée par leur pratique finira par les atteindre un jour.

Le droit à la dignité pour l'être humain, le droit à l'emploi pour l'ensemble des membres de chaque communauté ne nous seront pas donnés en cadeau dans le système actuel.

Le pays dont chacun de nous rêve, il nous faudra le bâtir nous-mêmes et réclamer des décideurs la mise en place de balises qui pourront assurer un meilleur travail.

Mgr Bertrand Blanchet dans une allocution d'ouverture lors des journées sociales organisées à Rimouski en 1997, invite les gens à :

« Intervenir à contre courant, mais comment ? À contre-courant d'une culture qui a le mérite de valoriser la personne, sa liberté et sa conscience individuelles, mais qui menace de l'enfermer dans l'horizon étroit de ses droits individuels, aux dépens des exigences de la vie en commun. À contre-courant d'une économie qui fait sauter les lois et les frontières des pays et qui élargit constamment l'écart entre riches et pauvres, entre pays riches et pays pauvres, régions riches et régions pauvres » (Défis de société, 1998,21).

Il faut permettre aux gens du milieu d'innover et de bâtir un modèle et un système de vie qui répondent à leurs besoins. Il nous faut également travailler à travers les circuits collectifs et renouer avec les solidarités perdues.

Barbara Legault de la Fédération des femmes du Québec, dans sa déclaration du 8 mars 2005 à propos de la marche des femmes pour revendiquer plus de justice écrit à ses membres sur internet :

« Si nous marchons encore aujourd'hui, c'est parce que chaque jour, des dizaines de milliers de femmes au Québec et partout à travers le monde continuent de lutter, avec une force inouïe, pour survivre avec moins que le strict minimum. C'est parce qu'autant de femmes ne cessent de subir de la violence. C'est parce que plusieurs d'entre-nous continuons de subir du racisme, d'être stigmatisées, d'être discriminées. C'est parce qu'au Québec, encore aujourd'hui, des femmes sont utilisées comme esclaves modernes. C'est aussi parce que nous savons trop bien que le système

économique et politique dans lequel nous vivons, un système patriarcal et capitaliste mondialisé est la source de toute cette souffrance... d'où émerge ce si grand désir de changement à la base de la Marche mondiale des femmes. Nous avons plus d'espoir. Fortes, déterminées et unies à nos sœurs des cinq continents, nous marcherons de nouveau et réussirons, pas à pas, à changer ce monde » (Barbara Legault, site internet FFQ, 8 mars 2005).

4.1.1 L'heure exacte

La pénurie d'emplois en région proviendrait de la vision néo-libérale qui favorise le libre marché et de la méthode de la main invisible pour répartir les richesses. Le précepte le plus important de la tradition libérale est que la poursuite de son intérêt propre conduit au bien-être du plus grand nombre. C'est la fameuse métaphore de la main invisible pour désigner l'idée d'une autorégulation des marchés.

De plus, cette régulation se fera d'autant mieux que si l'État n'intervient pas (ou alors le moins possible) en matière économique : la vente et l'achat des produits devant se faire sans entrave. Finalement, on constate que cette fameuse main invisible est en fait une main articulée par la bourgeoisie qui détient une bonne partie des pouvoirs. Et ainsi, la richesse n'est bel et bien réservée qu'à une faible partie de la population.

De plus, malgré les efforts de sensibilisation et d'éducation, malgré les dénonciations, les colloques, les marches des femmes et autres afin de dénoncer la pauvreté, la mondialisation ou la pollution à l'échelle planétaire, rien n'a réussi à convaincre cette bourgeoisie d'adopter une vision plus humaine...

4.1.2 Un baromètre mondial de la corruption

Il existe heureusement plusieurs regroupements pour défendre les droits des gens et surtout pour éduquer les citoyens. L'organisme « Transparency International » est la seule organisation non-gouvernementale qui se consacre exclusivement à la lutte contre la corruption dans le monde entier. Ce mouvement fondé en 1993 a son siège à Berlin et compte plus de 80 sections nationales dont une au Canada. Il a pour objectifs la lutte contre la corruption et son endiguement. Les groupes cibles sont donc l'administration publique, les entreprises publiques et privées. L'information, la prévention et le lobbying sont au centre de leur travail. Ils n'accusent pas directement les personnes, ni ne cherchent à attribuer la faute à certaines organisations ou entreprises. Au contraire, le but est de sensibiliser les représentants de l'État, les entreprises et les organisations d'entraide par des actions constructives.

De ce fait, ils encouragent les pratiques de transparence au sein de l'économie privée ainsi que dans l'administration publique, l'adoption de codes de conduite par les entreprises, l'admission des clauses d'intégrité pour les marchés publics et l'élaboration d'une législation efficace en la matière. Ils organisent aussi des conférences et des workshops autour de thèmes liés à la corruption.

Selon nous, l'éducation et l'information sont des éléments clés très importantes pour ouvrir l'imaginaire des gens. Et la transparence est la formule indispensable pour faire place à l'amélioration et permettre l'évolution de la société.

4.1.3 La sagesse amérindienne

Lorsqu'il y a un problème dans les communautés autochtones, les membres se réunissent pour solutionner ensemble le conflit qui existe et qui brise l'harmonie. Il y a même un processus pour réparer les blessures et ramener la paix entre les individus. Ce phénomène est très symbolique, car cela affirme que la communauté est inquiète des problèmes qui touchent chacun de ses membres et elle tient à continuer à la recherche de solution. Notre société ne tient pas compte de tous ses membres et souvent les gens sont laissés pour compte ou tout simplement laissés à eux-mêmes pour solutionner les problèmes qu'ils vivent. Il nous revient donc de mettre sur pied des outils qui favoriseront la qualité de vie pour chaque membre de nos communautés et, la sagesse amérindienne pourrait nous servir d'inspiration.

La relance gaspésienne par la participation de ses trois communautés est possible, souhaitable et réalisable.

Le 24 juin 1999, lors de la célébration de la Saint Jean Baptiste, nous avons droit à une cérémonie toute particulière où, pour la première fois, à New Richmond, les trois communautés avaient été invitées à faire l'ouverture de la fête.

Le teepee Mi'gmaq était sur le bord de la mer, le chaman célébrait avec ses prières et ses encens l'arrivée des Français, Acadiens, Anglais, Écossais, Irlandais, Basques et Belges. Les représentants des ethnies arrivaient chacun dans un canot, tous habillés en costume d'époque. Voir ainsi autant de canots arriver sur fond d'horizon et voir les Amérindiens chanter et danser en préparant un festin de saumon pour toutes les ethnies composant la population de New-Richmond nous faisait revivre une page importante de notre histoire. Cette

fête multiculturelle nous rappelait qu'au début ces peuples se côtoyaient et, maintenant c'est ensemble que nous devons réussir à développer ce pays.

4.1.4 Responsabiliser la population sur leurs devoirs de citoyens

En éduquant les gens à une participation politique et sociale régionale, en démontrant la possibilité de présenter des visions nouvelles de développement et de collaboration, en responsabilisant les gens à leurs devoirs de citoyens, nous pourrions changer la situation. Les gens ont besoin de faire reconnaître leurs points de vue et d'en débattre entre eux publiquement. Ils ont besoin d'infrastructures adaptées, comme un lieu de rassemblement populaire neutre pour toutes les communautés et les groupes populaires.

Les municipalités ont leurs problèmes à traiter : les égouts, les déchets, etc., et n'ont pas toujours le temps de s'occuper de problèmes reliés au manque d'emploi. Les communautés n'ont pas d'endroit pour se côtoyer; de plus, les membres d'une même communauté n'ont pas d'occasions de se concerter entre MRC. Les gens du côté Nord de la péninsule n'ont pas de lien avec les gens du côté Sud et cette situation est une importante lacune dans le fonctionnement de notre système. Même les organismes populaires n'offrent que peu d'espace ou de possibilités pour permettre à leurs membres de se rencontrer réellement.

Nous suggérons donc des activités de Forums sociaux pour que les trois communautés puissent se rencontrer et discuter entre elles de projets et de droits, pour conscientiser la population à leur propre prise en main et donner l'occasion à l'innovation de se manifester afin d'amener des solutions qui sauront être à la hauteur de la situation. Le respect des

citoyens, les richesses collectives relèvent d'abord de la population et non plus seulement des gouvernements.

4.1.5 L'isolement

La cause principale de l'inertie au niveau du développement régional en Gaspésie, serait l'isolement sous toute ses formes.

-L'isolement des citoyens : pas d'endroit où les gens peuvent discuter entre eux des problèmes qui les concernent et de leurs projets d'entreprises.

-L'isolement des décideurs: seuls les élus et leurs représentants ont le pouvoir d'appuyer les projets ou de les rejeter. La population ne peut pas s'opposer à leurs prises de décisions.

-L'isolement des organismes entre eux : ignorer les problématiques des autres organismes, ils ne peuvent pas s'unir pour des services communs ou des combats communs tel le financement du loyer, les services bureautiques, la lutte à la pauvreté et autres.

-L'isolement des communautés : n'étant pas au courant des problématiques que vivent les citoyens des communautés voisines, il ne peut y avoir d'appuis et de solutions communes entre les trois communautés gaspésiennes.

-Et finalement l'isolement des régions des grands centres : le plan de développement des grands centres exclu le développement des autres régions du Québec. C'est une lacune importante car le développement et le maintien des emplois implique une vision systémique prospective de l'ensemble des régions et, non plus une vision fractionnée des régions qui ne réussit qu'à les rendre rivales.

Ainsi, nous proposons l'idée que si tous les groupes travaillaient ensemble, d'une manière régulière, chacun dans leur spécialisation, l'ensemble des étapes pourrait possiblement se réaliser. En travaillant en concertation régionale, nous pourrions avoir des activités intercommunautaires qui favoriseraient la mise en place de projets structurants pour l'ensemble des populations. Nous avons pu constater que beaucoup de personnes se plaignent de certaines situations dans chacune des communautés, mais que personne ne semble avoir de solutions réelles, faute de pouvoir suffisant pour réussir à faire bouger les choses.

L'outil du Forum proposé par Friedman au niveau de l'empowerment est nécessaire, afin de réunir les énergies créatrices de solutions et déjouer les impasses dans lequel s'engage le développement socio-économique.

Des Forums sociaux gaspésiens permanents, pour favoriser les échanges socio-économiques et socioculturels, pour promouvoir l'éducation, la culture et la participation civique entre communautés est un des éléments clé pour le développement des régions. De plus, ces outils de concertation populaire doivent être compris et appuyés par les élus, et non perçus comme une menace pour le système gouvernemental.

4.2 Nouveaux types de forums

Le graphique de John Friedman pourrait être amélioré par une formule adaptée à notre région pour faire face aux problématiques spécifiques de nos trois communautés.

Ainsi, nous suggérons une formule qui permettra une approche axée sur le travail communautaire, intercommunautaire et multcommunautaire, en utilisant les mêmes composantes que Friedman, c'est à dire :

La population, les élus, les entreprises, les organismes populaires, etc....avec de plus une nouvelle approche :

4.2.1 Des rencontres pré-forums

Avec le recul, nous pouvons voir qu'il y a, en fait eut plusieurs tentatives de rassemblement de population en vue de trouver des solutions aux problèmes que vivaient les Gaspésiens. Si toutes ces bonnes volontés ont fini par échouer, il faudrait peut-être se donner la peine d'en comprendre les causes.

Selon notre analyse, il se pourrait qu'une mauvaise préparation à l'étape du Forum favorise un échec dans les recherches de solutions et, qu'ainsi les attentes des citoyens se soient tout simplement écroulées avec le temps.

Pour avoir participé moi-même à plusieurs forums, j'en suis sortie plutôt perplexe car, il faut à l'intérieur de deux ou trois jours trouver des solutions qui demanderaient plusieurs mois de travail. De plus, il faut trouver des solutions à des problématiques qui parfois ne nous touchent pas directement.

Pour que l'outil du forum puisse devenir un réel outil de développement, il faut lui trouver des formules qui pourront lui donner plus de pouvoir et, faire gagner du temps tout en respectant une certaine logique.

De mettre ensemble des citoyens, des élus, des organismes, des entrepreneurs, etc...ne nous fera que tourner en rond car, nous ne pouvons trouver des solutions qui englobent l'ensemble des problèmes de chacun des groupe de citoyens.

C'est pourquoi il faut des « pré-rencontres » de Forum ou, les organismes populaires qui représentent un même segment de population pourront se rencontrer afin de déterminer

leurs besoins et leurs solutions qui, pourront être amenés par la suite lors des Forums populaires. Ces pré-rencontres pourraient très bien prendre la forme de café-rencontres organisés par une Corporation de développement communautaire, par exemple.

Ainsi, tous les représentants de groupes pourront mieux se faire entendre et mieux se faire accepter par les autres groupes au niveau local, régional, intercommunautaire et multicommunautaire.

Puisque le but d'un Forum est d'aider l'ensemble des citoyens à se faire reconnaître et se faire respecter par le système, il ne faudrait surtout pas se faire piéger en utilisant l'outil du Forum de manière à ce que personne ne puisse tirer son épingle du jeu, tout en simulant de mauvaises techniques de rassemblement.

L'outil du forum est essentiel à une démarche démocratique et, nous empêcher de l'utiliser d'une manière intelligente, démontre un manque criant d'ouverture d'esprit. Ainsi nous proposons donc de nouveaux types de Forums, plus adaptés à la réalité de la région gaspésienne.

Des types de Forum qui préconise des actions permanentes sur des bases régulières afin d'assurer une continuité aux démarches de la population.

Le Forum communautaire local pour un premier niveau de travail :

Ce type de Forum serait composé de cercles du type de Forum que Friedman prévoit pour le niveau municipal. Donc, le travail des élus municipaux serait de rassembler leurs citoyens une fois par quatre mois pour débattre de développement local et régional.

Le Forum communautaire pour un deuxième niveau de travail :

Ce type de Forum serait composé de cercles du type de Forum de Friedman. Ainsi, les petites communautés francophones pourraient, chacune dans leur MRC respective travailler les visions de développement locales et régionales. Il en va de même pour les communautés anglophones et Mi'gmaqs. Nous suggérons deux rencontres par an.

Le Forum intercommunautaire pour un troisième niveau de travail :

Ce type de Forum serait utilisé pour rassembler les mêmes communautés d'une manière régionale, c'est à dire tous les membres d'une même communauté à l'échelle régionale. Ainsi, les communautés francophones des 6 MRC auraient la chance de pouvoir échanger entre eux. Il en va de même pour les communautés anglophones et Mi'gmaqs. Nous suggérons une à deux rencontres par année.

Le Forum multicommunautaire pour un quatrième niveau de travail :

Ce type de Forum servirait de rassemblement à l'ensemble des communautés à l'échelle de la Gaspésie. Ce travail servira entre autre à unir les travaux de chaque communauté à travers l'ensemble des MRC. Nous suggérons une rencontre par année.

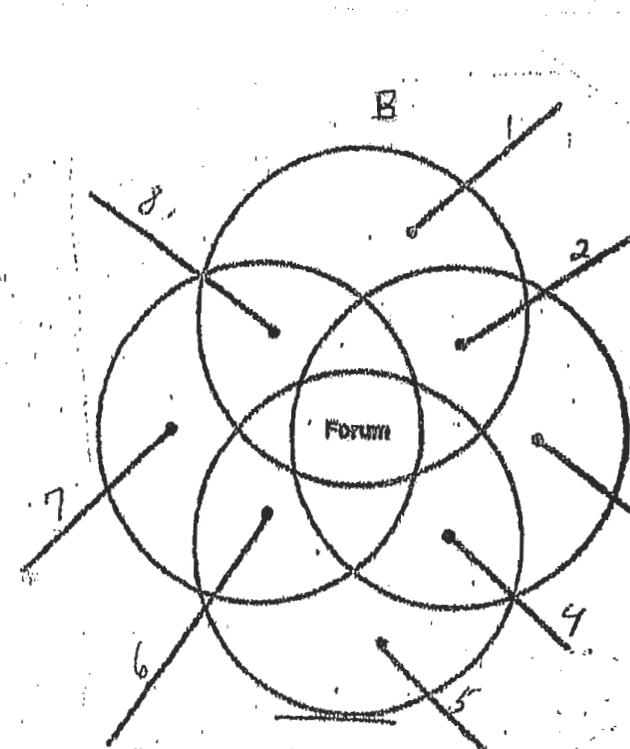
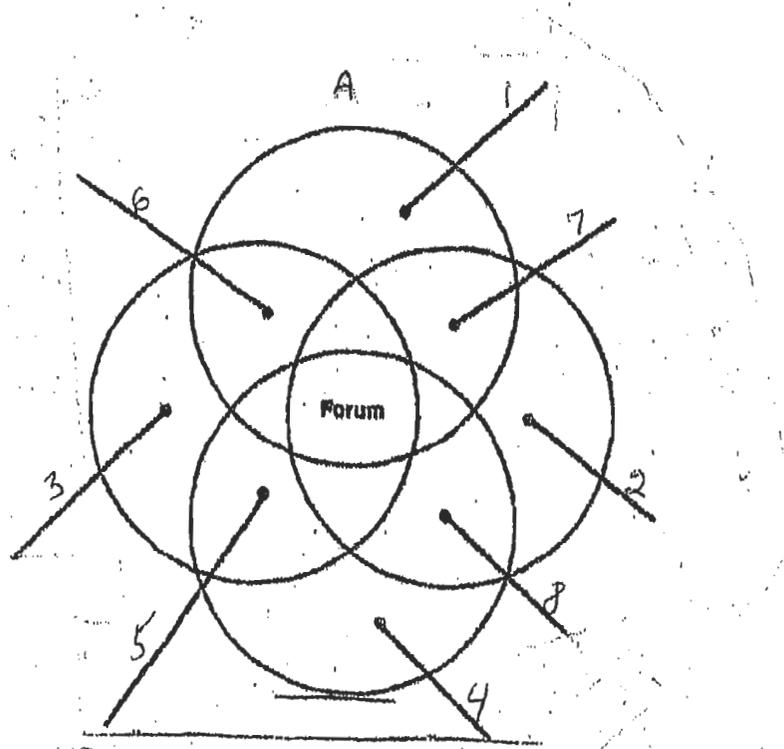
A)Local

- 1-Élus municipaux
- 2-Citoyens
- 3-Nouveaux arrivants
- 4-Organismes populaires
- 5-Jeunes
- 6-Aînés
- 7-Personnes handicapées et autres
- 8-Professionnels et entrepreneurs

B)Par MRC : Bonaventure

- 1-New-Richmond
- 2-Caplan
- 3-Bonaventure
- 4-Paspébiac
- 5-St-Alphonse
- 6-St-Elzéar
- 7-St-Siméon
- 8-St-Jogues

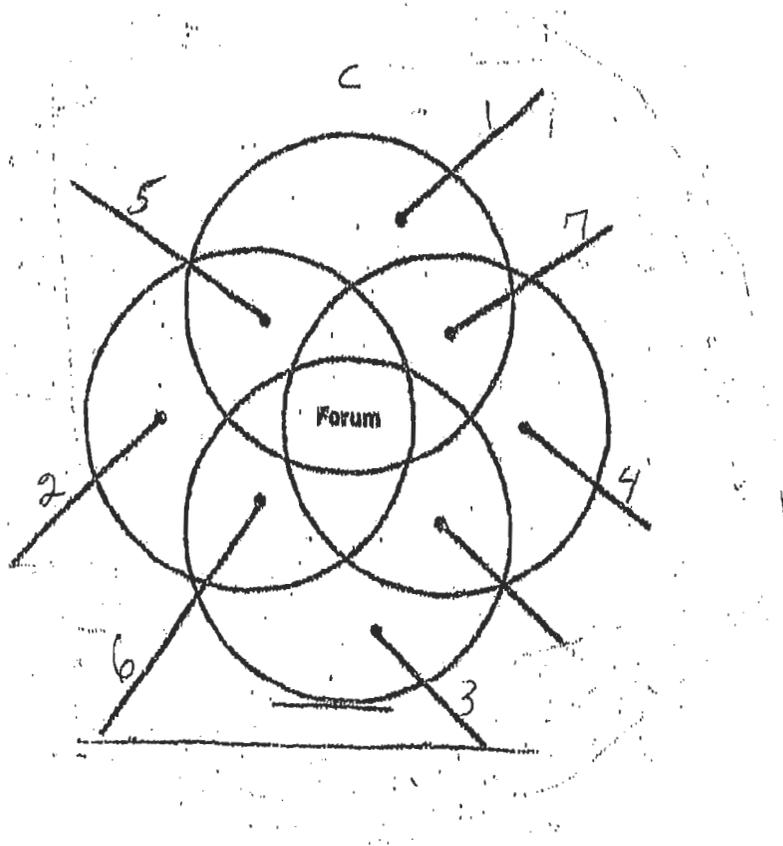
4.2.2



C) Régional

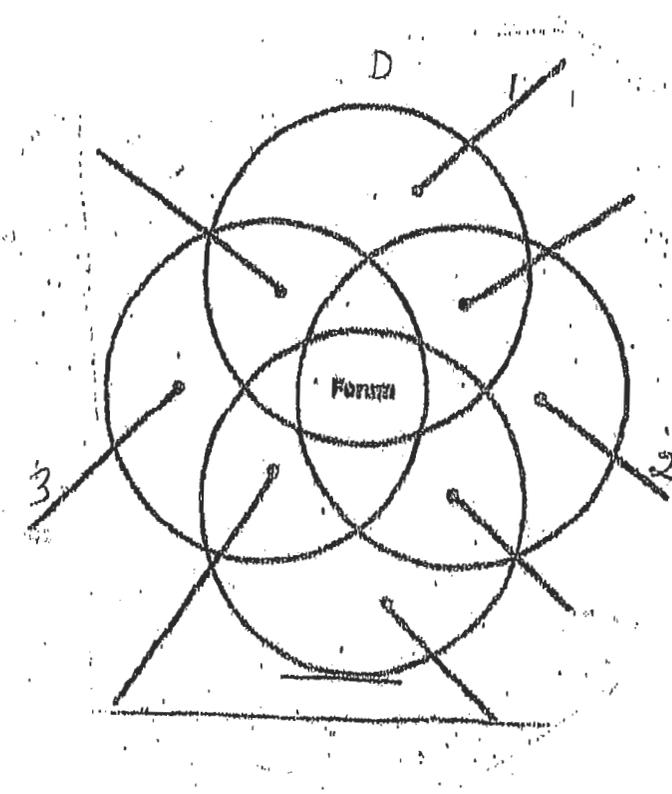
- 1-Bonaventure
- 2-Avignon
- 3-Côte de Gaspé
- 4-Haute Gaspésie
- 5-Rocher Percé
- 6-Îles de la Madeleine
- 7-Gaspésiens(nes) hors région

4.2.3



D) Multicommunautaire

- 1-Francophones
- 2-Mig'maqs
- 3-Anglophones



4.3 Propositions plus spécifiques, les courants réformateurs vers le plein emploi

Présentement nous faisons toujours le même constat, l'autorégulation ne fonctionne pas. Nous en sommes rendus à l'étape de la conception des alternatives pour remplacer le système actuel...La seule façon de remettre les finances publiques en santé, d'annuler la pauvreté et la dette publique est par la création d'emplois, qui générera des impôts ensuite redistribués en services.

Le plein emploi n'est surtout pas une utopie comme voudrait nous le faire croire certains économistes. Ceux-ci avancent même que le chômage a un rôle assainissant dans l'économie et qu'il permet de rétablir l'équilibre.

Le chômage est une tare sociale dont il faut contrôler l'étendue. Plusieurs régions dans le monde fonctionnent très bien avec un taux de chômage de 2%. Un taux de chômage élevé n'est sûrement pas assainissant et selon nous, passé le seuil du 20% la région est probablement en situation de déséquilibre économique.

*La Gaspésie est présentement en train de mourir avec son taux de chômage de plus de 20%.
Il nous faudrait peut-être établir des entreprises d'équité sociale pour assurer une distribution équitable des emplois.*

Mais comment forcer les entreprises à sacrifier une partie de leurs profits pour favoriser la création d'emplois? Peut-être par l'éthique via la demande des consommateurs, qui pourraient exiger que les entreprises encouragent le plein emploi au lieu de s'enrichir démesurément et, ainsi assurer la survie de leur région en enrayant un taux de chômage trop

élevé et l'exode généralisé. Il faudrait tenter de rendre populaire la vision du plein emploi ainsi que le droit au plein emploi pour les régions. Tout comme l'intérêt grandissant de la population pour la protection de l'environnement.

Au lieu d'accepter la logique des barèmes de maximisation des profits au bénéfice des seuls actionnaires par les formules classiques des riches manufacturiers, qui sont parfois à l'autre bout du monde, nous devrions avoir le choix d'encourager les entreprises locales et régionales « *qui multiplient les emplois locaux* ».

Les propriétaires d'entreprises qui ne sont pas Québécois, n'ont peut-être pas d'intérêts à devenir partenaires du développement local, régional ou national. Les compagnies internationales comme Nike, ne se préoccupent pas du taux de chômage en Gaspésie ou ailleurs, pas plus que de la qualité de vie de leurs propres employés. La question demeure, pourquoi les encourager en achetant leurs produits?

Selon nous, les entreprises d'équité sociale ou les coopératives de plein emploi, pourraient peut-être devenir des leviers économiques très dynamiques.

Une entreprise d'équité sociale ou une coopérative de plein emploi pourrait être une entreprise ou une coopérative qui après avoir adopté des plafonds salariaux équilibrés pour leurs employés et avoir payé les dépenses d'opération, utiliserait les profits nets pour créer des emplois au lieu d'enrichir des actionnaires. Également, au lieu d'enrichir la caisse d'assurance emploi, on pourrait même penser à utiliser les cotisations d'assurance emploi pour créer des nouveaux emplois si l'entreprise ne prévoit pas de mise à pied.

4.3.1 Pour assurer une distribution équitable des emplois

Il nous faudrait également une loi sur le droit à l'emploi, la création d'un système de gestion des emplois disponibles et potentiels, le partage des emplois ainsi que des possibilités d'actions de création d'emplois. Également, il nous faut une gestion des ressources humaines et naturelles disponibles par secteur et par région, en fonction d'une vision systémique, pour ne pas favoriser le dédoublement de services.

Un Ministère de la gestion et du partage de l'emploi qui visera à mettre fin aux abus de pouvoir dans la distribution des emplois potentiels en région. Parfois, nous nous retrouvons avec des travailleurs des quatre coins de la province, alors que nous avons des travailleurs spécialisés gaspésiens au chômage. Bien sûr, cela favorise la création d'emplois pour les autres régions, mais ne règle pas la problématique du chômage dans la nôtre... En fait, nous devons prioriser les travailleurs de la région et surtout, prioriser les personnes les plus démunies.

Lorsque la problématique du chômage devient une menace pour la région, il nous faut réagir rapidement par *un système de gestion des emplois disponibles*. Également lorsque cela devient possible et dépendamment de la situation; il faut *des actions de partage des emplois*. En fait, il devrait y avoir au moins un salarié dans chaque famille gaspésienne.

Il nous faudrait également la mise sur pied d'un *Institut de recherche en innovation et en développement régional* qui pourrait devenir un atout majeur. Et pourquoi pas doter la région *d'une université bilingue*, afin de répondre aux besoins des communautés bilingues.

Le fait de pouvoir étudier en français en avant midi et en anglais dans l'après midi permettrait un apprentissage parfait des deux langues. C'est déjà une formule adoptée en partie par les écoles anglophones gaspésiennes.

Certaines personnes des centres entre autres, pensent qu'il serait même mieux de fermer les régions parce qu'elles coûtent trop chères... On doit poser la question pour voir s'il serait plus utile à notre société de fermer également les villages autochtones du grand nord québécois parce qu'ils ne sont pas rentables? «L'ignorance » de nos petites communautés demeure la responsabilité de l'ensemble de la société, et il revient à nous tous de protéger notre patrimoine. Non pas parce que ces petites communautés sont lucratives pour le système mais parce qu'elles regorge d'une richesse humaine qui est non négligeable.

D'autres pensent que le problème de chômage en Gaspésie provient du fait que les ressources naturelles ont été presque vidées et, par le fait même qu'il est difficile de changer la situation.

Aux limites de la Gaspésie, la ville de Campbelton au Nouveau Brunswick est économiquement beaucoup plus en santé et, pourtant il y a seulement un pont qui nous sépare. On pourrait même se questionner si ce sont réellement les ressources naturelles qui produisent la richesse économique ou si c'est la vision du développement qui est adoptée par certaines régions ? Montréal et Québec n'ont pas de forêt ni de mer et, elles sont les mieux positionnées au niveau du développement économique. Le fait de permettre la deuxième et troisième transformation dans une région fait toute la différence. Selon nous, le fait que la

Gaspésie n'a pas pu ou su développer ces types de secteurs expliquerait le ralentissement économique de cette région.

De plus, si on regarde la situation de Campbellton, on n'y voit pas vraiment de difficultés aux niveaux des relations intercommunautaires comme en Gaspésie. Sans doute cela explique leur situation économique plus performante, il n'y a pour ainsi dire presque aucun conflit entre les communautés francophone, anglophone et Mi'gmac de cette région. On peut même sentir une certaine forme de respect et de complicité entre ces trois communautés, ainsi leurs énergies sont dirigées vers des éléments plus constructifs. Le fait d'avoir des Forums en Gaspésie pourrait sans aucun doute régler certaines de nos contraintes et, nous diriger vers un développement plus harmonieux.

4.3.2 La gestion des ressources

Pourtant plusieurs formules pourraient être développées pour solutionner la crise du chômage au Québec mais pour ça, il ne faut pas avoir peur de l'innovation ni même de visions qui semblent être pour certains complètement utopiques. Si au Japon ils réussissent à s'organiser avec une population aussi grande, c'est un peu gênant de ne pas avoir encore réussi à solutionner nos problèmes nommés si gentiment « structurels » dans nos régions. La gestion structurée du plein emploi pourrait être la phase cruciale pour aborder avec confiance les prochains siècles. Tout comme la gestion durable des ressources peut et doit se faire pour assurer la vie aux générations futures, à la faune et à la flore.

Reprendre en main et développer le secteur de l'agriculture et de la transformation alimentaire est primordial pour les Gaspésiens. Le bois et le poisson devant refaire leur stock.

nous devons exploiter de nouveaux créneaux. Il faut permettre aux Gaspésiens et Gaspésiennes de reconquérir leur propre marché avec des produits locaux et régionaux.

Nous pensons qu'il devient primordial de permettre la création d'emplois pour l'ensemble des communautés gaspésiennes. Et pour ce faire, il nous faut en quelque sorte casser la mondialisation. Rétablir l'équilibre des marchés afin que toutes les régions puissent participer aux échanges commerciaux et non plus être les victimes passives des entreprises multinationales.

Nous devons permettre la création d'entreprises ou de coopératives de plein emploi avec des travailleurs régionaux entre autre, pour des produits de première, de deuxième et de troisième transformation. Les Gaspésiens ont le droit de vendre du pain gaspésien aux Gaspésiens, tout autant que de la margarine, des craquelins, biscuits ou autres. La seule manière de faire revivre les régions est selon nous de permettre la création d'entreprises régionales de deuxième et troisième transformation.

Il faut également innover avec des produits spécifiquement gaspésiens, et ajouter une touche spéciale aux produits exportables. De plus, la gestion du bois et de la pêche devrait être faite avec la participation de la population concernée, il y aurait peut-être lieu de remettre en question la politique des permis et des quotas et proposer une nouvelle forme de partage des ressources. La population a son mot à dire et, de laisser les élus seuls prendre les décisions sur la question du partage des ressources devient conflictuel.

4.3.3 La gestion du crédit

Il faut créer des outils permettant l'accès plus flexible au crédit, car souvent les banques et les caisses populaires peuvent paraître inaccessibles, leur mission n'étant pas de favoriser le développement régional, mais de maximiser leurs profits en prenant le moins de risque possible.

Ainsi pour financer les personnes ayant des difficultés d'emprunt, il est stratégique d'avoir des outils de micro-crédit adaptables aux conditions économiques de chaque région.

4.3.4 Sans emploi peut-on vivre ?

Voilà le thème utilisé au cours de la première journée sociale en 1993 dans la région de Chicoutimi. Dans un des textes de cette rencontre, on fait le constat que des emplois, il y en a de moins en moins. On parle même de rareté croissante de l'emploi.

Et en 2008, nous acceptons toujours au nom de la liberté d'action que la pauvreté détruit une bonne partie de la population... Nous acceptons sans protester que les taux de chômage soient plus élevés en région, que les services soient coupés chez les plus démunis et les personnes âgées, que les emplois, les subventions et certains services soient octroyés à des personnes et des entreprises de l'extérieur de la région parfois par favoritisme, que des réseaux sophistiqués de magouillage empêchent des promoteurs de mettre leur projet en opération ou pire encore volent carrément les projets, que le lobbying politique dicte qui pourra travailler dans tel domaine. Ce phénomène encourage l'exode de familles entières et c'est le mouvement déclencheur du dépeuplement des régions.

Le manque de gestion du travail et la distribution inégale des emplois sont tout aussi aliénants pour le développement socio-économique d'une région.

Selon un témoignage d'un résident de Paspébiac : « *Les gens sont parfois obligés de se battre à coup de poings entre eux pour décrocher les rares emplois disponible* ». Comment peut-on ne pas s'indigner devant un spectacle si dégradant pour l'humanité ?

Il ne faut plus croire que la seule façon de diriger un pays passe obligatoirement par un système de réseautage et de magouillage. Il est possible selon nous de gérer les emplois et les ressources d'une manière juste et honnête. Il est très possible aussi de diriger un pays en respectant la personne humaine d'abord, en abolissant la pauvreté et en instaurant une justice qui ne soit pas corrompue. Et, il nous est légitimement permis de refuser que le chômage entraîne la pauvreté, que le libre-marché permette une distribution non équitable des richesses et, que le hasard finisse par régler nos problèmes.

4.4 Conclusion

Nous avons dans ce chapitre fait le tour de quelques visions éthiques et mis en évidence le besoin d'éduquer les gens à des visions plus sociales, de même qu'à l'importance de l'accès à l'information et de la transparence politique. Nous avons également été chercher certaines analyses théoriques pour nous aider à comprendre l'urgence de la situation.

Dans ce dernier chapitre nous avons également énuméré des propositions d'actions tel les nouveaux types de Forums adaptés aux réalités de nos communautés qui tentent de trouver

des solutions aux problématiques engendrées par les contraintes répertoriées. Des propositions qui invitent les gens à se responsabiliser face à leur situation socio-économique, tel a une loi pour le droit à l'emploi, un Ministère de la gestion et du partage de l'emploi et, un institut de recherche en innovation et en développement régional, afin de faire participer les gens aux décisions qui les touchent, en privilégiant des solutions plus ciblées pour régler le problème du chômage, assurer une redistribution plus juste des emplois, de la richesse collective et, établir une gestion régionale de la main d'œuvre.

D'autres outils de développement ont été suggérés comme l'entreprise d'équité sociale, les coopératives de plein emploi dans le but d'encourager la production locale et la deuxième et troisième transformation. Pour répondre aux besoins, nous proposons certains outils stratégiques tel le micro-crédit et la création d'une corporation de développement communautaire.

Nous avons aussi fait des propositions de collaboration sur le modèle de Transparency International pour que tous puissent dénoncer ce qui ne va pas et trouver les vraies solutions, en mettant au point des outils de la participation permettant au milieu et à l'État d'agir en concertation.

CONCLUSION

Nous avons d'abord regardé les effets dévastateurs du système actuel sur nos régions, nous avons tenté de cerner les erreurs de parcours. Tout en prenant en compte les théories du développement régional de professeurs d'universités, nous avons identifié les lacunes dans les différentes étapes du processus de revitalisation par le développement local à partir d'entrevues sur le terrain.

Ces recherches nous ont permis également d'examiner la situation socio-économique des communautés francophone, anglophone et Mi'gmaq gaspésiennes. Nous avons cerné des problématiques spécifiques à ces communautés et avons exploré le quotidien des gens à travers leurs revendications, à l'aide de leurs précieux témoignages.

Cette étude sur les communautés francophone, anglophone et Mi'gmaq de la Gaspésie, se veut être un outil de prise de conscience et de sensibilisation. Nous avons pu remarquer que seules certaines étapes de développement local étaient au rendez-vous, et qu'il faut favoriser l'émergence des étapes manquantes. Sans l'ensemble des étapes du processus de revitalisation par le développement local, la Gaspésie ne pourra pas atteindre l'équilibre socio-économique recherché. Nous devons d'abord et avant tout travailler à atteindre toutes les étapes du processus de revitalisation et tenter de surmonter les contraintes qui furent trop longtemps camouflées ou ignorées par l'ensemble de la population. Les lacunes importantes de notre développement socio-économique doivent être traitées avec l'attention qu'elles méritent.

Introduire les étapes du processus de revitalisation par le développement local

Ces étapes selon Bernard Vachon sont les conditions essentielles pour assurer et accroître les capacités d'agir:

1-Prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité

2-Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation

3-Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux

4-Diagnostic et définition de la problématique

5-Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet

6-Actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis

7-Reconnaissance et appui des initiatives de développement

8-Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis

Présentement les étapes qui sont atteintes à travers les communautés sont surtout:

1-Prise de conscience, la situation ne répond plus aux besoins ni aux aspirations de la collectivité

2-Effort de mobilisation : Sensibilisation, information et consultation

4-Diagnostic et définition de la problématique

La population n'ayant pas de mécanisme pour revendiquer et travailler ensemble le manque de participation fait en sorte que les étapes suivantes sont très peu exploitées ou ne peuvent pas se concrétiser:

3-Volonté d'intervenir exprimée par des partenaires variés et nombreux

5-Consensus sur les orientations à prendre et sur la formulation d'un projet

6-Actions cohérentes selon des objectifs et des échéanciers définis

7-Reconnaissance et appui des initiatives de développement

8-Évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis

En donnant des outils à la population pour travailler davantage avec les décideurs, et en permettant une réelle participation intercommunautaire de la population, tous ensemble nous pourrions changer la situation. La Gaspésie a un urgent besoin de meilleurs outils de développement tel des Forums sociaux intersectoriels et multiréseaux afin d'accéder aux étapes de revitalisation. Seule, la formule des forums nous permettra d'atteindre les étapes manquantes.

5.1 Une nouvelle étape

On doit comprendre également les enjeux réels et les urgences de la situation socio-économique de chacune des communautés pour amener un développement plus démocratique et plus juste pour les gens de cette région. L'éducation et l'information de la population sur les contraintes vécues par l'ensemble de nos communautés sont des étapes importantes.

5.1.1 Les constats des témoignages

D'autres entrevues auraient été très pertinentes, mais faute de temps et de moyens, nous n'avons pu faire le tour de tous les villages de la Gaspésie. Nous avons quand même réussi à travers ces témoignages et ces cris du cœur de Gaspésiens et Gaspésiennes à cataloguer certaines contraintes que nous qualifierions d'aliénantes pour les communautés de la Gaspésie

Voici une synthèse de certaines contraintes qui émergent à travers les témoignages :

Contraintes

1-Manque de «capacity building», sorte de sentiment d'impuissance devant les décisions prises par les décideurs.

2-Le manque de financement pour les mises de fond permettant d'accéder aux autres programmes de démarrage d'entreprise classique (SADC, CLD, Solide, banques, etc...) La structure de cercle d'emprunt (organisé par la population) permettant le démarrage d'entreprise est inexistante en Gaspésie. Et, selon les agents de développement, c'est une contrainte très importante.

3-Trop de structures de développement pour assurer un bon support (Le CLE refuse parfois les projets des CLD). De plus, les programmes ne sont pas adaptés à la situation réelle régionale. «On n'entre pas dans les critères des décideurs des centres, même encore aujourd'hui.

4-Pas de structure efficace pour assurer un suivi à long terme des entreprises en démarrage. Faute de soutien, elles échouent. Également, le support financier alloué est nettement insuffisant pour l'entreprise.

5-Faute de population, on nous refuse certains programmes de la formation professionnelle, ce qui accentue l'exode des jeunes et de la population. De plus, la formation n'est pas adaptée à la clientèle anglophone et Mi'gmaq.

6-Les gouvernements favorisent parfois davantage les jeunes de moins de 35 ans, qu'advient-il des autres?

7-Au niveau des communautés Mi'gmaq, leurs projets ne concernent que les autochtones vivant en réserve. Ils devraient avoir le droit de réaliser des projets hors réserve. Ils veulent se faire entendre, ils réclament surtout plus de justice dans la répartition des richesses naturelles.

8-Quant à la communauté anglophone, elle est trop souvent oubliée par la communauté francophone. Et ces citoyens ne peuvent avoir les mêmes chances de se développer s'ils n'ont pas accès aux mêmes informations, aux mêmes programmes et aux mêmes services. Le CRCD avait fait un plan quinquennal pour le développement de la Gaspésie, pas un mot sur la communauté anglophone, quelques mots pour la communauté Mi'gmaq.

9-Le favoritisme, le «lobbying» et le pouvoir des clans font avorter plusieurs projets pourtant jugés très intéressants.

10-Les organismes populaires et publics travaillent la plupart du temps en vase clos et trop souvent les citoyens impliqués débattent seuls de leurs projets, alors que s'ils travaillaient en concertation et avaient l'appui de l'ensemble de la population, les dossiers avanceraient plus vite. L'incapacité de travailler en réseau est une contrainte plus importante que le financement (l'esprit de clocher).

11-La non-gestion des ressources naturelles ou plutôt, «le laissez-passer» des gouvernements aux grosses entreprises pour saccager nos ressources publiques est inacceptable !

12-Les décideurs des centres ne nous comprennent pas. «Ils ne sont pas conscients des réalités que nous vivons et ne peuvent nous donner une aide adéquate. L'argent dort dans les coffres du CRCD, Solides, etc... Nombre de critères sont trop restrictifs pour les projets.

13-La perception des gens de l'extérieur : «On a trop donné d'argent aux Gaspésiens, cela les a rendus amorphes, ils se fient trop sur les gouvernements maintenant. Et tout ce que l'on a subventionné n'a rien donné en plus ». Les Gaspésiens(nes) se rebellent lorsqu'ils se sentent attaqués injustement. Ils n'ont pas à subir la discrimination des gens des centres, pas plus que de devoir subir la pauvreté que les décideurs des centres les obligent à vivre.

14-On n'est pas présent où les décisions se prennent. «On est trop loin pour faire du «lobbying» de projet et souvent, nos projets tombent à l'eau si nous ne poussons pas très fort.

15-Les projets de développement des centres sont favorisés au détriment des projets des régions.

16-Les projets de transformation sont presque absents et ne sont pas appuyés pour les régions. Le développement endogène n'est pas encouragé, on donne comme raison : «Que le marché est déjà desservi par les entreprises extérieures !

17-La lassitude des Gaspésiens : «La population ne se sent plus solidaire, est épuisée et a perdu espoir, elle manque de «capacity building», sorte de sentiment d'impuissance devant les décisions prises par les décideurs.

On peut facilement constater à travers l'énumération de ces contraintes que les facteurs intangibles sont trop présents et empêchent le développement régional normal. Il faut en arriver à comprendre leur fonctionnement et à trouver des solutions, (la théorie de la structure sociale).

Nous avons eu le privilège d'entendre des témoignages très révélateurs sur certaines contraintes du développement qui existent depuis de nombreuses années et sans ces témoignages, nous n'aurions pas pu soupçonner l'étendue du problème. Car la majorité de la population ignore les causes du mal développement.

En ce qui concerne la communauté Mi'gmaq, on a vu l'historique des grandes revendications et leurs trajectoires.

La communauté anglophone demande surtout qu'on ne l'oublie pas. Elle désire être considérée comme gaspésienne à part entière pour contribuer au développement régional. On remarque un très haut taux d'exode chez cette communauté, et il faudrait d'une façon urgente trouver des solutions adéquates pour assurer une qualité de vie acceptable à cette minorité.

Et, nous avons entendu les témoignages de personnes de la communauté francophone, qui nous ont révélé certains aspects cachés du développement régional. Cela ressemble un peu à un immense casse-tête où tous les morceaux sont éparpillés et, où nous devons nous concentrer sur une vision d'ensemble afin de trouver de vraies solutions.

5.1.2 L'isolement

Le problème d'isolement que vivent les groupes minoritaires est un élément majeur pour expliquer le manque de solidarité régionale entre les communautés et le manque de participation sociale, ce qui empêche le développement local et régional normal des territoires de la Gaspésie. Ce phénomène nous révèle donc l'importance d'éduquer et d'informer la population à certaines problématiques afin de les solutionner. Les contraintes du développement régional sont vécues de façon différente dans chacune des communautés et, il est également important de comprendre les impacts de celles-ci sur l'ensemble de la population. L'exode qui menace de plus en plus les Gaspésiens et Gaspésiennes doit être traité avec le plus grand sérieux et d'une façon efficace.

En tant qu'individus appartenant à une communauté et à une région, nous sommes appelés à être à la fois les témoins et les acteurs principaux de la réussite d'une société.

La responsabilité des citoyens dans une société démocratique est réelle et demande une participation à différents niveaux pour solutionner les problèmes.

L'ignorance et le silence sont d'autres types de contraintes pour le développement socio-économique de nos communautés. Tout autant que la peur de dénoncer pour ne pas perdre certains privilèges ou son emploi. Les guerres de clochers, le magouillage, la non gestion des ressources et des emplois, le phénomène de la mondialisation et du capitalisme pur sont des obstacles qu'il nous faudra contourner pour atteindre une relance durable pour nous et pour les générations futures.

5.1.3 Les solutions

En proposant certaines pistes de solutions pour stimuler le développement régional, et ainsi aider les communautés à améliorer leur qualité de vie sur les plans économique et interculturel, nous pourrions atteindre plusieurs objectifs d'équilibre social. En créant des outils pour éduquer et sensibiliser la population au rôle politique qu'elle a à jouer, nous pourrions assainir le système démocratique et permettre la naissance de nouvelle vision améliorant la qualité de vie.

I-Se doter de « *Forums d'actions intercommunautaires gaspésiens* » précédé d'*exercices de pré-Forums organisés par une Corporation de développement communautaire*, afin d'inviter toutes les communautés à prendre part aux débats socio-économiques, à travailler en collaboration avec les élus, en plus de solidifier les

collaborations culturelles et territoriales. Il importe d'avoir des lieux où l'information et la circulation d'idées pourraient être possible, ou chaque communauté serait invitée à participer sans aucune restriction d'une manière permanente et régulière à l'élaboration de plans de développement avec leurs élus.

2-Nous devons miser sur la gestion et le partage des emplois et des ressources et, sur des formules d'entreprises d'équité sociale, pour permettre une distribution équitable de la richesse collective et le plein exercice du droit à l'emploi.

3-Nous devons régulariser les effets de la mondialisation sur les régions par la mise sur pied d'entreprises de transformation de produits locaux et régionaux, accompagnés de normes et de lois permettant l'accès privilégié aux marchés régionaux.

4-Nous devons avoir en région des outils indispensables de financement comme le crédit communautaire et surtout que cet outil puisse être également géré par des représentants de la population.

5- Nous devons favoriser la mise sur pied d'un « *Institut de recherche en innovation et en développement régional gaspésien ou une Chaire de recherche en développement socio-économique de la Gaspésie en lien avec un Ministère de la gestion et du partage de l'emploi* ».

Ces exercices de concertation populaire se font déjà à l'échelle nationale entre autre par « Les journées sociales du Québec ». C'est une formule qui tente de regrouper plusieurs organismes populaires afin de débattre des questions de l'heure. Et, à l'échelle mondiale, il y a le « Forum social mondial » qui regroupe les organismes populaires de plusieurs pays. Ces exercices de partage de l'information sont essentiels à la bonne marche de nos sociétés, mais ne sont pas suffisant en soi. Nous pensons qu'en implantant la formule des Forums sociaux régionaux, que nous pourrions réellement rétablir l'équilibre socio-économique de nos régions.

Les communautés minoritaires ayant été oubliées depuis des décennies seront sans doute prudentes à vouloir s'engager dans ces nouvelles initiatives. Il nous faudra peut-être d'abord explorer les collaborations culturelles avant d'entrevoir l'émergence des participations socio-économiques. Le défi est de taille, mais nous nous devons de permettre un changement pour ces communautés car, la souffrance et le désespoir des communautés minoritaires sont la responsabilité de l'ensemble de la population gaspésienne.

De plus, les gouvernements ayant transféré certains pouvoirs aux élus des régions, la population doit s'assurer que les décideurs en place soient suffisamment performants pour prendre les meilleures décisions. Il serait important que les élus puissent compter sur des ressources universitaires pour les aider dans leurs tâches. De doter la Gaspésie d'une « Université bilingue » serait également un atout majeur ; nous avons deux communautés anglophones et aucun service universitaire pour ces communautés.

5.1.4 Le besoin de vivre dans leur région

Selon le témoignage d'un travailleur gaspésien, il y a présentement un problème d'embauche en Beauce. Les Beaucerons ne veulent plus embaucher les Gaspésiens, car ils ont la fâcheuse habitude de travailler pour faire leurs heures afin de se qualifier à l'assurance emploi et de retourner en Gaspésie. Cela démontre que les Gaspésiens et Gaspésiennes veulent demeurer chez eux et que s'ils avaient le choix de travailler dans leur région ils seraient les citoyens les plus heureux. Selon nous, nous pouvons affirmer sans trop d'erreur qu'environ 70% des Gaspésiens et Gaspésiennes qui sont partis de leur région préféreraient revenir y habiter s'il y avait des emplois pour eux.

Une partie du problème se retrouve également dans le fait que la majorité de nos ressources naturelles sont exploitées par des compagnies de l'extérieur de la région qui n'ont pas le souci de protéger les ressources. Et leurs monopoles empêchent en partie les Gaspésiens(nes) d'exploiter eux-mêmes leurs propres marchés et leurs propres ressources.

Les communautés gaspésiennes n'étant pas suffisamment appuyées dans leurs efforts de développement régional par le système actuel, il nous faudra d'abord mettre l'emphase sur l'éducation populaire afin de favoriser la participation civique de l'ensemble de la population.

La population n'ayant pas pu malheureusement se concerter convenablement pour trouver une alternative aux fermetures de ces entreprises :

La fermeture de la laiterie de la Baie des Chaleurs

La fermeture de l'usine de Chandler

La fermeture de l'usine de Murdochville

Le projet abandonné de cimenterie de Port-Daniel

La fermeture de l'usine de New-Richmond

Les fermetures d'usines de transformation du poisson

Les fermetures d'usines de bois

Voilà les pistes de travail que nous proposons à la population gaspésienne, afin que chaque communauté puisse atteindre un développement socio-économique légitime.

5.2 Un exemple de participation intéressant

Nous terminons ce travail par un exemple très intéressant de participation populaire dans la villa de El Salvavor au Pérou. Voici un exemple de réussite sociale, d'économie solidaire au Pérou : L'expérience de Villa El Salvador bidonville de 300 000 habitants près de Lima au Pérou est très intéressante et prouve que l'autre façon de gouverner est souhaitable. Dans un texte de Louis Favreau de l'Université du Québec à Hull sur les communautés de développement local et d'économie solidaire, on peut constater que les idées de participation populaire évoluent tout naturellement, un peu partout sur la planète, il nous donne un tableau d'ensemble très intéressant, intitulé « *Avec l'expérience associative dans les pays du sud* ».

Un trait distinctif de Villa El Salvador : son schéma d'aménagement

VES innove surtout en brisant le modèle colonial classique des villes d'Amérique latine . Il participe à une conception décentralisée du pouvoir, puisqu'il dispose de 120 espaces publics et non d'un seul. Les 120 places publiques ont été conçues non comme une prolongation du pouvoir de l'État, mais comme des espaces démocratiques à la base de la société civile. Sur le plan social, VES possède donc l'avantage de disposer d'un schéma d'aménagement du territoire construit à partir du niveau micro social. Le pouvoir est désormais partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité (Favreau, développement communautaire et économie sociale, l'expérience de Villa el Salvador, UQO, 1998, 27).

On peut comprendre que la participation de la population est la force de leur société et que le nombre de participants pour débattre des questions qui concernent l'ensemble de la population n'est en aucun cas problématique.

L'idée de déléguer la totalité des décisions qu'à un petit groupe d'élus favoriserait selon nous des décisions trop équivoques pour les communautés. Le manque de transparence des élus dans les décisions importantes touchant directement la population a parfois des effets négatifs. Et, le fardeau des mauvaises décisions devant être trop souvent porté par l'ensemble des citoyens, il serait donc normal que les gens puissent donner leur opinion par référendums ou par le moyen des forums populaires, lorsque c'est nécessaire.

LISTE DES GRAPHIQUES

2.1.4 Graphique de Friedmann.....	18
3.5.1 Grille d'évaluation sur la synthèse des entrevues.....	96
4.2.2 Graphique de Forum Gaspésien.....	108
4.2.3 Graphique de Forum Gaspésien.....	109

BIBLIOGRAPHIE

A) Documents, articles de journaux et de revues

- 1-Gagné, Gilles, « Désastreuses coupes à blanc » Le Soleil, 17 août 2000, B7.
- 2- Cynthia Rivard, « Communiqué : Réaction du Ralliement populaire Matapédien » La Matapédia, 26 juin 2001.
- 3- Louise Bourque, « Le crédit Communautaire dans la Baie des Chaleurs » L'Écho de la Baie, 13 mai 2007.
- 4- Lettre du maire d'Amqui sur le crédit communautaire.
- 5- Site web de la Corporation de développement communautaire de Drummondville.
- 6- Annie Dugas, « Tour linguistique de la Gaspésie » Magazine Gaspésie, été 2002, 8 et 9.
- 7- Magazine Mi'gmawei Mawiomi « Listuguj, Gesgapegiag, Gespeg », Spring 2002, 18.
- 8- Karine Bellerive, « Articles régionaux sur Murdochville » Le Pharillon, 25 août 2002.
- 9- Alain Lavoie, « La laiterie Baie-des-Chaleurs ferme ses portes » Trans Gaspésien, 4 février 2001, 1.

- 10-Higgins, Martin, Raynauld, « Les orientations
développement économique régional dans la province de Québec » Ministère
de l'Expansion économique régionale, 21 février 1970.
- 11-Luc Tremblay, « Les Gaspésiens, victimes de génocide économique » Les Patriotes.
- 12-Raymond Giroux, « Mathews, Georges : débranchons le poumon artificiel » Le Soleil,
22 janvier 1997, B7.
- 13-Document du Chantier 1992, Ralliement Gaspésien et Madelinot.
- 14- Bulletin de la société historique Machault, « Les Micmacs lèvent les barricades » Doc :
980815LA053, 980818LE002, La Presse, 15 août 1998, A1 et Le Devoir, 18 août 1998, A1.
- 15-Sophie Cléroux, « Projet Harmonie inter-communautaire : ensemble contre nos
préjugés » Magazine Horizon rural, 2008.
- 16- Secrétariat de l'Assemblée Mi`mawei Mawiomi, Spring 2002.
- 17-Documents : Committee for the Anglophone Social Action, New-Carlisle, 2008.
- 18-Transparency Switzerland "Forum contre la corruption », 3 juillet 2003.

B) Ouvrages

Beaudin, Michel, Paiement, Guy. 2001. À nous le politique :

Parcours pour la société civile. Québec : Fides. 333 pages.

Dumais, Monique. 1998. Femmes et pauvreté. Montréal : Médiaspaul.

134 pages.

Durand, Guy. 1978. Quel avenir : Les enjeux de la manipulation de l'homme.

Montréal : Lemeac. 257 pages.

Ethica. Printemps 2000. Revue interdisciplinaire, publié par le groupe Ethos de

l'Université du Québec à Rimouski, no 1 , vol. 12. 176 pages.

Favreau, Louis, Boucher, Jacques. 1990-2000. Chaire de recherche en développement

communautaire. Université du Québec à Hull. 62 pages.

Friedman, John, Alonso, William. 1972. Regional development and planning, a reader.

Cambridge: Mit. Press. 722pages.

Fortin, Anne, Prévost, Paul. 1995. Virage local : des initiatives pour relever le défi de

l'emploi. Québec: La fondation de l'Entrepreneurship. 275 page.

Gagnon, Jean-Guy, Drapeau, Maurice. 1982. Défaire la défaite : histoire des luttes des

paroisses du bas du fleuve. Rimouski : Société d'aménagement intégré des

ressources de l'est du Québec. 119 pages.

Hayek, Friedrich August von. 1980-1983. Législation et liberté : Une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique. Paris : Presse Universitaires de France. 3 volumes.

Joignaux, Guy. 1975. Réflexions sur la théorie de la polarisation, Villeneuve d'ASCQ : Université de Lille II : Institut d'économie régionale. 23 pages.

Lamoureux, Henri. 1991. L'intervention sociale collective , Une éthique de la solidarité. Québec : Les éditions le pommier. 232 pages.

Mimeault, Mario. 2004. Les pionniers de l'entrepreneurship Gaspésien. Québec :La fondation de l'Entrepreneurship. 247 pages.

Myrdal, Gunnar. 1963. Planifier pour développer de l'état providence au monde providence, Paris : Éditions Ouvrières. 261 pages.

Proulx, Marc-Urbain. 2002. L'économie des territoires au Québec « aménagement-gestion-développement ». Presse de l'Université du Québec. 364 pages.

Proulx, Marc-Urbain. 1996. Le phénomène régional au Québec. Sainte-Foy, Québec : Presse de l'Université du Québec. 317 pages.

Vachon, Bernard. 1993. Le développement local : théorie et pratique. Boucherville :

Gaëtan Morin. 331 pages.

TRAVAUX SECONDAIRES

LA FORÊT DE LA GASPÉSIE
ET DU BAS-SAINT-LAURENT

Désastreuses coupes à blanc

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

CAUSAPSCAL — La députée péquiste de Matapédia à l'Assemblée nationale, Danielle Doyer, croit que le gouvernement du Québec devrait instaurer une enquête sur la gestion de la forêt publique du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Elle est en désaccord avec son collègue, le ministre des Ressources naturelles Jacques Brassard, qui refuse de le faire.

Mme Doyer veut savoir pourquoi la révision des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) des usines de sciage des deux régions se traduira, pour les cinq prochaines années, par une réduction de la récolte de 30 %. L'impact se traduira par des pertes de quelques centaines d'emplois, autant au Bas-Saint-Laurent qu'en Gaspésie.

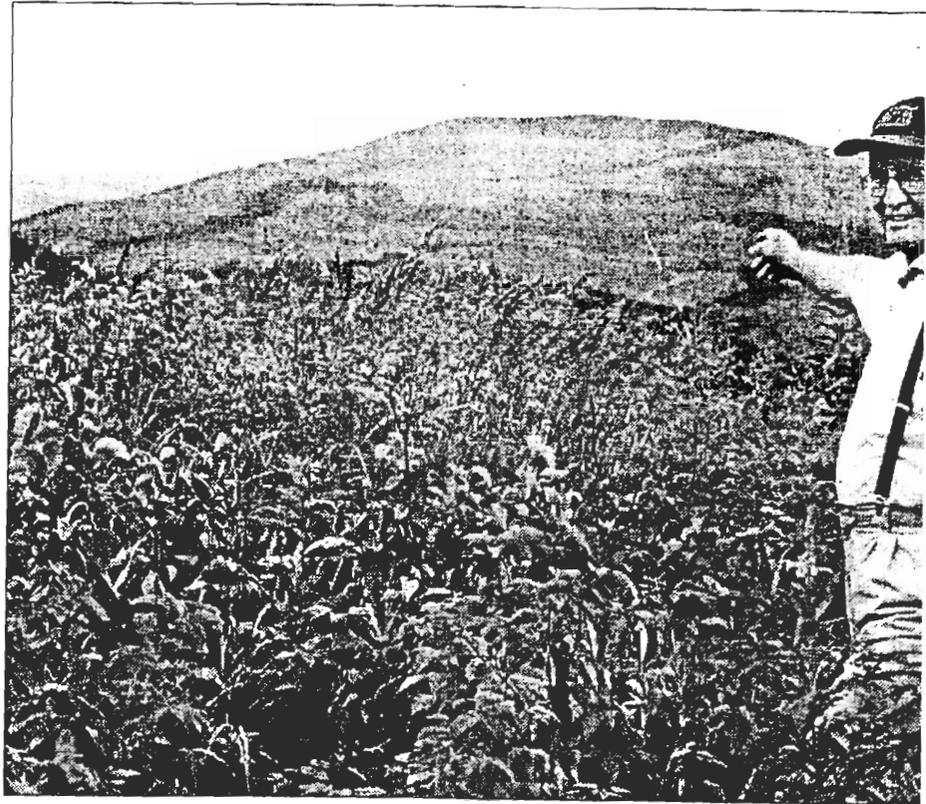
« Quelqu'un s'est trompé quelque part. C'est inacceptable. Ça fait des années que des gens travaillant en forêt nous disent qu'il se coupe trop de bois. Quand je pose des questions aux gens du ministère des Ressources naturelles, incluant le ministre Brassard, on se fait rassurant de toutes sortes de façons. On nous répond par exemple qu'il faut voir la forêt comme un champ agricole, où ça prend des années avant que ça repousse. Moi, je pense qu'on leur en a trop donné (aux industries forestières) », estime Mme Doyer.

La députée n'a pas reparlé au ministre Brassard depuis ses nouvelles des derniers jours, au cours desquels le Groupe Cédrico a notamment perdu près du tiers de son approvisionnement public au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, 35 000 mètres cubes sur 600 000.

Si elle se range derrière le mouvement matapédien Sure-forêt, qui exige l'instauration d'une enquête publique, dépendante et itinérante sur la gestion de la forêt au Québec, Mme Doyer y fixe toutefois des limites.

« Je ne crois pas que l'enquête devrait toucher l'ensemble du Québec; elle devrait être réservée aux régions dont l'économie est centrée sur la forêt, où on a atteint une rupture de stocks. Dans la vallée de la Matapédia, l'économie est complètement dépendante de la forêt. J'appuie les gens de mon comté. Je veux également voir comment c'est mené (une telle enquête) ».

Danielle Doyer a accompagné un groupe de 20 Matapédiens qui s'est rendu en forêt, mardi, pour constater qu'il n'y a pas qu'en Abitibi, une réalité illustrée par le film *L'Erreur boréale*, de Richard Desjardins, que des surfaces à grande échelle ont été coupées à blanc. Les terres publiques



Un expert de la forêt privée, Léonard Otis, est renversé de voir l'ampleur des dégâts infligés

Léonard Otis, un propriétaire de forêt privée de Saint-Damase, qui a écrit un livre sur la façon de la cultiver, a été estomaqué de voir ce que la compagnie de sciage Alliance-Mittis, de Price, a fait comme récolte dans les parages du mont Blanc, dans la MRC de Matane. Les gens d'Alliance n'étaient pas du voyage en forêt.

« J'avais survolé cet endroit il y a quelques années. Je trouvais ça effrayant. De voir ça de proche, ça fait mal au cœur. J'ai passé ma vie dans la forêt. Elle m'a fait bien vivre. J'aurais mieux aimé ne pas voir ça », dénonce M. Otis.

« On peut récolter trois fois ce qu'on fait présentement si on change les méthodes de récolte. Seulement ramasser le bois qui reste par terre et on double la récolte. Si, au lieu de couper à blanc, on faisait une éclaircie commerciale, on en tirerait le triple. La première opération d'éclaircie est dispendieuse, parce qu'on enlève les *chicots* (le bois non productif), mais quand on revient après 10-15 ans, la récolte vaut la peine », ajoute le fermier forestier.

Dans le cas des parages du mont Blanc, Léonard Otis ne peut comprendre comment le ministère des Ressources naturelles a pu autoriser une coupe d'une telle ampleur, à une altitude avoisinant 2000 pieds, où les feuillus peu productifs repoussent mieux que les conifères. « Les arbres prennent peut-être 200 ans à pousser ici. Regardez dans un rayon de 20 pieds. Voyez-vous des conifères? Il y en a trois ou quatre. Donc, en plus, ça n'a pas été bien reboisé. Ce qu'ils (les gens d'Alliance) ont laissé ici, c'est parce que c'était pas payant. Ils ne reviendront jamais couper ici. Et ça, c'est notre forêt à tous nous autres ».

**« De voir
ça de
proche, ça
fait mal
au cœur »**

4-02-2001

Les stocks de crabe seraient en baisse

HANDLER - Malgré le fait que les stocks de crabe des neiges n'avaient amorcé un cycle de croissance l'année dernière et que ce cycle doit atteindre son sommet en 2004 ou en 2005, il est probable que la biomasse du crabe de taille commerciale soit en baisse.

Alexandre D'Astous

En effet, d'après des données récentes récemment rendues publiques par le ministère fédéral des Pêches et des Océans, les estimations de crabe des neiges ont atteint 14 300 tonnes en

2000, une hausse de 27 % par rapport à l'année précédente.

Une mauvaise décision politique

Pour le directeur de l'Association des crabiers gaspésien, Maurice Ouellette, une mauvaise décision politique est responsable de la situation. Il souligne que ses membres ont décidé de se retirer de la pêche, le 20 juin afin de ne pas détruire la ressource. " Il y avait déjà trop de crabes blancs. On a donc fait des pressions que le

ministère ferme la pêche. Malgré tout, des pêcheurs non-traditionnels ont pu continuer à pêcher jusqu'au 23 juillet. Les fonctionnaires nous ont mis dans la m... ", explique M. Ouellette.

M. Ouellette trace un parallèle avec certaines décisions qui ont amené une rupture du stock de morue. " On a donné le crabe ", s'insurge-t-il, en expliquant que le crabe blanc est très fragile et qu'il est difficile pour lui de survivre après avoir été capturé. " Les résultats appuient nos dires. Les scienti-

ques soulignent qu'il manque 10 000 tonnes métriques de crabes. Ils se demandent où est passée la ressource ", mentionne la directrice des crabiers gaspésiens.

M. Ouellette signale qu'on devrait connaître la véritable ampleur des pertes lors d'une rencontre à Québec, les 20 et 21 février. " C'est un beau désastre. Ils

ont détruit la richesse en vue de la saison 2001 ", déplore-t-il.

À Pêches et Océans Canada, la direction des communications indique qu'il n'y a pas grand chose à dire tant que la revue par les pairs n'aura pas eu lieu, qu'il y a toujours rien de déterminé, qu'on ne peut rien dire, parce qu'on ne le sait pas.



directeur de l'Association des crabiers gaspésiens, Maurice Ouellette. (Photo Le Trans-Qaspésien)

Prendre la route ça l'intéresse?

- Entraînement de six et douze semaines
- Anglais/Français
- Possibilité d'aide financière
- Hébergement sans frais additionnels
- Formation sur équipement moderne

Pour plus d'information, composez le: **1-800-699-3883**

QW DRIVER TRAINING



EVUF

57-2509811-5

Coopérative d'Évaluation Génétique de Bovins de l'Est du Québec

Assurance mortalité tous risques, 30 jours pour 25\$

Encan de taureaux

le samedi 10 février 2001 à 12h
à la station située au
221 Ouest, rang 3 Ouest
Sainte-Odile-de-Rimouski
(sortie 610, autoroute 20, vers Sainte-Blandine)
(418-737-4321)

Éprouvés en station, test pour la semence, éligibles à l'ASRA.

SERONT VENDUS
environ 14 Charolais, 14 Limousins, 8 Simmental.

En cas de tempête, l'encan sera remis au dimanche 11 février.

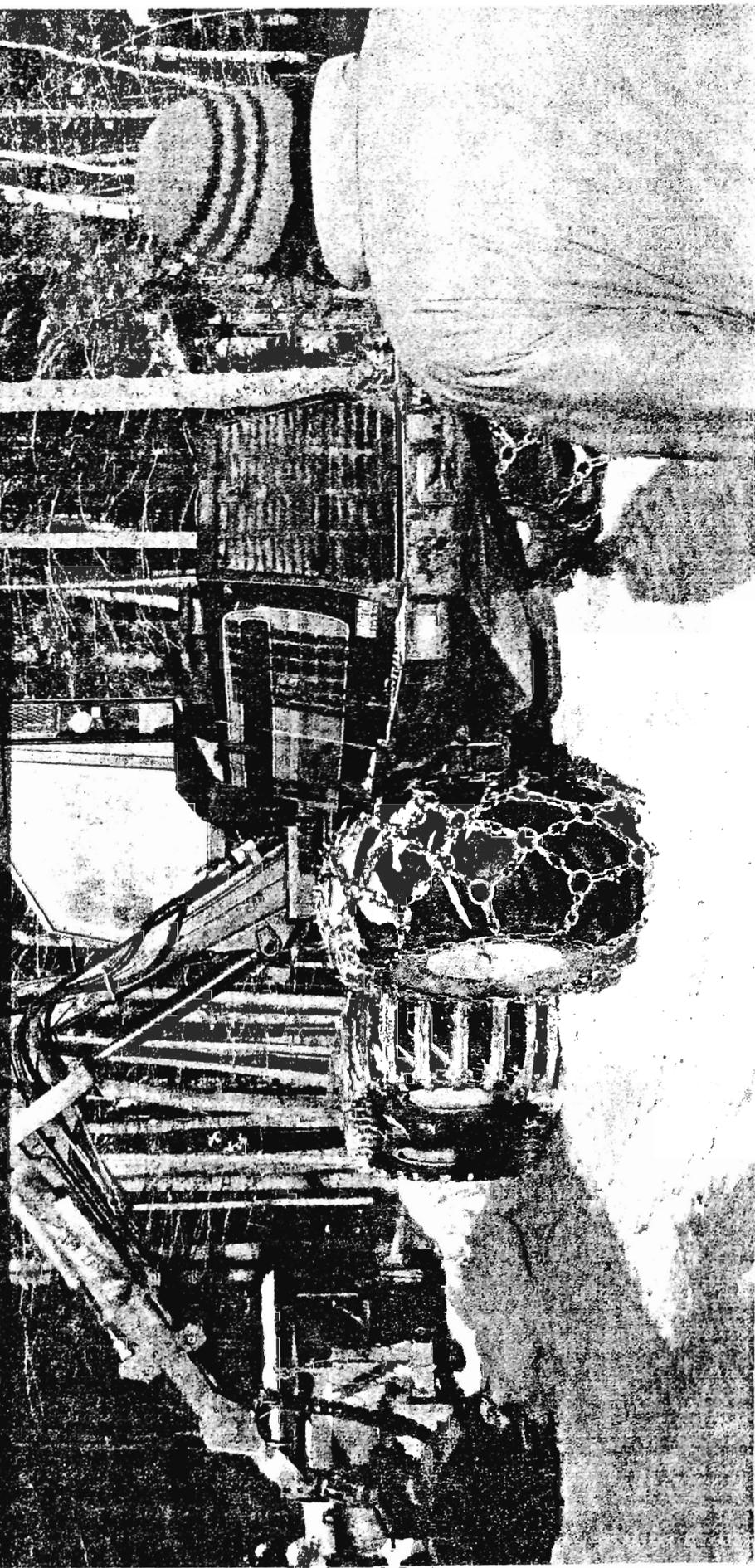
Prochain encan le 31 mars.
Seront offerts: Charolais, Limousin, Angus rouge.

57-2510062-1

RISE FORESTIÈRE

LES BÛCHERONS AU POUT DU ROULEAU

JANVIER 2008





Quand le silence en forêt inquiète

Jean-Marc Vallée, d'Escuminac, ne bûchera pas cet hiver pour la première fois en 14 ans. Depuis le début de la crise forestière en 2005, 12 des 18 scieries en Gaspésie ont fermé.

La demande pour le bois est en chute libre, sa valeur a dégringolé; les propriétaires de boisés privés et les travailleurs forestiers n'ont plus d'intérêt à en couper.



« presque toute l'année », explique M. Vallée, qui fait de la coupe sélective pour des propriétaires de boisés depuis 28 ans. À 82 \$ la corde pour son sapin-épinette alors qu'il en touchait 171 \$ en 2004, ça ne vaut presque plus la peine. Pour ceux qui tirent leur revenu principal ou d'appoint de l'abattage, la crise frappe dur. La forêt privée constitué 17 % du territoire gaspésien. De 2004 à 2007, son volume de bois vendu est passé de 556 000 à 300 000 m³, entraînant des pertes de 10 millions de dollars. Le président du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, Berthold Gagné, estime qu'en moyenne ses membres ont perdu de 25 à 40 % de leur revenu, ce qui en a poussé plusieurs à vendre leur machinerie. « Avant, quand t'arrêtais ta scie, tu en entendais une autre un mille plus loin. Aujourd'hui, plus personne ne veut bûcher. Les gens sont au désespoir ». Sur les 7 000 propriétaires en Gaspésie, seuls 2 000 d'entre eux mettent du bois en marché annuellement.

Le régime de l'écureuil

Ceux qui persévèrent ont des dépenses de plus en plus importantes. Une fois payés la part du propriétaire, le salaire d'un employé, le coût du transport en hausse, l'essence et l'entretien, M. Vallée dispose d'un revenu net d'environ 24 000 \$ par année. Avec une dette de 27 000 \$ sur sa « ma-

plus. C'est le dilemme : vendre ou continuer? « T'es pris dans l'engrenage, t'as trop d'argent d'investi. Le prix du bois baisse, mais tes réparations et le fuel continuent d'augmenter ». Travailleur autonome, il n'a pas droit au chômage. Et pas question de se départir de sa machinerie et de mettre fin, à 57 ans, à sa vie dans le bois pour toucher un montant dérisoire d'aide sociale. Une fois prestataire et sans équipement, « penses-tu que je serais capable de me réorganiser pour sortir du bien-être? », demande-t-il. Il a quand même vendu sa débusqueuse... pour la remplacer par un cheval. « Je coupe moins, mais j'ai réduit mes dépenses quotidiennes de 25 %. Je croise les doigts pour que ça marche. Je suis obligé de vivre sur le régime de l'écureuil. Je congèle la moitié d'un cochon à l'automne pour être certain d'avoir de quoi manger tous les jours même sans paye pendant un mois ». Les travailleurs sont effectivement plus prévoyants qu'avant. « Les gars achètent une chaîne à la fois, alors qu'ils en prenaient normalement cinq ou six », illustre Berthold Gagné.

Pour survivre, M. Gagné mise sur plus d'une essence d'arbres et coupe celles

Photo: Benoit Trépanier

En remplaçant sa débusqueuse par un cheval, M. Vallée dépense 75 \$ par jour en plutôt que 100 \$ d'essence et d'e

qui seront les plus payantes; mais avec les fermetures d'usines en rafales, il n'y a pas une semaine où il ne doit pas revoir sa stratégie. Dans la Baie-des-Chaleurs, la presque totalité des scieries qui achètent du sapin-épinette sont en arrêt, le tremble à pâte trouve difficilement preneur, le marché du cèdre est très variable et le Nouveau-Brunswick ne représente plus un marché de secours depuis que le prix du bois a baissé là-bas aussi.

M. Gagné espère que la diminution de coupe prévue bientôt en Colombie-Britannique, la rareté du bois au Québec et une reprise de la construction aux États-Unis feront remonter la demande et les prix. À l'heure actuelle, ce genre d'opérations

s'effectue sur seulement 49 % privés et de nombreux propriétaires attendent d'un plan d'aménagement en grande partie par le gouvernement syndicat a demandé à Québec d de 30 millions de dollars le bu sacré à l'aménagement forestier

**« AVANT, QUAND
T'ARRÊTAISTA SCIE, TU EN
ENTENDAIS UNE AUTRE
UN MILLE PLUS LOIN.
AUJOURD'HUI, PLUS
PERSONNE NE VEUT
BÛCHER. LES GENS SONT
AU DÉSEPOIR. »**

ce qui perd un plus grand nombre d'entre réaliser. Ce payent moins que les coûts de coupe, ne mettent au de survivre de vendre leur machinerie et dant que l'entreprise reprenne. L'aménagement forestier améliore la qualité et, séquent, la valeur du bois qui se demain.

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Réaction du Ralliement Populaire Matapédien aux propos de monsieur David Cliche

La Matapédia, 26 juin 2001 - Voici la réponse du Ralliement Populaire Matapédien aux propos tenus par monsieur David Cliche à l'égard de l'entrepreneuriat gaspésien :

« Monsieur Cliche,

La flamme nationaliste de tous les Matapédiens s'est éteinte vendredi. Jamais nous, Gaspésiens, n'avons été si peu fiers d'être Québécois, qu'en ce triste congé de la Saint-Jean-Baptiste.

Comment être fiers d'être Québécois alors même que nos compatriotes nous insultent, nous mettent dans une classe à part, osant insinuer que de nous remplacer par des gens de Laval changerait la face de notre belle région ? Jamais je n'aurais cru que de tels propos puissent être un jour prononcés par un représentant du peuple. Vous avez, monsieur Cliche, profondément blessé toute une région du Québec de par vos propos et ce ne sont pas quelques vaines excuses faites pour éviter à votre gouvernement de perdre la face - et quelques milliers de votes - qui nous arracheront notre pardon.

M. Cliche, je serais curieuse de voir les Lavallois se battre avec nos problèmes. Que serait Laval à plus de 1000 kilomètres de Montréal, loin des sièges sociaux et de la moitié de la population - et du marché - du Québec ? Que serait cette région sans ses forces vives, ses jeunes, ses diplômés, ses travailleurs spécialisés ? Que serait-elle encore sans Dorval, Mirabel ou le port de Montréal pour exporter partout à travers le monde ? Voyons monsieur Cliche... vous rendez-vous compte de la grossièreté de votre raisonnement ? Si on déportait les Lavallois en Gaspésie, Laval serait la Gaspésie et rien d'autre. Et ce n'est pas l'entrepreneuriat seul qui réussirait à y changer quoi que ce soit.

La Gaspésie, tout comme l'ensemble des régions ressources d'ailleurs, fait face à de sérieux problèmes d'ordre structurel, et il est évident que les entrepreneurs Gaspésiens feraient aussi bien, sinon mieux encore, que ceux de Laval s'ils n'avaient pas à affronter ces obstacles. Ils feraient d'ailleurs tout aussi bien en Gaspésie si votre gouvernement se donnait la peine de les écouter et de leur

fournir les outils qu'ils réclament depuis belle lurette, tout comme il l'a fait, par exemple, pour Montréal avec la Cité du multimédia.

Monsieur Cliche, vous avez donné raison à vos détracteurs vendredi dernier. Il semble bien que l'intérêt subit de votre gouvernement pour les régions-ressources ne soit qu'une question électorale, sans plus, que votre gouvernement n'y croie pas vraiment. Quelques millions pour acheter quelques votes, ne serait-ce que cela la Stratégie de développement économique des régions-ressources ?

Monsieur le ministre, dissipez nos doutes, enjoignez donc le Conseil des ministres à prouver à tous les Matapédiens et Matapédiennes votre réelle volonté en répondant enfin à leurs demandes. Alors seulement vous aurez notre pardon. »

Cynthia Rivard, coordonnatrice
Ralliement Populaire Matapédien

- 30 -

Source : Cynthia Rivard
Tél. : (418) 629-6859

SE DÉVELOPPER AU MOYEN D'UNE ÉCONOMIE DE TYPE COMMUNAUTAIRE

Il existe une quarantaine de CDC (Corporation de développement communautaire) à travers le Québec. Sonia Gagnon a déposé une demande d'accréditation pour qu'une telle corporation puisse naître dans la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.



LOUISE BOURQUE

«Le but est de rassembler les organismes sans but lucratif (OSBL) et de constituer un fonds d'emprunt sur le modèle des 19 fonds qui existent et sont subventionnés par le Réseau québécois du crédit communautaire. En 2007, on vise l'accréditation à l'aide des appuis de la CRÉ et du CLD local pour faire partie du réseau et être éligible aux subventions», dit Sonia Gagnon, l'instigatrice de cette corporation de développement où l'entraide communautaire passerait avant les normes strictement économiques.

Mme Gagnon voit aussi dans la Corporation une forme d'éducation populaire. «Des gens soucieux de développer leur coin de pays devraient pouvoir le faire sans se voir imposer des formules de développement par les grands centres. C'est un défi», avoue cette jeune femme dont la réflexion et l'engagement dans le développement communautaire lui sont venus pendant ses études de maîtrise en développe-

ment régional. «Je trouve important que tous les Gaspésiens puissent être témoins de cette démarche et peut-être même en être partenaires.»

Les conseils d'administration de la Corporation de développement communautaire de la Gaspésie et des Îles et du Fonds d'emprunt communautaire de la Gaspésie et des Îles sont formés de personnes qui font déjà partie d'organismes sans but lucratif.

Projets-pilote

«À travers deux projets-pilote pour le côté Nord et pour le côté Sud de la péninsule, nous pourrions mettre sur pied notre «système d'entreprises de transferts d'emplois». À l'aide de ces deux projets d'entreprises, nous pourrions générer des fonds afin d'aider annuellement le démarrage de nouvelles entreprises à travers les six MRC de la Gaspésie et des Îles», poursuit Mme Gagnon. L'aménagement d'un foyer pour personnes âgées à Port-Daniel et la rénovation d'un bloc appartement à Murdochville ont été les projets retenus



Photo Louise Bourque

Sonia Gagnon croit que le développement économique peut s'enrichir d'une dimension communautaire.

par les conseils d'administration.

Les entreprises de «transferts d'emplois» remettront la majorité de leurs revenus nets à un organisme de

micro-crédit afin de permettre le démarrage de nouvelles entreprises ou la consolidation de coopératives. La corporation estime être en mesure d'aider au démarrage de six petites entreprises par an-

née, soit une dans chaque MRC, dont un projet autochtone, un projet anglophone et quatre projets francophones ou mixtes qui seront choisis pour l'ensemble de la Gaspésie et des Îles.

Maire d'Amqui

Petite histoire. Il y a de cela, une douzaine d'années passées, alors que j'étais commissaire industriel à la CoPEM (Corporation de Promotion Économique de La Matapédia aujourd'hui devenu le CLD de La Matapédia), et que je m'étais rendu à l'Université Concordia pour y suivre des cours en développement communautaire, c'est là que j'avais appris l'existence de la formule du micro crédit qui avait été implanté dans la région de Montréal et de Gatineau. Je décidai alors de l'implanter dans La Matapédia. Je tins quelques réunions d'informations/formations sur le sujet afin de faire lever ici même un tel projet. Au même moment la MRC de La Matapédia travaillait pour lancer un Fond SOLIDE.

Le DG en tête de la MRC, entreprirent de discréditer mon initiative qui n'avait rien à voir avec la mise en place d'un FOND SOLIDE...et firent avorter cette initiative qui aurait pu être alors la toute première à l'Est de Montréal. Voilà où cela nous mène des luttes de pouvoirs intestines...fondées en plus sur absolument rien de crédible...manque total de concertation. En ce moment, dans La Matapédia un exercice élargie a cours avec la MRC, le CLD et la SADC pour doter La Matapédia d'une VISION COMMUNE, ce qui en soit est une excellente initiative, mais le passé étant garant de l'avenir, et connaissant assez bien mon milieu, je crois que cette initiative sera

rapidement tabletté... parce que l'exercice, sinon l'apprentissage de la concertation devra se faire, afin de préparer le terrain à l'avènement d'une véritable VISION appropriée et mise en action dans notre milieu. Il faudra alors vaincre des mentalités, comportements et attitudes qui se sont installés depuis des lunes...

le processus inversé sera long...et il y a un prix à payer pour lequel je doute fort que plusieurs des principaux intéressés seront prêts à payer...il faut je crois définitivement miser sur la jeune relève...laquelle je crois est prête à penser, faire et agir autrement!



Objectifs

Introduction

- Accueil
- Mission
- Objectifs
- Droits et devoirs
- Question/Réponse

La CDC

- Équipe
- Administration
- Historique
- TNDC
- Organismes membres

Les services

- Description des services
- Formations
- Activités
- Communiqués
- Babillard

Autres

- Liens utiles
- Quiz
- Nous contacter
- Archives

Afin de remplir sa mission, la CDC s'est fixée de nombreux objectifs. Ce sont les suivants:

- **regrouper** les nombreux secteurs d'activités bénévoles et communautaires afin d'en favoriser la promotion, la concertation, ainsi que la consolidation, l'organisation et le développement sur le territoire de la M.R.C. Drummond;
- offrir aide et **assistance aux représentantEs** de secteur pour planifier leurs rencontres ou toutes autres activités;
- fournir une **assistance technique à tout secteur d'activités** qui en fera la demande, que ce soit pour la mise en place, la consolidation ou le développement d'organismes ou toutes autres activités prioritaires par les secteurs;
- **faire le suivi** des mandats et priorités, tels que définis par les secteurs;
- **représenter** les volontés émises par les secteurs auprès des instances décisionnelles de notre sous-région;
- **promouvoir** les secteurs d'activités bénévoles et communautaires auprès des autres sous-régions;
- créer, **élaborer et diffuser**, avec les secteurs d'activités, **des documents et/ou des activités**;
- **tenir un inventaire** des représentantEs, des services et des conseils d'administration de tous les organismes de notre territoire faisant partie des secteurs d'activités bénévoles et communautaires;
- tenir un inventaire de toutes les possibilités de **subventions et sources de financement**.

Mission

La mission de la CDC Drummond est d'assurer la participation du mouvement communautaire au développement socioéconomique de son milieu et de favoriser la reconnaissance de ce mouvement à l'échelle du territoire d'appartenance. Elle joue en quelque sorte le rôle d'interface entre les organismes communautaires et les autres acteurs du milieu, ainsi qu'entre les organismes communautaires eux-mêmes.

La CDC Drummond chérit de nombreuses **valeurs**, dont :

l'autonomie,
l'égalité,
la dignité,
la démocratie,
la justice sociale,
l'éducation populaire,
et bien d'autres.

Elle agit également dans une multitude de **secteurs**, dont :

Condition féminine
Condition Masculine
Promotion et défense des droits
Déficience Intellectuelle et Personnes Handicapées
Famille
Jeunesse
Lutte à la pauvreté
Lutte à la violence
Santé Mentale
Le troisième âge
L'alcoolisme et la toxicomanie
La socio-économique, la consommation et l'habitation

Par
Annie Dugas

Tour linguistique de la Ga

L'accent gaspésien! Que de fois peut-on entendre cette expression dans la bouche des visiteurs ou des amis rencontrés à l'extérieur de la Gaspésie. J'aurais parfois envie de leur répondre lequel? Car les *Paspéyas* ne parlent pas comme les *Cayens*² et les gens de Gaspé déclarent ne pas avoir d'accent. Quel micmac! L'accent change d'un village à l'autre. Cette diversité d'accents et d'expressions s'explique aisément. La Gaspésie a subi des vagues de colonisation à différentes époques, par différents groupes ethnoculturels qui ont chacun laissé leur empreinte dans le lexique ou la toponymie.

Les Micmacs : Gesgapegiag, Gespeg, Listuguj

Les premiers habitants de la péninsule gaspésienne furent les Amérindiens de la nation micmaque. Ils ont contribué à nommer la faune, la flore et la toponymie locale. La langue micmaque obéit à une logique dictée par le milieu naturel; le mot sert de repère. Il identifie un élément particulier dans le paysage. C'est un procédé habile pour s'orienter sans l'apport d'une carte ou d'un GPS³ et qui est vital pour ce peuple de chasseurs-cueilleurs. Ainsi *Matapédia* signifie « fourche » ou « confluent ». C'est à cet endroit que les rivières Ristigouche et Matapédia se rencontrent. En suivant la Ristigouche, nous débouchons à *Miguasha* que l'on peut traduire par « muraille rouge ». Effectivement, les falaises y sont d'un beau rouge orangé. Quant aux Chic-Chocs, ce sont de « hautes murailles », et Gaspé, c'est le « bout des terres ». Côté faune, les Micmacs nous ont notamment légué le *caribou*, le *poulamon* (poisson) et le *touladi* (saumon). La population micmaque est aujourd'hui concentrée en deux réserves, celles de *Gesgapegiag* (Caspédia/Maria) et de *Listuguj* (Ristigouche), et une bande, celle de *Gespeg*, à Gaspé.

Les Basques

Bien avant l'arrivée de Jacques Cartier, en 1534, des pêcheurs basques venaient tirer leur ligne au large des côtes gaspésiennes. Au départ, ils occupent des établisse-

ments de pêche saisonniers. Dès 1720, ils sont bien implantés dans la Baie des Chaleurs et voisinent avec les Canadiens dans la Seigneurie de Pabos. Les remous provoqués par la Conquête les poussent à s'installer à Paspébiac une fois la paix revenue (1763). Ils ont fourni au lexique québécois des mots comme *barabois*⁴, *original* et *canoé*. On peut également retracer leur passage aux Méchins⁵. Leur accent chantant est souvent comparé à celui des Provençaux. Pour en avoir une idée plus juste, vous pourrez écouter les monologues d'Abel, un personnage créé par Fernand Alain, lui-même originaire de Paspébiac.

Les Français et les Canadiens français

Les pêcheurs bretons et normands n'ont pas tardé à s'installer après la prise de possession du Canada par Jacques Cartier. Concentrés surtout à Percé et à quelques autres endroits qui deviendront des municipalités sur le littoral nord de la Gaspésie (Anse-au-Griffon, Cap-des-Rosiers, Cap-Chat, Rivière-au-Renard), on leur doit un vocabulaire maritime. Il faut noter que ce trait n'est pas particulier à la Gaspésie mais commun à tous les locuteurs québécois. Il s'agit d'expressions autrefois utilisées par les gens de mer, dont l'usage s'est répandu dans la langue courante. Donc, on *monte* à Québec et on *descend* à Gaspé, non à cause de l'altitude mais bien parce qu'on suit le courant fluvial. Aussi, on *embarque* et on *débarque* de nos voitures comme d'un bateau alors que l'usage moderne veut qu'on monte dans une voiture et qu'on en descende.

Pour leur part, les Canadiens français sont descendus de la vallée du Saint-Laurent et du Bas-du-fleuve; ils ont à peu près les mêmes usages linguistiques que les habitants de ces régions, c'est-à-dire les mêmes façons de nommer les choses. C'est peut-être l'une des raisons qui portent les habitants de Gaspé à dire qu'ils n'ont pas d'accent. Cependant, en raison de l'éloignement de la Gaspésie et de son relatif isolement, les Gaspésiens ont conservé bon nombre de tournures de phrase qui sont moins répandues ou

1. Paspéyas : surnom donné aux habitants de Paspébiac.
2. Cayens : surnom des habitants de Bonaventure faisant référence à leur origine acadienne.
3. Acronyme de *global positioning system*, qui est un système américain de positionnement par satellite.
4. Pour une explication étymologique de ce mot, voir Geneviève Joucas, « Quand étymologie savante et étymologie populaire se confrontent », *Québec Français*, décembre 2001-janvier 2002, pp. 99-101.
5. Nom d'une famille de pêcheurs basques.

oésie

sont en train de disparaître dans le reste du Québec. Ainsi, le préfixe *mal-* accolé à un mot pour créer l'idée contraire en est un bon exemple. D'une personne impatiente, on dira qu'elle est *malpatiente*. Bien que les dictionnaires usuels contiennent plusieurs mots formés de cette façon (malheureux, malappris, malaise), les Gaspésiens continuent à employer ces formes un peu plus anciennes : *malocoeureux*, partir sur le *malbord* (sur le mauvais côté), *malcommode* et *maldire* (médire). Le caractère maritime évoqué plus haut persiste encore de nos jours dans la dénomination de certains établissements. Des organismes comme le Hauban ou la Rade à Gaspé, l'Estran à Grande-Vallée ou le restaurant Cabestan à Percé rappellent notre ascendance maritime. Ajoutons à cela que l'originalité des gens de Petite et de Grande-Vallée les amène à courir sur les *crans*⁶ en attendant le *plain*⁷.

Les Acadiens

Après la Déportation de 1755, plusieurs familles acadiennes trouvèrent refuge dans la Baie des Chaleurs. Les premiers s'installèrent à Bonaventure, nommée à juste titre l'Acadie du Québec. Vers 1763, d'autres essaimèrent à Carleton et Charles Robin ramena des Acadiens déportés pour les installer à Paspébiac. Déjà séparés de la France depuis 1713 (traités d'Utrecht) et isolés de la colonie française établie dans la vallée du Saint-Laurent, les Acadiens ont amené un *butin*⁸ linguistique reconnaissable même pour l'oreille la moins exercée.

L'aspect phonétique est frappant. Contrairement au reste des Québécois et des Gaspésiens, les descendants d'Acadiens prononcent les « t » et les « d » à la française, c'est-à-dire sans consonnes affriquées. Ainsi, le Québécois dira [d₂ur] contrairement à l'Acadien qui prononcera [dur]. On remarque aussi un allongement des voyelles, ce qui rend l'accent chantant. Du côté de Paspébiac et de Newport, les voyelles « i » et « u » sont plus fermées. On pourrait vulgariser le tout en disant qu'elle sont plus pointues.

L'isolement de la colonie et l'origine de ses habitants⁹ ont eu des répercussions sur le lexique. Le français des Acadiens conserve des traits plus anciens et diffère souvent de celui des Québécois. Vous connaissez sûrement la bardane, cette plante velcro qui s'accroche furieusement à votre pantalon? Sur la rive nord de la Gaspésie, où il n'y a pas d'Acadiens, elle est désignée par le mot *toque*, alors que dans la Baie des Chaleurs on utilise *amoureux*. Cette différenciation s'illustre également dans l'utilisation, chez les Acadiens, du mot verne, tandis que les locuteurs québécois emploient *auline*. Et cela a une incidence jusque dans la toponymie. On trouve ainsi la seigneurie des Aulnaies près de Québec et un village appelé l'Alverne dans la vallée de la Matapédia.

Les Anglais et les Irlandais

Les Anglais ne sont pas en reste. À leur contact, bon nombre d'expressions d'origine anglaise se sont graduellement installées dans le vocabulaire des Gaspésiens. Pour eux, le vent du sud-ouest et le casque ciré employé par les pêcheurs est le *sauwest*¹⁰. Ici, les rainettes ne sont pas seulement de petites grenouilles, ce sont également des bottes de pluie portées par les femmes. L'équivalent féminin des « shoes claques » en somme. Il s'agit d'une construction lexicale formée à partir du mot anglais *rain* (pluie) suivi du suffixe français -ette. Il y a aussi les *mitaines* fréquentées par les protestants pour l'office du culte. Pourquoi mitaine? Parce que l'office religieux des protestants est le *meeting* et que les francophones l'ont traduit par le mot français qui s'en approchait le plus, la mitaine. Ces deux exemples illustrent bien le métissage qui s'est formé entre les groupes francophone et anglophone. Il faut aussi mentionner la présence importante d'Irlandais un peu partout en Gaspésie. Pour trouver où ils se sont installés, il suffit de demander aux gens s'ils mangent du ragoût ou du *stew*. Si la réponse est *stew*, il y a des Irlandais dans le coin.

Conclusion

Ce bref tour linguistique ne remplace pas une immersion en terre gaspésienne, car les accents changent au gré des villages, selon l'origine des habitants. Toutefois le patrimoine linguistique gaspésien évolue. Certains mots disparaissent en même temps que leurs utilisateurs. Quant à la langue parlée, elle s'uniformise sous l'influence généralisée des médias (télévision, radio, Internet) qui gommant peu à peu les distinctions entre les Gaspésiens et les Québécois des autres régions. En attendant, lors de votre prochain voyage en Gaspésie, tendez l'oreille... ■

Bibliographie

Fernand Alain, *Les parures d'Abel*, Éditions du Narval, 2001 (disque compact).

Urbain Arsenault, *Patrimoine gaspésien / Baie des Chaleurs*. Montréal, Leméac, 1976. 151 p., ill.

Dictionnaire Historique du Français Québécois, sous la direction de Claude Poirier, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1998, 640 p.

6. Roche coupante sortant perpendiculairement du sol ou falaise.

7. Moment où la marée atteint son plus haut niveau. Par extension, nom donné au rivage.

8. Particulier au lexique acadien.

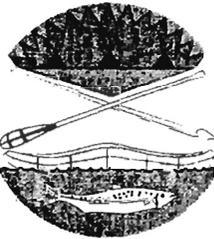
9. Les Acadiens viennent majoritairement du Poitou tandis que les Québécois sont originaires surtout de la Normandie.

10. Les sources consultées ne s'entendent pas sur l'origine de ce mot qui viendrait soit de *sea-west*, soit de *south-west*.





Linguistics Profile The community members of Listuguj speak mainly English and Mi'gmaq. Approximately 10% speak French.



Profil linguistique : Les membres de la communauté de Listuguj parlent principalement anglais et mi'gmaq. Environ 10 % d'entre eux parlent français.

Geographical Location Listuguj is located in the southeastern corner of the province of Quebec along the border it shares with New Brunswick. It is situated along the famous Restigouche River and is spread over 3,663.22 hectares.

Emplacement géographique : Listuguj est située dans la partie sud-est de la province de Québec, le long de la frontière avec le Nouveau-Brunswick sur les rives de la fameuse rivière Restigouche, et couvre une superficie de 3663,22 hectares.

Population The current population is 3,239 members: 2,053 living within the community and another 1,186 living outside of Listuguj.

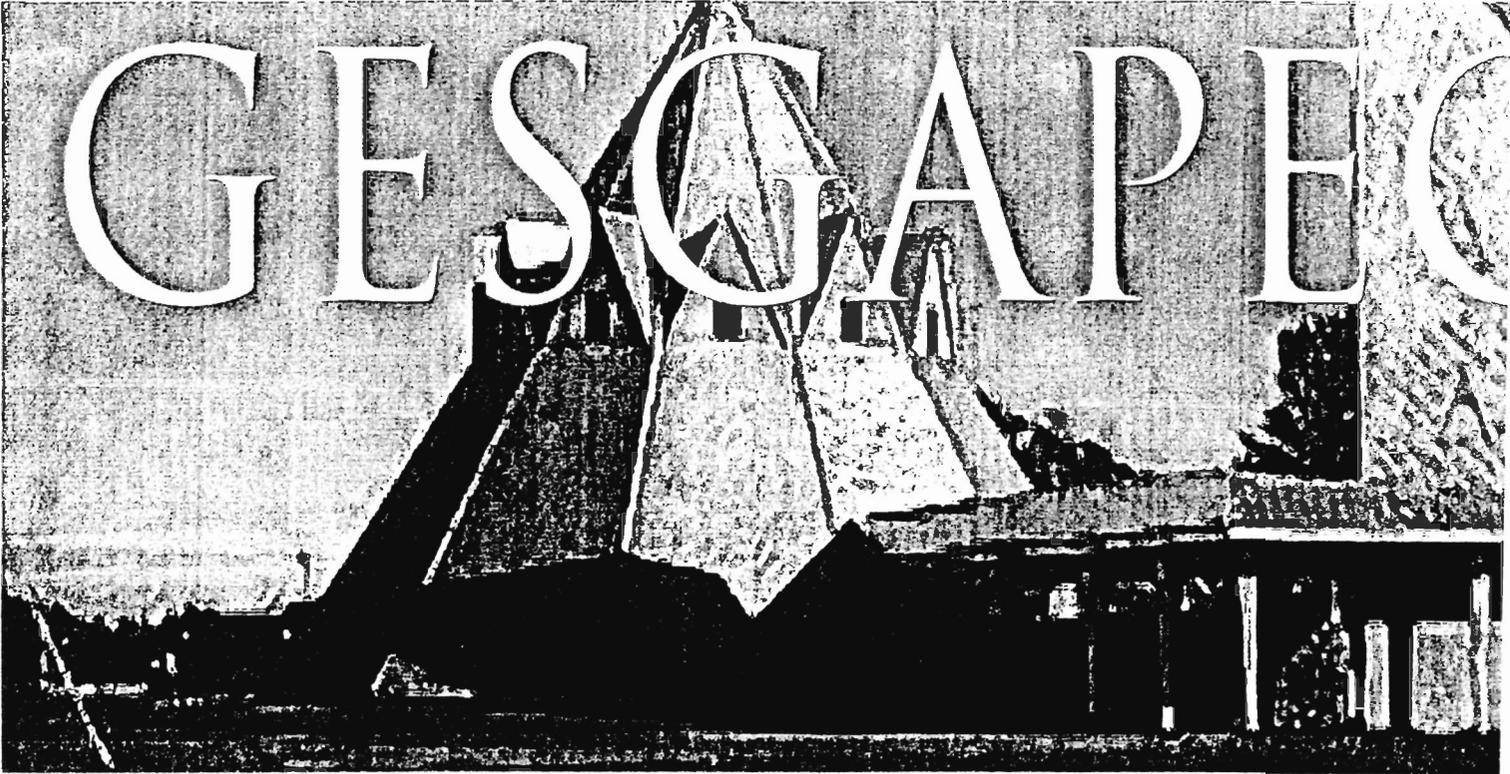
Population : La population actuelle est de 3239 membres; 2053 vivent dans la collectivité et les 1186 autres à l'extérieur de Listuguj.

Community Founded Establishment of a Community Mi'gmaq people crossed over to Listuguj in the year 1745 from the traditional territory of Jigug.

Fondation : Les Mi'gmaq ont traversé à Listuguj en 1745, en provenance du territoire ancestral de Jigug.

Economic Activities Fishing mussels, shrimp and lobster commercially is an important part of the economy in Listuguj. However, salmon fishing has been a traditional activity for Listugujewaqs since time immemorial.

Économie : La pêche commerciale aux moules, à la crevette et au homard est une partie importante de l'économie de Listuguj. Depuis fort longtemps, la pêche au saumon demeure néanmoins l'activité traditionnelle de Listugujewaqs.



Date of creation: The Mi'gmaqs of Gesgapegiag have occupied the actual location of the community since time immemorial.

Political organization: The Chief of this community is John Martin; he works with eight (8) council members.

Geographical location: The Gesgapegiag community is spread over an area of 18,226 hectares. It is located at the foot of a mountain, facing the traditional Baie des Chaleurs.

Population: The population is approximately 1,106 members; 488 live in the community and 575 live outside the community.

Linguistic profile: The majority are tri-lingual speakers.

Economic activities: The salmon fishing has always sustained Gesgapegiag. Members of Gesgapegiag own and operate their salmon management society.

Fondation : Les Mi'gmaq de Gesgapegiag occupent depuis fort longtemps l'emplacement où se trouve toujours leur communauté.

Organisation politique : Le chef de cette collectivité est John Martin et le Conseil est composé de huit (8) membres.

Emplacement géographique : La collectivité de Gesgapegiag s'étend sur une superficie de 18 226 hectares, au pied d'une montagne, face à la traditionnelle Baie des Chaleurs.

Population : La population est d'environ 1106 membres; 488 vivent dans la communauté et 575 à l'extérieur.

Profil linguistique : La majorité parle trois langues.

Économie : La pêche au saumon a toujours été une activité de subsistance à Gesgapegiag. Ici, les membres possèdent et exploitent leur propre société de gestion du saumon.



Creation Date: It seems that the Mi'gmaq of Gespeg have occupied the Gespeg area for numerous centuries however their status was officially recognized by the Federal government in 1972.



Political Organization: The Chief of the community is Richard Jalbert. Le "Conseil de la Nation" is made of eight (8) council members. Gespeg is actually in process of negotiations with self-governance and is in the processing of a land claim.

Population: The population of the community is 692 members; 60% reside in the community and 40% in the great region of Montreal Metropolitan. This exodus is probably due to the lack of territory and the need of work for the members of Gespeg.

Language: The members of this community speak mainly French and English

Economic Activities: The economic activities of this community are varied. After all, the Mi'gmaq from Gespeg live closely with the people from Gaspé so, they are very active in every aspect of that region. The salmon fishing always has been capital for the Mi'gmaq Nation but the mussels, lobster and shrimp fishing are also part of the traditional and commercial activities for this Nation.

Particularity: The community of Gespeg has a particular aspect such as having an elected councilor representing the Gespeg members living in the region of Montreal.

Fondation : Il semble que les Mi'gmaq de Gespeg aient habité cette région durant plusieurs siècles, mais le gouvernement fédéral n'a reconnu officiellement leur statut qu'en 1972.

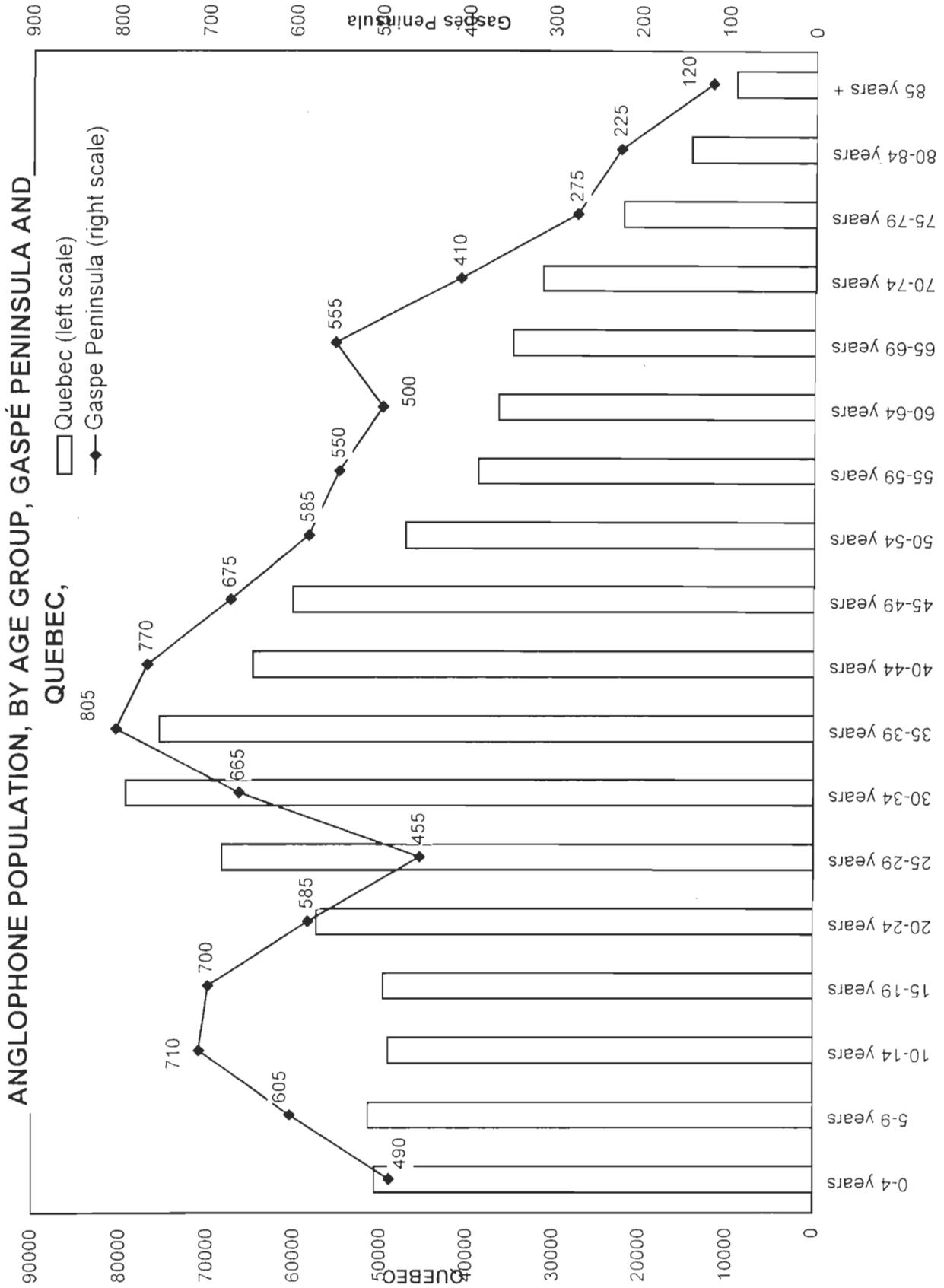
Organisation politique : Le chef de la communauté est Richard Jalbert. Le Conseil de la Nation est formé de huit (8) conseillers. Gespeg mène actuellement des négociations sur son autonomie gouvernementale et a entamé son processus de revendication territoriale.

Population : La population de Gespeg est de 692 membres; 60 % vit au sein de la collectivité et 40 % dans la grande région du Montréal métropolitain. L'exode s'explique probablement par l'absence de territoire et le besoin de travailler.

Langue : Les membres de cette collectivité parlent principalement le français et l'anglais.

Économie : L'activité économique de la collectivité varie. Somme toute, les Mi'gmaq de Gespeg vivent étroitement avec les gens de Gaspé et sont donc très actifs dans tous les secteurs régionaux. La pêche au saumon a toujours été centrale pour la nation mi'gmaq, bien que la pêche aux moules, au homard et à la crevette font aussi partie des activités commerciales et traditionnelles de cette première nation.

Particularité : La communauté de Gespeg a de particulier le fait d'avoir un conseiller élu par les membres de Gespeg vivant dans la région de Montréal.



Québec dit NON à la fermeture de Murdochville

MURDOCHVILLE - Le sort en est jeté; Québec dit NON à la fermeture de Murdochville. Le conseil des ministres a rejeté, mercredi, la demande du maire Marc Minville, et résolu de maintenir la ville ouverte.

KARINE BELLERIVE

Le gouvernement s'était donné 15 jours pour prendre une décision, après que 65 % des citoyens aient voté pour la fermeture lors du référendum qui s'est tenu le 25 août. Deux principaux facteurs ont fait pencher la balance.

"Il existe un certain nombre de municipalités qui vivent des difficultés similaires au Québec. Il est impensable de toutes les fermer. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont démontré leur volonté de se retrousser les manches et de travailler à la relance de la ville. Murdochville n'est pas aussi isolée que l'étaient Gagnon ou Schefferville, qui se trouvaient à 300 ou 400 km d'autres villes plus grandes. Une fermeture irait à l'encontre du développement régional. Le gouvernement est fermement décidé à donner un coup de pouce pour ramener la prospérité dans ce coin de pays", explique Éric Gamache, attaché de

presse du ministre des Régions, Rémy Trudel.

Pas d'indemnité pour les maisons

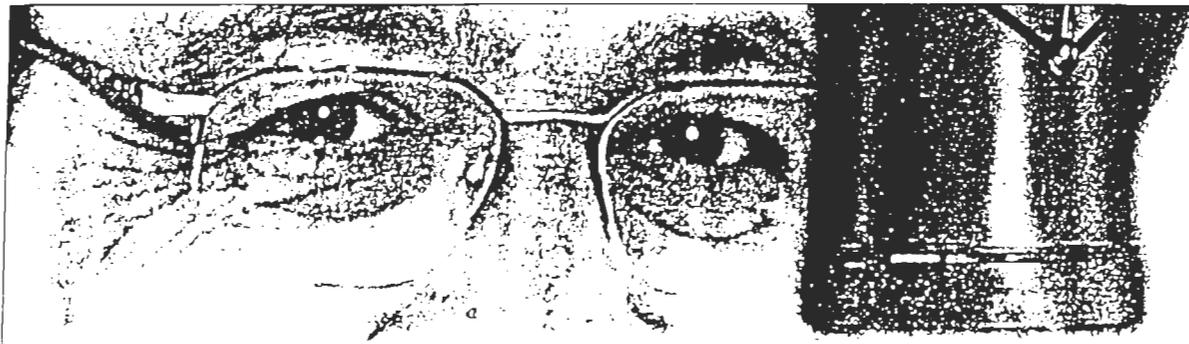
Québec n'a pas non plus l'intention d'indemniser les citoyens pour leurs biens immobiliers. M. Trudel envisage plutôt d'apporter un soutien à ceux qui souhaitent quitter Murdochville, comme à ceux qui veulent rester. Des mesures de transition, qui n'étaient pas clairement définies au moment d'écrire ces lignes mercredi, devraient être mises sur pied. "On peut penser à de la formation pour améliorer l'employabilité des travailleurs. Le comité ministériel, présidé par M. Trudel, continue de travailler sur des projets créateurs d'emploi. Des discussions sont toujours en cours avec des entreprises privées." Le gouvernement refuse toutefois de dévoiler ces projets tant que toutes les ficelles menant à leur réalisation ne seront pas attachées. Notons que Ressource Allican hésite toujours entre la Gaspésie et la Côte-Nord pour l'implantation de son usine de transformation de fer-chrome, un produit employé dans la production d'acier inoxydable. L'entreprise devrait prendre une décision d'ici la fin de l'année.



Le député de Gaspé, Guy Lelièvre, estime que Noranda doit faire plus pour les ex-travailleurs de Fonderie Gaspé. (Photo Karine Bellerive)

Noranda doit faire plus...

Le député de Gaspé, Guy Lelièvre, appelle les citoyens à la solidarité. M. Lelièvre se fait aussi rassurant en ce qui concerne les difficultés qui pourraient affecter certains commerces, dont l'existence est essentielle pour la population. Selon lui, des mesures urgentes seront prises pour supporter les commerçants. Le député estime par ailleurs que Noranda doit faire plus pour les ex-travailleurs de Fonderie Gaspé. Les indemnités accordées par la multinationale totalisent actuellement 15 millions \$.



18 Septembre 2002
hr Phare/Han

Marc Minville est consterné

MURDOCHVILLE - La maire Marc Minville, est consterné par la décision du gouvernement du Québec de maintenir Murdochville ouverte.

KARINE BELLERIVE

M. Minville qualifie le conseil des ministres d'irresponsable et d'inconscient. "Cette décision-là n'est pas démocratique. C'est une décision de personnes qui ne sont pas à l'écoute de la population. Le gouvernement n'a jamais pris la peine de se renseigner sur la façon dont nous allons pouvoir gérer la ville une fois que Noranda ne paiera plus de taxes." Le maire va plus loin en affirmant que le ministre des Régions, Rémy Trudel, est un homme à qui il ne faut pas faire confiance. "Il avait dit, en juin, qu'il y aurait des compensations pour ceux qui veulent partir et pour ceux qui veulent rester. Je l'invite à venir s'expliquer avec la population."

Marc Minville, qui a l'intention de rester maire jusqu'à la fin de son mandat, signale par ailleurs qu'il n'est pas contre la relance. "Ma préoccupation a toujours été le développement économique. Je vais continuer à travailler avec ceux qui vont m'arriver avec des projets pouvant créer 100 ou 200 emplois. Mais je doute qu'il y en ait. Il n'y a jamais eu de volonté politique. Et les petits projets subventionnés ne sont pas payants. Ce qu'il faut aux

travailleurs, c'est un emploi à l'année." Le maire et le comité de citoyens, présidé par Gérald Young, envisagent donc un recours collectif contre le gouvernement et contre Noranda. Une rencontre a déjà eu lieu le 29 août, avec Me Jacques Tremblay. "Nous allons consulter les citoyens pour savoir qui est prêt à s'engager dans ce processus."

Des citoyens se réjouissent

Le porte-parole du comité du Non à la fermeture, Jean-Yves Bernatchez, se réjouit de la décision du gouvernement. "Tous ceux qui veulent rester sont très satisfaits ! Les gens de l'extérieur aussi sont rassurés que Québec décide de maintenir la ville ouverte. D'un autre côté, c'est normal que ceux qui souhaitent partir soient frustrés parce qu'on leur avait fait miroiter des indemnités allant jusqu'à 100 000 \$ pour leurs maisons." M. Bernatchez estime que le maire doit réévaluer sa position. "Il s'est confronté aux intervenants de la région, dont l'ensemble des maires de la MRC, au gouvernement et aux investisseurs potentiels. Il n'a plus aucune crédibilité."

En ce qui concerne le travail à accomplir au cours des prochains mois, M. Bernatchez estime que les gens qui veulent vraiment œuvrer pour le développement économique de Murdochville vont le faire avec davantage de confiance.

18 sept. 2002
Le Pharillon



La Laiterie Baie-des-Chaleurs ferme ses portes

CARLETON - Considérée comme le fer de lance du développement agroalimentaire en Gaspésie, la Laiterie Baie-des-Chaleurs a fermé ses portes le 26 janvier privant ainsi 17 personnes de leur travail.

Alain Lavoie

L'entreprise de transformation du lait, la seule dans l'Est de la province, avait démarré ses activités en force le 16 février 1998 en écoulant plus de 50 000 litres de

rentabilité se situait entre 55 000 et 60 000 litres/semaine.

Le réveil a été brutal pour les 31 producteurs de lait de la région qui ont mis, ensemble, 300 000 \$ dans l'aventure. La faillite totalise pour les trois dernières années plus de 1,2 million de dollars.

Une mort annoncée

Quelques mois après son lancement, l'entreprise gaspésienne qui commercialisait les produits Petit Jour éprouva des difficultés qui

très ardu et le mauvais contrôle de la qualité de nos produits, dès le début des opérations, aura été le poids le plus lourd à porter."

Cette dernière pointe aussi comme responsable de cet échec le système dans lequel la transformation laitière évolue. "C'est un système qui ne laisse pas place aux produits régionaux. Un système où les ristournes qui doivent être versées aux chaînes et aux détaillants est démesurées." Suzanne Lamy soutient que pour avoir accès à de "l'espace-tablette" dans les épiceries, la laiterie aurait dû défrayer quelques millions de dollars. Chose qu'elle ne pouvait pas faire.

Deux ou trois partenaires ont pourtant tenté de sauver la laiterie de la faillite depuis 18 mois. Il semble qu'aucune entreprise n'était intéressée à cause du volume beaucoup trop petit et des coûts pour l'espace-tablette dans les marchés d'alimentation. La concentration des décisions au niveau des marchés d'alimentation québécois n'a pas aidé non plus.

Solidarité... boycottage

Le boycottage des produits de la laiterie lancé par certains élus des MRC de l'Est de la Gaspésie a fait mal à l'entreprise, croit la présidente Lamy. Dans ce territoire, les ventes de l'entreprise ont chuté de manière importante. Les décisions



La Laiterie Baie-des-Chaleurs située à Carleton en Gaspésie ferme ses portes en fin de semaine privant ainsi 17 travailleurs leur gagne-pain. (Photo Collaboration spéciale Alain Lavoie)

"Le boycott à partir de Chandler jusqu'à Gaspé a fait baisser les ventes de 50 % [sur ce territoire]. Ce fût le coup fatal."

L'appel au boycott des produits Petit jour avait été lancé l'automne dernier à la suite de la décision des maires de la Baie-des-Chaleurs de faire traiter les déchets recyclables de cette région à Matane plutôt qu'à Grande-Rivière. "On a un goût amer. On est déçu et

Fédération de l'UPA. Nic Lapointe qui affirme aussi que comme intervenants sociaux économiques, nous ne pouvons pas être solidaires. On ne devrions démissionner de postes."

Chez les producteurs de lait de la Gaspésie, on espère maintenir qu'une entreprise puisse reprendre la relève et relancer la laiterie.



Le vice-président de la Compagnie des producteurs de lait, Fernand N. Boudreau, la présidente de la compagnie, Suzanne Lamy et la présidente de la Fédération de l'UPA de la Gaspésie-Îles, Nicole Lapointe. (Photo collaboration spéciale Alain Lavoie)

lait par semaine sur le seul territoire de Nouvelle à Paspébiac. Au cours des dernières semaines, les ventes de lait plafonnaient à envi-

branla la confiance des consommateurs. "Nous avons commis des erreurs à cause de notre manque d'expertise, dit la présidente de la compagnie Lamy. Le recu-

9-A

Opinion du lecteur

Les chicanes ont eu raison de Laiterie Baie-des-Chaleurs

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet de la MRC de
Bonaventure

La décision que vous avez prise
il y a de cela quelques mois au
sujet du recyclage aura finale-

ment eu raison de notre
Laiterie.

Et ce n'est que le début ; combi-
en d'entreprises subiront le même
sort, combien d'entreprises ne
s'installeront jamais dans la
région parce que vous leur donnez

raison de croire que les citoyens
de la Gaspésie et leurs élus ne
sont même pas capables de se
supporter entre eux.

Les maires, vous nous avez
placés dans un beau merdier et le
pire c'est que vous essayez de

faire croire à la population que
votre décision n'a aucunement
influencé les déboires de la lai-
tererie. Vous refusez d'admettre vos
erreurs et c'est un manque de
respect flagrant envers les
citoyens.

De plus, cette décision n'a pas
été prise de façon démocratique
car la grande majorité des
citoyens n'avait pas de problème
avec une hausse de taxes de 10
cents par semaine.

Domage que vos petites chi-
canes et politicailleries aient rai-
son de ce qui aurait pu être la
démonstration d'une belle réus-
site collective. L'un de vos man-
dats en tant qu'élu est de soutenir

et d'encourager le dévelo-
pement régional, vous avez ra-
coupé et franchement
méritez plus d'occupe-
r le poste.

Une question en ten-
tant comme la collecte d'ordures
fera désormais qu'au
cours de quelques
semaines, est-ce que notre
de taxes sera modifié ?
pourquoi l'argent ainsi é-
levé n'aurait pas pu servir à
combler la différence entre l'offre de
services et celle de Grande-Rivière
et de la Gaspésie ?
Un citoyen concerné pas son
voisinage en Gaspésie.

Miche
Saint-

OPINION

Adieu lait, beurre et fromage de chez nous

Lundi matin, 29 janvier 2001. La nouvelle de la fermeture de la laiterie Baie des Chaleurs m'a fait mal, comme consommatrice et comme productrice agricole. Adieu lait, beurre, fromage de chez nous. Je suis en deuil. Cette fermeture me fait me questionner sur la possibilité d'avoir en Gaspésie une économie prospère et des entreprises viables dans le domaine agro-alimentaire.

Depuis deux ans, le plan de développement de l'UPA-MAPAQ, entériné par le CRCD, nous suggère de grossir nos entreprises pour être plus rentables et mieux positionnés sur les marchés. Quels marchés ? Celui de l'exportation à tout prix ? (nul n'est prophète en son pays, c'est bien connu). Les producteurs de lait perdent leur laiterie, les producteurs de céréales 20 dollars par tonne exportée hors région, les producteurs de fruits et légumes doivent presque donner leurs produits quand les grandes chaînes d'épicerie font des spéciaux avec la surproduction des autres régions, etc.

Malgré tout, je fais partie des quelque 300 producteurs agricoles gaspésiens qui ont un rêve. Mais jusqu'à quand ? Il faut croire qu'encore trop peu de gens sont conscients de la force économique engendrée par l'agroalimentaire. J'avais des projets. Je les ai encore. Mais valent-ils tout le temps, l'argent et l'effort que j'y mettrai si on ne les achète pas ? Poser la question c'est y répondre. Comme me disait un homme voilà trois ans : la Gaspésie, c'est très beau, mais s'il n'y a que ça...

Carole Chartier, Caplan

LES ORIENTATIONS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

*Malheureusement toujours
en vigueur*

Par: Benjamin Higgin
Fernand Marti
André Raynauld

Rapport soumis au Ministère de l'Expansion économique régionale, le 21 février 1970

EXTRAITS DE "LES ORIENTATIONS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC" PAR: Benjamin Higgins, Fernand Martin et André Raynauld, déposée au Ministère de l'Expansion économique régionale le 21 février 1970

Toute politique régionale au Québec doit tenir compte de Montréal, tant à cause de sa dimension que de sa position géographique dans la province (page 54)

La position de Montréal serait que sa croissance rapide est un signe de vitalité et que si les autres régions du Québec ne croissent pas, cela est dû à des caractéristiques endogènes à ces régions. Selon cette dernière interprétation, une province qui a la chance d'avoir une grande agglomération dynamique peut du moins l'utiliser pour y déverser les surplus de population produits par les régions anémiques; autrement ces surplus de population doivent, soit émigrer dans d'autres provinces, ou aux États-Unis, ou bien végéter sur place. (page 55 et 56)

Même si de nouveaux emplois sont créés à Montréal, cela ne veut pas dire qu'ils ont été enlevés au reste de la province, car le choix est souvent entre la province de Québec et la province de l'Ontario. De sorte que si Montréal est le seul endroit où il y a suffisamment d'économies externes pour permettre à l'entreprise de soutenir la concurrence des entreprises de l'Ontario, il semble plus rationnel d'avoir cet emploi à Montréal qu de ne pas l'avoir du tout. (page 59)

Il faut se souvenir que Montréal est la seule ville québécoise qui a des relations importantes avec le reste du Canada et avec les États-Unis. En d'autres termes, c'est notre seul centre, suffisamment concurrentiel pour envahir les marchés interprovinciaux et internationaux. Or, les entreprises innovatrices et exportatrices ont besoin d'une longue liste d'économies externes dont l'intensité augmente avec la dimension de la ville. Nous sommes plutôt portés à penser que, sans le pouvoir financier et industriel d'une masse importante comme celle de Montréal, la province de Québec n'aurait pas été capable de rivaliser avec l'ensemble torontois, de sorte qu'aujourd'hui elle serait encore en grande partie agricole, parsemée de petites villes minières et d'usines de papier où les américains s'approvisionneraient. Nous serions la Saskatchewan de l'Est. (page 60)

Nous croyons que la concurrence est plutôt interprovinciale qu'interrégionale au Québec. Ces constatations devraient être prises en considération dans l'élaboration d'une politique de développement régional au Québec. Notre analyse suggère que le renforcement de la position concurrentielle de toutes les régions, y compris Montréal, s'impose beaucoup plus que les tentatives d'influencer les localisations à l'intérieur du Québec. En d'autres termes, ne pas favoriser Montréal ne réglerait pas les problèmes des régions..... une politique de décentralisation industrielle au Québec contribuerait à ralentir non seulement la croissance de la région de Montréal et diminuerait sa capacité de générer les économies externes susceptibles d'améliorer sa position concurrentielle, mais en fin de compte tout ralentirait au Québec. (page 76)

Le revenu moyen de la région administrative de Montréal est de deux fois et demie celui de Gaspésie/Bas St-Laurent. Cette concentration de groupes sociaux désavantagés dans certaines sous-régions de la province constitue le point de départ d'une politique de développement régional du

Québec.

Mais c'est important à la fois de ne pas perdre de vue le fait que dans la province de Québec la misère est principalement un problème urbain. Il y a plus de pauvres, selon la définition du Conseil économique du Canada, dans la région administrative de Montréal que dans toute autre région administrative de la province, simplement parce que presque la moitié de la population de la province habite la région de Montréal. (page 96)

Nous sommes intéressés par le bien-être des hommes, pas des territoires. La réduction des écarts régionaux n'a aucune signification directe pour le bien-être d'une société; c'est simplement que les disparités régionales sont des indications que tout ne marche pas bien dans l'économie, et que peut-être le bien-être de la société souffrirait si rien n'est pas fait pour améliorer la situation. Les vrais objectifs sont l'élimination de la misère, la réduction des écarts économiques et sociaux entre les groupes sociaux, et l'accélération du développement économique de l'économie québécoise dans son ensemble..... Il serait possible d'atteindre tous ces objectifs par un transfert de population des régions pauvres aux régions riches, avec une augmentation marquée en bien-être pour toute la société,..... Il y a bien sûr des coûts sociaux aux mouvements de population, qui sont discutés plus loin; mais il faut toujours comparer les coûts aux bénéfices; et il est toujours possible qu'une politique de maximisation du coefficient bénéfices/coûts nous amènerait à encourager la migration des régions pauvres aux régions riches, pour obtenir une amélioration importante de la situation sociale. (page 99 et 100)

Dans les Pays avancés et démocratiques le principe de base de la politique sociale consiste dans l'égalisation des services publics partout dans le pays, quelle que soit la richesse respective des diverses régions. Ce principe ne tient pas à une analyse étroitement économique, mais les auteurs de ce rapport considèrent qu'il serait souhaitable d'appliquer ce principe dans la province de Québec. Il est même possible qu'une telle politique agirait sur le pouvoir d'attraction de certaines régions actuellement désavantagées et par conséquent réduirait les écarts régionaux. Il faut cependant admettre que l'amélioration de l'éducation, de la santé publique, ou même les communications ne suffiraient pas pour attirer les entreprises aux régions très défavorisées. Nous ne devons donc pas fonder une politique d'égalisation des services publics sur les exigences du développement régional. Ce n'est d'ailleurs pas nécessaire puisque les raisons sociales suffisent amplement. (page 100)

L'explication et l'écart de revenu entre le Québec et l'Ontario ou le Canada sont reliés dans une certaine mesure au problème de la pauvreté et de la stagnation des sous-régions désavantagées du Québec..... Une différence fondamentale demeure entre une politique de réduction des disparités entre le Québec et l'Ontario et une politique de réduction des disparités entre la Gaspésie/Bas St-Laurent et Montréal. Une solution au problème de la situation relativement désavantagée du Québec par une réduction de la population totale est impensable. Car l'échelle des transferts de population nécessaire serait trop grande et une telle solution est politiquement impensable. Mais la réduction de la population de la Gaspésie/Bas St-Laurent n'est pas du tout impensable. C'est une question des coûts sociaux du mouvement d'un côté et des différences en occasions d'emploi de l'autre. (page 102)

Le problème de l'expansion économique régionale au Québec ne consiste pas dans la tendance à l'agglomération. Le vrai problème est différent et plus grave. Ce n'est pas que l'expansion de l'économie montréalaise "étouffe" le reste de la province, mais que l'activité économique, et

spécialement les entreprises dynamiques, se déplace du Québec vers l'Ontario. Toutes les villes québécoises, Montréal incluse, sont en train de perdre des activités économiques au profit des autres villes et régions spécialement en Ontario, et surtout à Toronto et à sa "couronne" des plus petites villes très dynamiques. En termes de notre modèle, il y a un transfert des investissements développementaux du Québec vers l'Ontario, et par conséquent une accélération de l'expansion de toute l'économie ontarienne, et un ralentissement de l'expansion de toute l'économie québécoise. (page 134)

Pour l'essentiel, nous proposons aux pouvoirs publics un double pari. Un pari d'ordre économique sur l'innovation et le progrès, nous conduisant inévitablement à favoriser les grands ensembles; un pari d'ordre culturel sur la capacité de réussir des francophones du Québec.

Parier sur l'innovation et le progrès signifie concrètement que les efforts de développement pour le Québec doivent porter sur la région de Montréal. Cette région est le seul foyer autonome de dynamisme dans la province de Québec. Par ailleurs, elle consiste un pôle relativement faible et menacé qu'il est urgent de consolider si l'économie de l'ensemble du Québec doit demeurer dans l'orbite des grands courants nord-américains. (page 135)

Nous croyons que l'expansion économique de l'espace de Montréal jouerait en faveur des Canadiens de langue française à plusieurs points de vue. Il est clair que l'augmentation de la population dans la région proviendrait en majeure partie de la croissance démographique interne et des migrations en provenance du reste de la province. Si jamais il y a eu des craintes quant à l'équilibre linguistique de la région, une politique de développement comme celle que nous proposons garantirait le maintien de cet équilibre sinon un changement marqué favorable aux francophones. (page 148)

L'orientation majeure des politiques de développement régional du Québec consiste, à notre avis, à renforcer et à consolider l'espace économique de Montréal. (page 140)

À nos yeux, l'orientation fondamentale étant de concentrer les efforts sur l'espace économique de Montréal, les autres régions doivent être considérées comme des régions de croissance dont l'avenir dépend, premièrement de leur capacité à exploiter les changements dans la demande mondiale et deuxièmement de leur intégration progressive dans les circuits en partance de Montréal. (page 143)

... une sagesse élémentaire pourrait être de reconnaître et d'admettre franchement qu'il n'y a pas d'autre pôle de développement au Québec que Montréal et aucun autre pôle de croissance. En d'autres termes, on ne peut pas raisonnablement espérer qu'un investissement dans une ville autre que Montréal élève plus que proportionnellement le niveau moyen de revenu d'emploi dans la province. Il est concevable que dans des régions particulièrement en retard, un tel processus réduise encore le revenu per capita de ceux qui restent à la campagne, dans les villages ou les petites villes. Et si personne, sauf les personnes âgées, les malades, les gens insuffisamment éduqués et les enfants demeurent dans les régions périphériques, il est évident que le revenu moyen en dehors de la ville va diminuer.

Il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région peu développée en attirant la population dans une ville dynamique; l'essentiel des progrès passés s'est effectué

précisément ainsi. Mais si tel est notre but, il faut être clair à ce propos et s'assurer que cela s'effectuera à une échelle suffisamment élevée pour éviter d'accroître la misère de ceux qui restent. Dans le cas de Sept-Iles, il n'y a aucun besoin et aucune raison de vouloir vider la région périphérique. La stratégie consiste plutôt à identifier les chômeurs de la région et à établir les raisons de ce chômage. Ensuite, un programme d'investissement public et privé peut-être établi pour la ville-programme comprenant de la formation et de l'éducation pour retirer ce surplus de main-d'oeuvre de l'hinterland (arrière-pays). (page 145 et 146)

Quant à l'entreprise canadienne-française, elle est à se bâtir présentement et rien, dans ce que nous proposons, ne pourrait lui être plus favorable. S'il est exact que les grandes agglomérations génèrent des économies externes, s'il est exact que pour progresser l'entreprise doit compter sur des ressources techniques, scientifiques, financières et créatrices, l'entreprise canadienne-française ne fait pas exception et elle aussi tirera avantage à se rapprocher du seul grand ensemble urbain du Québec qu'est Montréal. Elle aussi tirera avantage à s'insérer dans les circuits d'échange, à s'associer à d'autres grandes entreprises et à exploiter les grands marchés. A dire vrai, c'est une condition certaine de survie; ce n'est pas un danger à redouter.

On comprendra mieux à ce stade-ci, la nature des paris que nous avons annoncés au début de ce chapitre. Le développement régional pour nous ne consiste pas à clôturer les champs; il consiste à se donner les moyens de vaincre la concurrence et d'exploiter les véritables atouts qu'un peut avoir dans son jeu. Ces atouts se trouvent à Montréal. A nous de jouer. (page 149)

Les Gaspésiens, victimes de génocide économique

GASPÉ - Un comité populaire nouvellement formé, L'Action des patriotes gaspésiens, entend mener des actions éclairées au cours des prochains mois pour obliger les gouvernements québécois et canadiens à cesser leur génocide économique contre les gaspésiens.

Luc Tremblay

L'Action des patriotes gaspésiens s'est donné comme mandat de dénoncer les injustices, protéger les familles gaspésiennes et leurs biens, en plus d'exiger une réparation pour les préjudices subis depuis 30 ans. Le porte-parole du groupe, Gaston Langlais, les deux membres de gouvernement susceptibles de génocide économique. Il affirme pouvoir mener que des actions planifiées pour but d'appauvrir la région

au profit de Montréal et de sa banlieue.

M. Langlais cite notamment une étude produite en 1970 par le ministère de l'Expansion économique régionale du Québec. L'étude dit notamment que " toute politique régionale devra tenir compte de Montréal ". On peut aussi y lire : " Les vrais objectifs sont l'élimination de la misère, la réduction des écarts économiques et sociaux entre les groupes et l'accélération du développement économique de l'économie québécoise dans son ensemble. Il serait possible d'atteindre tous ces objectifs par un transfert de population des régions pauvres aux régions riches. (...) La réduction de la population de la Gaspésie/Bas-St-Laurent n'est pas du tout impensable... "

M. Langlais donne aussi en exemple l'attitude du gouvernement fédéral dans le dossier de

l'aéroport de Gaspé. " Quand on met des millions pour refaire l'asphalte de la piste trois fois depuis sa construction, sans jamais vouloir l'allonger d'un pouce, c'est quoi, sinon de l'obstruction au développement économique ? "

S'inspirer des Amérindiens

Le mouvement L'Action des patriotes gaspésiens a été formé en décembre dernier. Après quelques réunions, et sans avoir mené de campagne publique de recrutement, il compte plus de 200 membres. Parmi les membres fondateurs, notons la présence de gens d'affaires et d'enseignants tels que Jean-Louis Mauger, Gilles Jean, André Méthot, Jean-Paul Leblanc, François Lapierre et Gaston Langlais.

Le plan d'action du groupe promet d'être extrêmement percutant. Ses membres refusent toutefois d'en dévoiler les détails, pour

ne pas nuire à leurs chances de réussite. Gaston Langlais dit que les membres ont besoin d'une ou deux semaines supplémentaires afin de terminer la préparation des dossiers. Il mentionne toutefois que L'Action des patriotes gaspésiens pourrait s'inspirer des tactiques de pression amérindiennes, qu'il qualifie d'excellentes.

Se donner de l'espoir

L'un des membres dirigeants du mouvement, Gilles Jean, affirme que les membres puisent leur motivation en observant la situation économique désastreuse de la région. " La situation a beaucoup de conséquences. Le taux de suicide et les faillites sont en hausse énorme. Rien qu'à Chandler, je prévois au moins une centaine de faillites d'ici quelques mois. "

Un autre membre, André Méthot, parle lui aussi de désastre.

" La situation a toujours été difficile. Mais au moins, dans les années 1970 et 1980, l'argent roulait un peu. Par nos actions, on veut redonner de l'espoir à la population, ce qu'on n'a plus eu le privilège de vivre depuis longtemps. "

Le député en désaccord

Sans aucune surprise, le député de Gaspé à l'Assemblée nationale, Guy Lelièvre, a complètement démenti les allégations du groupe. " Il n'y a pas de plan caché en ce qui concerne notre gouvernement pour nuire à la Gaspésie. On ne veut pas fermer la région. Au contraire, on est prêt à investir dans sa relance et à être partenaire avec les entreprises. C'est la conjugaison de toutes les forces de tous qui va donner une image positive à la Gaspésie. " Guy Lelièvre dit craindre que des tensions internes puissent décourager certains investisseurs de s'établir dans la région.

Am

RAYMOND GIREUX

Leil, lundi 27 janvier 87

Régions: débranchons le poumon artificiel!

que chaque patelin a le droit de vivre indépendamment des circonscriptions démographiques et économiques. Il constitue un véritable cul-de-sac. Il faudra bien sortir un jour», soutient l'icône démographe et économiste Georges Mathews dans un article du plus récent *Recherches sociologiques** aux conclusions hautement provocatrices et à l'encontre de la rectitude politique.

Débranchons donc le poumon

artificiel qui maintient en vie ces arrière-pays étalés de l'île d'Orléans à la pointe de Gaspé, pour axer le combat pour le développement sur le cœur de ces régions. Les premiers grands technocrates et planificateurs des années soixante tenaient le même discours, avant de voir leurs efforts freinés par une nouvelle classe de dirigeants plus sociaux que froidement rationnels.

Ce «thème à la mode» du déclin des régions, selon l'expression de Mathews, amplifie et déforme la réalité démographique québécoise. Il soutient que le phénomène, en réalité, touche seulement trois régions périphériques (Côte-Nord, Gaspésie et Bas-Saint-Laurent) totalisant 6% de la population du Québec. Exception faite des orgueils locaux blessés, il n'y

aurait donc pas de quoi fouetter un chat ou écrire à sa mère.

Mathews s'insurge en outre contre l'approche spectaculaire du Conseil des affaires sociales dont son étude désormais classique intitulée «Deux Québec dans un» met sur un même pied de détresse: les quartiers les plus défavorisés de Montréal et les MRC périphériques. «Ces deux entités géographiques accusent une chute de population, mais la signification en est radicalement différente dans l'un et l'autre cas», écrit-il.

Le mouvement de dépopulation, dans le trou du beigne montréalais, signifierait en réalité une augmentation de la qualité de la vie pour ceux qui y demeurent. Les gens partent non pour

l'autre bout du monde, mais pour d'autres quartiers de la même région métropolitaine.

De plus, la densité moyenne de population, dans les quartiers les plus anciens, reste nettement plus élevée que dans les nouvelles banlieues. Ce ne sont pas des zones abandonnées à l'image de si nombreux centre-villes américains. Il y a dépeuplement et dépeuplement!

Dans ce contexte, tous les efforts officiels pour attirer des immigrants en région se révèlent futiles. L'immigration internationale concerne seulement Montréal, et cela demeurera ainsi «quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse». On ne transplante pas un Vietnamien ou un Salvadorien à

Une
politique
d'immigration
utopique et
élitiste

Cabano ou au royaume de l'Anse Saint-Jean!

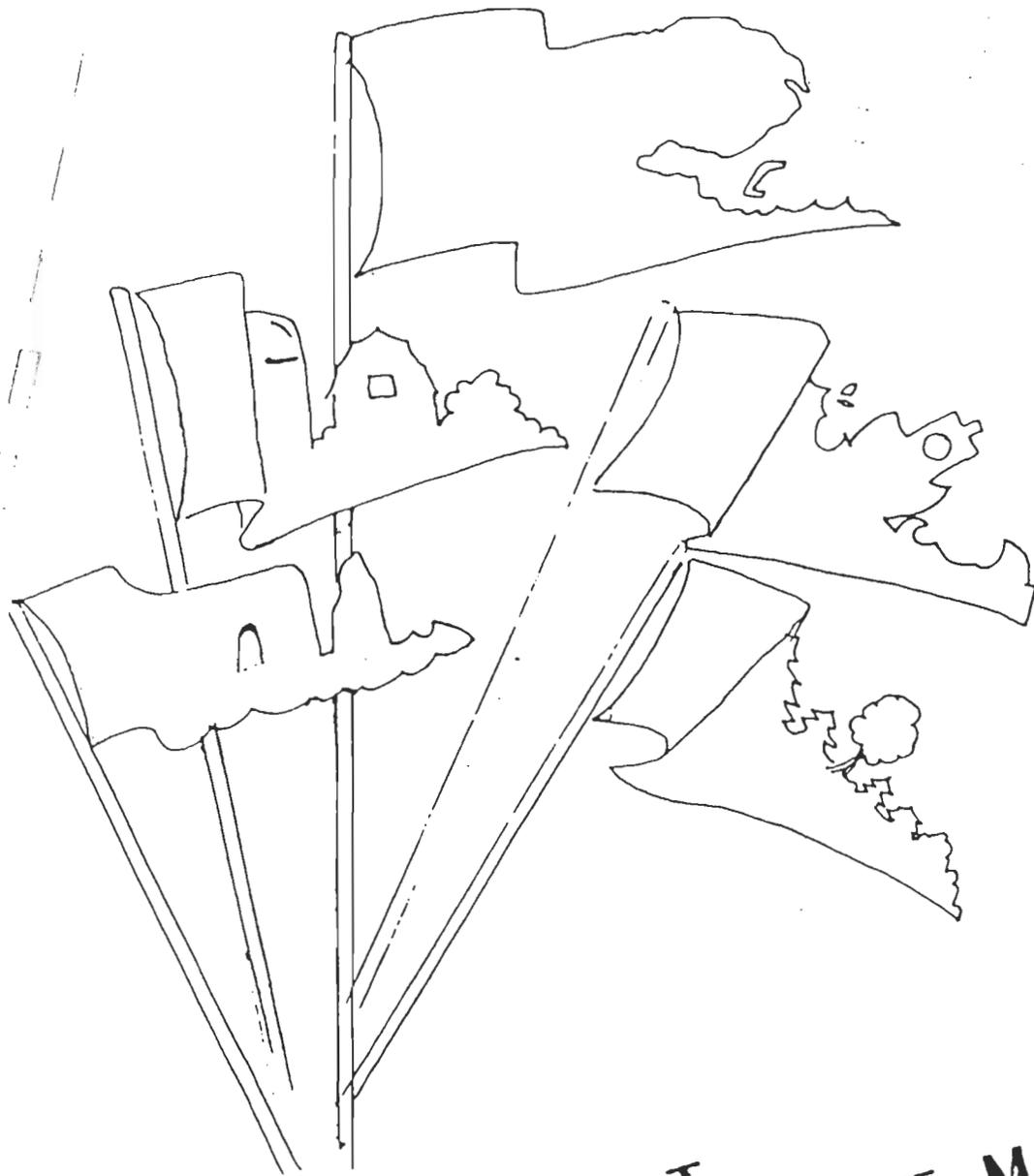
L'anthropologue Myriam Simard, de l'INRS-Urbanisation, qualifie d'ailleurs dans un autre article de cette même revue la politique québécoise de régionalisation de l'immigration d'utopique et élitiste. L'État devrait assurer d'abord le développement régional, les immigrants, «si entrepreneurs et branchés soient-ils sur des créneaux innovateurs et des réseaux internationaux», ne pourront assurer à eux seuls la revitalisation et de repeuplement de nos campagnes.

Comme quoi un débat n'est jamais clos!

*Recherches sociologiques, vol. XXXVII, n° 3, 1996. Département de sociologie, Université Laval, 228 pages.

ron
d

S DE
JRES



R UN APPUI CONCRET
RALLIEMENT GASPÉSIE ET MADELINOT

CHANTIER

GRANDES LIGNES DE L'HISTORIQUE DU RALLIEMENT GASPÉSIEN ET MADELINOT

Janvier 1989: Le rapport «Deux Québec dans un» du Conseil des affaires sociales.

Décembre 1989: 65e congrès général de l'U.P.A.

3, 4, et 5 février 1991: **États généraux du monde rural**

Thème: «Tant vaut le village, tant vaut le pays»

2 avril 1991: Monseigneur Bertrand Blanchet produit un document qui a été lu et étudié en comité par MRC par plusieurs Gaspésiens et Gaspésiennes, Madelinots et Madelinienes, il s'agit de: «La Gaspésie a-t-elle un avenir?».

26 mai 1991: **Ralliement de Chandler**

En cette date historique du 26 mai 1991, plus de sept mille cinq cents personnes sont réunies à l'aréna de Chandler pour dire qu'elles en ont assez des problèmes de mal développement dont souffre notre région et affirment tout haut leur volonté de prendre en main l'avenir de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Toutes les stations de radio gaspésiennes diffusaient l'événement.

Mai 1991: **La suite du grand Ralliement**

Première rencontre du comité de coordination provisoire du Ralliement gaspésien et madelinot. Le comité de coordination de l'époque s'est formé principalement avec les organisateurs communautaires des C.L.S.C., des représentants de l'U.P.A. et de Mgr. Blanchet.

1992: Chantier 1992 : on assiste à la formation de comités locaux
Planter des arbres pour souligner le 1er anniversaire
Grand Rassemblement à St-Octave-de-l'Avenir

1993: Rêve dirigé dans les écoles

1994: Structures, mission, membres, ouverture d'un bureau
Première assemblée générale

10 juin 1995: Deuxième assemblée générale à Petite-Vallée

25 mai 1996: La fête du 5e anniversaire à Pabos

26 mai 1996: Troisième assemblée générale

14 juin 1997: Quatrième assemblée générale

23 mai 1998: Cinquième assemblée générale

La Presse
Plus Samedi 15 août 1998 B1

Deux siècles de requêtes

TYPE: Chronologie, éphémérides, etc.
LONGUEUR: Moyen
CENTRE D'INTÉRÊT: Frontières, territoire, etc.; Relations autochtones/gouvernement; Autochtones, amérindiens, etc.; Exploration forestière et forêts; Industries du bois; Émeutes, manifestations, etc.; Histoire, archéologie et généalogie; Pêche; Fraudes
CENTRE GÉOGRAPHIQUE: Bas Saint-Laurent/Gaspésie
ENTREPRISE: GDS (Groupe)

1750: Les nomades micmacs choisissent la rive nord de la rivière Restigouche comme lieu de rencontre.

1766: Ils demandent en vain au gouvernement anglais de leur céder 20 000 acres de terres, deux fois la superficie actuelle de la réserve.

1780: Un loyaliste obtient le territoire du village de Pointe-à-la-Croix, soit 2000 acres, ce qui marque le début des luttes territoriales.

1786: Le gouvernement de Québec forme la Commission d'examen des revendications et griefs des Micmacs de Restigouche.

1787: Un arpenteur fixe la limite de la réserve, celle du boulevard Interprovincial, toujours reconnue.

1819: La Commission d'enquête sur la question des terres en Gaspésie se rend à trois reprises à Restigouche.

1825: Thomas Busted obtient les terres à l'ouest de la réserve.

1961: Un ethnologue américain avance que les terres des Busted lui sont louées par le grand chef micmac. C'est une des thèses du traditionaliste Gary Metallic, l'homme d'affaires qui se présente comme le chef héréditaire des Micmacs et qui orchestre la crise des barricades. Celui-ci invoque aussi

un jugement de la Cour suprême de Colombie-Britannique pour fonder les droits de coupe réclamés.

1972 à 1992: Premier règne du chef Ronald Jacques, revenu au pouvoir cette année. L'homme de 62 ans possède une petite scierie, un garage et des autobus scolaires. Il a été condamné à huit mois de prison en 1988 pour fraude et a payé de multiples amendes pour avoir fabriqué de faux documents. Il est présentement accusé d'avoir agressé sexuellement une mineure.

1981: La Sûreté du Québec saisit du matériel de pêche sur la réserve parce que les Micmacs font illégalement le commerce du saumon. Le père du conseiller dissident Kenneth Mitchell est tué lors de violents affrontements.

1993: Brenda Gedeon-Miller déloge Jacques à la tête du conseil de bande. Elle le fait accuser de fraude, mais son rival est acquitté en 1996. Miller est réélue en 1996.

1996: Les Micmacs pêchent illégalement, le homard et les pétoncles. Gary Metallic est chargé des pourparlers avec le gouvernement. Son cousin Wendall est condamné au criminel pour s'en être pris à des agents de Pêches et Océans.

1996: Gary Metallic veut intervenir dans le Renvoi sur la souveraineté pour préserver le territoire micmac si le Québec se sépare.

1997

- Les policiers et le conseil de bande ne reconnaissent plus l'autorité de la SQ ni celle de la GRC. Henry Mitchell, ex-chef de police et frère du conseiller dissident Kenneth Mitchell, fait pleuvoir les contraventions.

- Le conseil de bande de Miller et Gary Metallic aménagent une carrière de sable et coupent du bois sur les terres des Busted. Ils sont poursuivis au civil, mais Metallic contre-attaque en y allant de sa propre poursuite, alléguant que la famille Busted contrôle illégalement son terrain depuis 1801.

- Ronald Jacques conteste la dernière élection et parvient ainsi à redevenir chef du conseil de bande. Il s'oppose bientôt aux Metallic en prenant le contrôle du bingo de l'entreprise Jigul, créé pour assurer le développement économique de la réserve. Il congédie aussi plus d'une centaine d'employés de la réserve, dont Henry Mitchell, qui avait enquêté sur les allégations de fraude contre lui.

1998:

- Le chef Jacques est arrêté par la SQ avec 12 pêcheurs pour avoir jeté illégalement leurs filets.

- Les frères Metallic, leur cousin Gary et leurs alliés se mettent à couper du bois sans permission sur des terrains de la Couronne, comme d'autres Micmacs l'ont fait au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement somme les entreprises de cesser de faire affaire avec eux. Le 26 juillet, les traditionalistes réagissent en empêchant les employés de la scierie GDS de rentrer au travail. Le 6 août, à la suite d'un ultimatum de Québec, ils dressent leurs barricades. Le 9 août, le conseil de bande et le gouvernement signent une entente, immédiatement rejetée par les rebelles. Le 14, ces derniers lèvent de nouveau le nez sur une entente bonifiée, qu'ont pourtant «négociée» pour eux les quatre dissidents du conseil de bande, après avoir fait poireauter des heures le ministre Guy Chevrette.

Source: Bulletin de la société historique Machault

DOC. #:980815LA053

Le Devoir
Les Actualités Mardi 18 août 1998 A1

Les Micmacs lèvent les barricades
«Nous avons gagné cette bataille»
Hébert, Michel
PC
Listuguj

TYPE: Nouvelle
LONGUEUR: Moyen
CENTRE D'INTÉRÊT: Autochtones,
amérindiens, etc.; Frontières, territoire, etc.;
Relations autochtones/gouvernement;
Exploration forestière et forêts; Industries
du bois; Émeutes, manifestations, etc.
CENTRE GÉOGRAPHIQUE: Bas
Saint-Laurent/Gaspésie
ENTREPRISE: GDS (Groupe)

Les rebelles micmacs ont enterré la hache de guerre et levé les barricades sur la route 132, à Pointe-à-la-Croix, en Gaspésie, hier soir.

Des dizaines de personnes se sont précipitées sur les monticules de terre désertés par les Warriors. Hommes, femmes et enfants arrachaient à qui mieux mieux branches, feuillages, drapeaux. À coup de pelles et de pioches, on déplaçait la terre en attendant l'entrée en scène des béliers mécaniques.

L'accès à la scierie GDS étant dégagé, la centaine d'employés de l'homme d'affaires Guido Deschênes ont pu reprendre le travail ce matin. —

C'est autour d'un feu symbolique que les clans rebelles de la réserve de Listuguj ont accepté les termes de l'entente arrachée au conseil de bande par les dissidents de Gary Metallic, qui obtiennent de substantiels droits de coupe sur la forêt gaspésienne.

«Nous avons gagné cette bataille. Les compagnies ont ouvert la porte, nous l'ouvrirons plus largement l'an prochain.

— Nous venons marquer le pas pour les autres nations autochtones du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et d'ailleurs qui, comme nous, veulent sortir du carcan de la Loi sur les Indiens», a

déclaré Gary Metallic, entouré d'une centaine de ses partisans, rassemblés à quelques pas des barricades.

Pour l'essentiel, l'entente conclue avec le chef Ronald Jacques fait en sorte que les clans associés à Gary Metallic héritent de la moitié des droits de coupes accordés aux Micmacs de Listuguj, soit 15 000 mètres cubes de bois d'une valeur marchande de 750 000\$.

Le conseil de bande a cédé les 5000 mètres cubes de bois que lui avait accordé Québec et qui s'ajoute aux

10 500 mètres cubes dont disposaient déjà les entrepreneurs associés aux Metallic.

Aux 110 emplois prévus par les accords précédents, s'ajoutent encore dix emplois auxquels est assujettie une enveloppe de 100 000\$. Globalement, les Micmacs auront donc conclu avec le gouvernement une entente à plusieurs volets d'une valeur de 2 millions. En plus, ils obtiennent la «totale immunité» pour les actes criminels qui ont été posés depuis un mois, a indiqué Allison Metallic, dissident du conseil de bande.

Ces gains sont bien loin des revendications de Gary Metallic. *«C'est vrai mais c'est une première étape, a-t-il expliqué hier soir. Des négociations auront cours cet automne et l'hiver prochain, nous demanderons plus. Nous voulons une part plus grande de cette industrie.»*

Si ces négociations ne débouchent pas sur une entente globale accordant aux Micmacs un droit de regard sur les terres forestières de la Gaspésie, *«on fera une deuxième ronde, dit-il, on verra si le gouvernement du Québec veut vraiment donner aux Micmacs leur juste part de cette ressource. Mais nous pouvons garder la tête haute parce que nous avons gagné cette bataille»*, a-t-il lancé à ses partisans.

Les événements de la journée n'annonçaient pas un tel dénouement. Gary Metallic et ses alliés tenaient mordicus à la tenue d'un référendum portant sur les offres du ministre Guy Chevrette.

Ils menaçaient de maintenir les barricades sur la route 132 tant et aussi longtemps que le chef Ronald Jacques n'accepte cette consultation.

En fin d'après-midi, après deux heures de délibérations, les dissidents avaient un accord de principe sous le bras. «*Nous avons une entente*», disait simplement le chef Jacques.

Le conflit micmac venait ainsi de prendre fin après un mois de barricades, de menaces et de guerre verbale. Il restera aux clans opposés de la réserve à panser les blessures causées par les injures lancées de part et d'autre.

DOC. #:980818LE002

Projet Harmonie Inter-communauté : Ensemble contre nos préjugés

par Sophie Cléroux et Sonia Tengelsen

Dans la région de la Gaspésie, la communauté autochtone anglophone de Listuguj et la communauté non autochtone francophone de Pointe-à-la-Croix sont géographiquement séparées par une route. Cette proximité géographique, jumelée à la disparité culturelle des deux collectivités, amenaient de façon récurrente des problèmes de racisme, d'intimidation et de harcèlement. Grâce à l'initiative de réconciliation des deux parties, la maison des jeunes L'Accès-Jeunes de Pointe-à-la-Croix, en collaboration avec le Département des services communautaires de Listuguj, a mis sur pied le projet Harmonie inter-communauté.



L'initiative a débuté par l'embauche d'un coordonnateur pour faire le pont entre les deux communautés. Un comité, constitué de représentants de la Sûreté du Québec, de la Police amérindienne, du Conseil de la région, de la Municipalité de Pointe-à-la-Croix, des services sociaux, des écoles et des maisons de jeunes, a également été formé afin de favoriser les relations entre les leaders et les intervenants des deux communautés. Le comité a réussi à établir un consensus autour des problématiques liées aux jeunes, ce qui a permis d'élaborer et d'actualiser un plan d'action sur des activités préventives, éducatives, sociales et culturelles.

Ainsi, quelque 700 jeunes de 5 à 19 ans ont bénéficié de l'initiative qui inclut la préparation d'un traité entre des élèves et des ateliers de



sensibilisation sur le racisme. Ces activités ont permis une plus grande connaissance et acceptation de leurs cultures respectives, favorisant un rapprochement entre les gens et des relations plus saines entre les communautés.

À la suite du projet, on a constaté une diminution des comportements racistes, des tensions sociales et de la violence verbale et physique chez les jeunes. « Avant le projet, il n'était pas rare qu'une vingtaine de jeunes autochtones intimident des jeunes non autochtones pour s'approprier le parc de planches à roulettes où ils se trouvaient, et que ceux-ci rétorquent en volant et en faisant du vandalisme dans la communauté autochtone. Grâce à ce projet, cette forme d'intimidation et de violence a beaucoup diminuée, » a déclaré Mme Dominique Bouchard, initiatrice du projet. On a également remarqué une meilleure communication entre les différents services et intervenants des deux communautés.

Harmonie inter-communauté a su rassembler un grand nombre de partenaires, dont la Stratégie nationale pour la prévention du crime de Sécurité publique et Protection civile Canada, en collaboration avec la Sécurité publique du Québec. En 2003, l'initiative a d'ailleurs reçu le Prix d'Excellence du Réseau québécois de Villes et Villages en santé, à titre de projet s'étant distingué entre autres pour la concertation entre ses différents partenaires.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Pierre Vicaire, coordonnateur du projet, au (506) 789-3152.

Partenariat rural canadien | Équipe rurale du Québec

HORIZON RURAL

HM 2005



Assemblée



Mi'gmawei Mawiomi Secretariat
Strategic Planning, October 24-25th 2001



Mi'gmawei Mawiomi Secretariat
Strategic Planning, October 24-25th 2001

Le Secrétariat du Mi'gmawei Mawiomi, représentant les trois communautés Mi'gmaq du Septième District, dirige de nombreuses réunions et séances d'éducation publique. Dans les pages suivantes, vous trouverez de l'information sur les rencontres, les ordres du jour, les calendriers d'exécution et des liens aux dates de réunions.

Les traditions orales de notre peuple remontent au temps où le Créateur a mis nos ancêtres sur notre territoire; nous comptons bien perpétuer le processus de diffusion d'une information à jour et pertinente par le biais de rencontres en face-à-face et qui devraient aboutir à un dialogue et à des échanges constructifs et informatifs. Ces rencontres nous offriront l'occasion de vous consulter sur des questions cruciales, et à ce sujet, vous pourriez nous guider et nous appuyer.

Nous comptons honorer notre tradition de respect envers les aînés en leur donnant voix au chapitre durant les réunions, tout comme nous l'accorderons aussi à chaque personne qui nous fera l'honneur d'assister à l'une de nos réunions au programme. Ces réunions prendront des formes et des appellations diverses. La forme la plus courante que nous avons choisi de vous présenter s'appellera « assemblée de consultation communautaire ». Ces assemblées se tiendront à intervalles plus fréquents dans chacune des trois communautés des premières nations, à Listuguj, à Gesgapegiag et à Gespeg. Chaque année, nous planifierons un plus important Mawiomi (rassemblement) des membres à la manière de l'assemblée générale annuelle des Mi'gmaq de Gespe'gewa'gi, et qui rappelleront les assemblées du printemps qui remontent loin chez nos ancêtres. En outre, les chefs en assemblée ont mandaté deux comités de travail sur la forêt et les pêches, qui se réuniront périodiquement. Nous afficherons sur notre site Web l'ordre du jour et le compte rendu de ces importantes réunions. Nous espérons que vous participerez avec nous à la reconstruction de notre nation.

RÉPARTITION DE LA POPULATION MICMAC PAR PROVINCE AU RECENSEMENT DE 1996

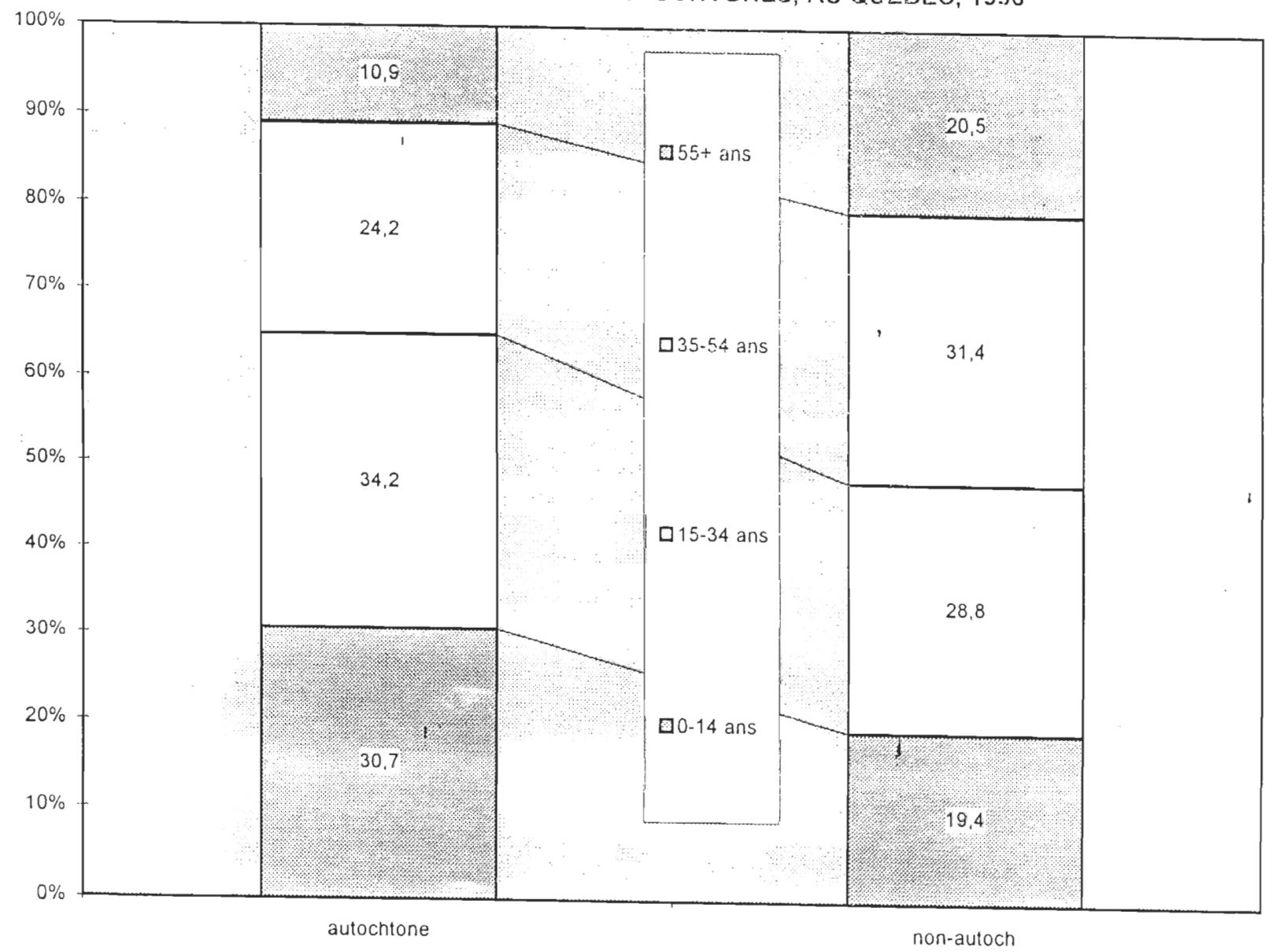
	Micmac Total	vivant dans une réserve	vivant hors réserve
Canada	20830	12140	8690
Terre-Neuve	2590	670	1925
Île-du-Prince-Édouard	405	205	200
Nouvelle-Écosse	8820	6740	2080
Nouveau-Brunswick	4380	2860	1520
Québec	2810	1660	1145
Ontario	1050	0	1050
Manitoba	135	10	135
Saskatchewan	20	0	20
Alberta	320	0	315
Colombie-Britannique	275	0	265
Yukon	0	0	10
Territ.Nord-Ouest	20	0	20

EN POURCENTAGE DES 20830 MICMACS DU CANADA

	Micmac Total -	vivant dans une réserve	vivant hors réserve
Canada	100,0	58,3	41,7
Terre-Neuve	12,4	3,2	9,2
Île-du-Prince-Édouard	1,9	1,0	1,0
Nouvelle-Écosse	42,3	32,4	10,0
Nouveau-Brunswick	21,0	13,7	7,3
Québec	13,5	8,0	5,5
Ontario	5,0	0,0	5,0
Manitoba	0,6	0,0	0,6
Saskatchewan	0,1	0,0	0,1
Alberta	1,5	0,0	1,5
Colombie-Britannique	1,3	0,0	1,3
Yukon	0,0	0,0	0,0
Territ.Nord-Ouest	0,1	0,0	0,1

SOURCE: STATISTIQUE CANADA, RECENSEMENT DE 1996
COMPILATION: DRHC GASPÉ

RÉPARTITION (EN %) DE LA POPULATION SELON LES GROUPES D'ÂGE, AUTOCHTONE ET NON-AUTOCHTONES, AU QUÉBEC, 1996



source: Statistique Canada, Recensement de 1996
compilation: DRHC Gaspé

OUR COMMUNITY

The English-speaking communities of the Gaspé are dispersed over the peninsula, which often influences conditions affecting personal, community and professional life. The entire population of the Gaspé Peninsula has been steadily declining over the past 25 years.

Between 1996 and 2001, the population decreased by 7.8%, the largest decline of all administrative regions of the province of Quebec. The English-speaking community, which once totaled 50% of the population, now totals less than 10%. Youth exodus, a low birth rate and assimilation of English-speakers have contributed to a decline of the population of the English-speaking community.

The total population of the four MRC's of the Gaspé Coast (Avignon, Bonaventure, Le Rocher Percé and La Cote de Gaspé with English as mother tongue is 8,055. Of this population, 4,320 individuals are unilingual English and 3,705 speak both English and French.

The Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine administrative region now has the highest unemployment rate in Quebec. Work is mostly seasonal and dependent upon the primary sector and development of natural resources (fishing, agriculture, forestry and mining). The first quarter of 2003 stood at 19.9%, a year-over-year decrease of three percentage points. However, this was still the highest unemployment rate of any region in Quebec, with the provincial unemployment rate currently at 8.6%.

Close to 30% of residents receive personal income from government programs, compared with just over 16% in the province as a whole. The region receives almost 5% of Quebec benefit payouts, even though the population only makes up 1.4% of the population.

Contrary to the provincial norm, English-speaking Gaspesians are generally less educated than French-speaking Gaspesians. Twenty-nine percent (29%) of English-speaking Gaspesians do not have a secondary school certificate and only 4% have completed a university degree.

The residents of the Gaspésie are faced with many challenges including population decline, youth exodus, dependency on government support and a precarious labour market. For English-speaking Gaspesians the challenges increase, compounded by poverty, isolation, language barriers and lack of English resources.



MISSION / MANDATE

Mission

CASA, the Committee for Anglophone Social Action, is a non-profit community organization dedicated to serving the English-speaking population of the Gaspé Coast by representing the community's interests and designing and delivering programs that respond to its needs.

Mandate

CASA was established in 1975 to meet the challenges that the English-speaking population residing on the Gaspé Peninsula faces. CASA's objectives are:

- To protect and promote the interests of the English-speaking population of the Gaspé.
- To encourage the development of a sense of responsibility to the community at both local and regional levels among all citizens, and to encourage the full use of human resources.
- To recognize the value of and to stimulate public and private interests and concern in all matters relevant to CASA with an aim to increase participation of the general population in the definition of their requirements and desires.
- To assure that the English population receives adequate services and communications of all kinds throughout the Gaspé.
- To be a resource centre for citizens and organizations interested in helping improve the social, cultural and economic life of the area as it affects the English-speaking population.
- To support organizations and activities dedicated to preserving and developing the variety of cultures present within the English-speaking communities of the Gaspé.
- To facilitate and promote participation in multi-cultural events, and to encourage greater participation in Quebec society.

MISSION / MANDATE

Mission

CASA, the Committee for Anglophone Social Action, is a non-profit community organization dedicated to serving the English-speaking population of the Gaspé Coast by representing the community's interests and designing and delivering programs that respond to its needs.

Mandate

CASA was established in 1975 to meet the challenges that the English-speaking population residing on the Gaspé Peninsula faces. CASA's objectives are:

- To protect and promote the interests of the English-speaking population of the Gaspé.

Gaspé.

- To encourage the development of a sense of responsibility to the community at both local and regional levels among all citizens, and to encourage the full use of human resources.
- To recognize the value of and to stimulate public and private interests and concern in all matters relevant to CASA with an aim to increase participation of the general population in the definition of their requirements and desires.
- To assure that the English population receives adequate services and communications of all kinds throughout the Gaspé.
- To be a resource centre for citizens and organizations interested in helping improve the social, cultural and economic life of the area as it affects the English-speaking population.
- To support organizations and activities dedicated to preserving and developing the variety of cultures present within the English-speaking communities of the Gaspé.
- To facilitate and promote participation in multi-cultural events, and to encourage greater participation in Quebec society.

HISTORY

A Brief History

'The Birthplace of Canada'

The Mi'kmaq occupied this land centuries before the first Europeans arrived and were probably the first Native Americans to have regular contact with Europeans. This may have occurred as early as the 11th century with the early Viking settlements on the coast of North America. The Mi'kmaq were skilled huntergatherers, attuned to the shifting, seasonal resources of the area and were noted for their fishing skills and their distinctive birch bark canoes that were capable of crossing open water.

1534 Jacques Cartier finds a safe harbour in Gaspé Bay and erects a cross, claiming the land for King Francis I of France. This marks the beginning of French presence in North America.

1750's Channel Island immigrants begin to arrive in the Gaspé.

1758 The British raid the Gaspé Coast under General James Wolfe and take command of many French settlements in the region.

1760 Acadian refugees begin to arrive in the Restigouche area and gradually move eastward to Chaleur Bay settling mainly in Tracadieche (Carleton), Bonaventure and Paspebiac. The British win the Battle of the Restigouche, the last naval battle between France and England for possession of the North American continent.

1760's Fishermen from Newfoundland, Ireland and the American Colonies begin to settle in the Percé area and inhabit Bonaventure Island.

1763 The Gaspé officially becomes a part of the 'province of Quebec.'

1767 Charles Robin, a native of the Channel Islands arrives in Paspebiac and sets up a fishing establishment, eventually building a monopoly.

1770 Shoolbred & Smith (British businessmen) receive a large grant of land in Restigouche and set up a salmon exporting business, bringing in a number of men from Aberdeen, Scotland to work as fishermen, coopers and packers. Pirates from the American Colonies attack and destroy the operation a few years later and the Scottish settlers move eastward along the Coast.

1777 One of the first recorded sailing vessels to be built on the Gaspé Coast was constructed in the Chaleur Bay area by Louis Vachon. From that date until 1925 there were at least 600 hundred sailing ships built on the Coast. This estimate does not include the many whaling ships built in and around the Gaspé Bay area during the 18th and 19th centuries.

during the 18th and 19th centuries.

1784 Following the end of the Revolutionary War, the Loyalists – British Americans who had remained loyal to the British Crown after the 13 American colonies gained their independence – arrive and establish farming communities mainly in New Carlisle, New Richmond and Douglastown.

1796 The first post office is established in Carleton.

1816 A famine strikes the Gaspé Coast in the winter of 1816-1817.

1820 Scottish settlers begin to make their way to the Coast, often sailing back to Canada on privately owned vessels that had carried cargos of lumber, fish and furs to Great Britain.

1825 A smaller group of settlers come to the Coast after losing their homes and livelihood in the Great Miramichi Fire, which destroyed thousands of acres of woodland and all homes and buildings on the north side of the Miramichi River for hundreds of miles in all directions.

1840 Waves of Irish immigrants arrive in the 1840's when potato crops failed in Ireland.

1847 Irish brig Carricks carrying Irish immigrants to Montreal, is destroyed during a storm at Cap des Rosiers, with a loss of 120 lives. Some passengers survive and settle in the area.

1850 All communities make up a total population of less than 20,000, of whom half are English-speaking. The population is primarily located in the Chaleur Bay area.

1906 The Bonaventure and Gaspé Telephone Company is founded.

1911 The railway from Matapedia to Gaspé is completed.

1914 On October 3, the 1st Division of the Canadian Expeditionary Force sails from Gaspé Harbour bound for Europe. It is the largest convoy to ever sail from Canadian waters, consisting of 32 transport ships and 7 warships. The vessels carry a total of 30,617 officers and soldiers and 7,679 horses, as well as other equipment for the war effort.

1920 In the late 1920's, a road (Highway 132) is finally completed encircling the entire peninsula.

1922 René Lévesque is born in Campbellton, N.B. to parents living in New Carlisle, where René grows up. He later becomes a war correspondent and then enters politics, becoming premier of Quebec for the Parti Québécois.

1940 Gaspé Bay becomes a strategic spot for the Ministry of National Defence during World War II.

1942 The Battle of the Gulf of St. Lawrence takes place. German U-boats sink 23 ships between 1942 and 1944. The HMCS Fort Ramsay naval base is inaugurated in Gaspé. A German spy, Werner von Janowski, is captured in New Carlisle and later used as a double agent in Canada and Britain.

1951 Roads are first opened in the winter.

1954 Wilbert Coffin is found guilty of the murder of three American hunters and sentenced to death by hanging. Coffin is hanged at Montreal's Bordeaux prison on February 10, 1956.

1955 Noranda begins mining copper ore in the Gaspé, starting a period of growth and employment for the new town of Murdochville.

1970 The establishment of Forillon National Park in 1970 was preceded by the confiscation of property and expropriation of several families that had settled within the boundaries of the eventual park. Families were forced to re-settle in the surrounding areas.

1971 Bonaventure Island is purchased by the Quebec government who expropriate the entire island. Parc national de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé is created in 1985 and is now one of the largest bird sanctuaries in the world.


TRANSPARENCY SWITZERLAND

Section suisse de Transparency International
Forum contre la corruption

Embargo: 3 juillet 2003, 9h

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Transparency International publie pour la première fois aujourd'hui le
Baromètre mondial de la corruption 2003

Berne, le 3 juillet 2003 – La corruption a-t-elle une influence sur la vie personnelle et familiale ? Ou son effet sur le climat des affaires reste limité ? En Suisse, corruption et politique sont-ils liés ? Comment se comporte la Suisse dans le cadre de la comparaison internationale ?

A ces questions répond le « Baromètre mondial de la corruption » qui est publié pour la première fois cette année par l'organisation internationale de lutte anti-corruption Transparency International (TI). Le Baromètre mondial de la corruption 2003 est, après le Corruption Perceptions Index (CPI), le Bribe Payers Index (BPI) et le Global Corruption Report, le nouvel instrument développé par TI qui vise à mesurer et à comparer la perception de la corruption dans différents pays. Les données pour le Baromètre mondial de la corruption 2003 proviennent d'un sondage réalisé sur mandat de TI par Gallup International en 2002 auprès de 40' 000 personnes dans 47 pays différents.

Les résultats de ce sondage montrent que : en Suisse, un dixième des personnes interrogées estiment que la corruption a une répercussion importante sur leur vie personnelle et familiale. En ce qui concerne le climat des affaires, la valeur est plus élevée : 86% des personnes interrogées estiment que la corruption exerce une influence importante (50%) ou même très importante (36%) sur le monde professionnel suisse. Seuls 14% des interrogés ne croient pas à une influence des pratiques de la corruption dans le monde des affaires suisse. La vie politique n'est également pas épargnée par la corruption : la majorité des personnes interrogées (80%) pense que la corruption joue un rôle important dans la politique. Cette estimation est confirmée par d'autres résultats. A la question : « Si vous aviez une baguette magique et pouviez éliminer la corruption de l'une des institutions existantes, telle que la police, la douane, les tribunaux ou les services médicaux, quel serait votre premier choix ? » ce sont les partis politiques qui prennent la première place.

A coté des résultats pour la Suisse, le Baromètre mondiale de la corruption 2003 comprend également les résultats de 46 pays comme l'Argentine, l'Allemagne, l'Angleterre, le Japon, l'Inde, le Nigeria, la Russie, l'Afrique du Sud et les USA.

Pour des informations complémentaires sur le sujet, veuillez vous adresser à M. Philippe Lévy, président de Transparency Switzerland, tél. 076 383 09 35 ou à Mme Zora Ledergerber, coordinatrice de projets, tél. 076 339 41 18.

Transparency International (TI) est la seule organisation non-gouvernementale qui se consacre exclusivement à la lutte contre la corruption dans le monde entier. TI a été fondée en 1993 et a son siège à Berlin. Elle compte aujourd'hui plus de 80 sections nationales, dont une en Suisse.

Vous trouverez davantage d'informations sur TI sur le site **Erreur! Signet non défini..**

Transparency Switzerland (T-CH) est la section suisse de TI. Elle a été fondée en tant qu'association en 1995. T-CH se compose d'un comité directeur, d'un secrétariat et d'environ 100 membres. T-CH est d'ailleurs indépendante et neutre sur les plans politique et confessionnel.

Nos objectifs

T-CH a pour objectifs la lutte et l'endiguement de la corruption en Suisse. Les groupes cibles sont donc l'administration publique, les entreprises et les privés.

L'information, la prévention et le lobbying sont au centre de notre travail. Nous n'accusons pas directement des personnes ni ne cherchons à attribuer la faute à certaines organisations ou entreprises. Au contraire, notre but est de sensibiliser les représentants de l'Etat, des entreprises et des organisations d'entraide par des actions constructives.

De ce fait, nous encourageons des pratiques de transparence au sein de l'économie privée ainsi que dans l'administration publique, l'adoption de codes de conduite par les entreprises, l'admission des clauses d'intégrité pour les marchés publics et l'élaboration d'une législation efficace en la matière.

Nous organisons aussi des conférences et des workshops autour de thèmes liés à la corruption.

TRAVAUX SECONDAIRES

1.2 L'HISTORIQUE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES

Il est intéressant de voir à travers le temps l'évolution des efforts et des moyens mis en place par les gouvernements pour tenter de favoriser le développement des régions.

Le point que nous trouvons important dans ces étapes chronologiques gouvernementales du développement régional est que: « le premier mouvement pour favoriser le développement des régions est initié par un regroupement de chambres de commerce en 1946.

Dès cette époque, la participation populaire est déjà très dynamique. Si nous regardons d'autres mouvements de développement, tels que les soulèvements populaires dans la Matapédia, qui initialisent le début des travaux sylvicoles avec les gouvernements, suite à un rapport présenté par la population, nous constatons que *les initiatives populaires peuvent donner des débouchés extrêmement intéressants.*

Constat sur le développement régional

Nous présenterons les moments marquants de la situation du développement régional au Québec. C'est en 1946 que les premières expériences dans le domaine du développement régional prennent naissance. À ce moment, le secteur privé des chambres de commerce a créé les premiers conseils économiques régionaux (CRE). C'est en fait, un regroupement de divers représentants d'organismes intéressés par le développement.

Au palier local, il y a, à cette époque, l'existence des conseils de comté qui regroupent les municipalités locales à l'exclusion des cités et des villes. Leur travail se limite à assurer un minimum de coordination et d'arbitrage entre les municipalités locales.

En 1956, on assiste à la création du Conseil d'orientation économique du Bas-St-Laurent. C'est le mouvement pionnier de l'action sur le territoire en matière de développement régional. L'adoption a eu lieu en 1957, lors d'un arrêté en conseil créant le comité ministériel d'aménagement (CMAR) en 1957. En 1962, ce comité ministériel est revitalisé, et crée le comité permanent de l'aménagement des ressources (CPAR).

De 1962 à 1964, le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ) tente de procéder à la préparation d'un Plan. Celui-ci s'engage dans un plan global de développement avec le document de base en vue de la planification. Plus tard, il y a une décision et la création de l'OPDQ en 1968. Un de ces mouvements a de la difficulté avec les concepts au niveau de la planification du développement et de l'aménagement.

En 1961, le gouvernement du Canada adopte et sanctionne la Loi sur la remise en valeur ainsi que l'aménagement des terres agricoles (ARDA). En 1962, une entente fédérale provinciale est signée pour trouver d'autres usages pour les terres peu productives et accroître le revenu. L'embauche dans les régions rurales est à développer ainsi que la conservation des ressources en eau et en sol.

Au palier régional, suite à l'étude effectuée en 1956 par un groupe de professeurs de l'Université Laval pour le Conseil d'orientation économique du Bas-St-Laurent, le BAEQ est créé en 1963. Le

bureau d'aménagement de l'Est du Québec a pour mandat de définir un plan global du développement pour la région de l'Est du Québec.

Le BAEQ émet les propositions de programmation en 1966. L'accord auquel les deux gouvernements aboutirent entre 1968 et 1973 ne reprend que partiellement leurs propositions. Plusieurs millions sont en question, mais en réalité, une faible partie de ces montants constituait un apport financier additionnel. Le BAEQ proposa, entre autre, l'implantation dans la région d'une structure administrative gouvernementale déconcentrée et légère. L'Office de développement de l'Est du Québec (ODEQ) est chargé de coordonner, en région, l'intervention des ministres qui prennent à leur charge l'exécution du Plan. La stratégie gouvernementale consistera à activer l'économie déficiente des régions et à offrir des services publics mieux adaptés. C'est aussi l'époque des réformes dans le domaine de la santé et de l'éducation pour assurer l'équité pour tous les citoyens. Au palier local dans les années 1950, 1960 et 1970, il y a eu l'ère de la problématique des fusions municipales. On prétend, à cette époque, qu'il y a lieu de réduire le nombre des intervenants municipaux et qu'il est désirable de constituer des unités territoriales mieux adaptées à la gestion de différents services et des équipements en consolidant les municipalités par le regroupement. On y suggère, selon la mode qui prévaut dans plusieurs pays d'Europe, une démarche de planification verticale allant du haut vers le bas et où chaque plan doit être conforme au plan du niveau supérieur.

Évolution au cours des années 1970

Cette période se divise en deux phases distinctes : de 1970 à 1976 et de 1976 à 1980.

L'OPDQ, étant responsable d'administrer les ententes fédérales-provinciales de développement, est forcé de s'impliquer dans la mise en œuvre de programmes tels que des missions de planification régionale.

Du côté fédéral, la création du ministère de l'Expansion Économique Régionale (MEER) commande à un groupe d'économistes, Higgins, Martin et Raynauld, de produire une étude qui devait lui fournir un modèle de développement. Cette étude prétend que la faiblesse économique du Québec réside dans la faiblesse de son seul pôle de développement et que toute amélioration de la situation concurrentielle de Montréal contribuerait à l'amélioration de la performance sur l'ensemble du Québec.

Au cours des vingt dernières années, le gouvernement du Québec et les intervenants en matière de développement économique ainsi que le développement régional oscillent entre la lutte aux disparités, entre les régions et la croissance globale à l'échelle de tout le Québec. Cette nouvelle approche amène la fin de toute référence à la concertation des organismes de l'État pour se donner des objectifs communs de développement régional.

Toutefois, les missions de planification régionale restent un moment important dans l'histoire du développement régional au Québec. Malgré des mises de fonds relativement faibles consenties par les gouvernements, ces missions n'ont qu'un impact très relatif. Par contre, c'est sous

l'impulsion des missions que les régions vont se doter chacune d'une structure de consultation et de participation permettant de mieux encadrer les efforts à la régionalisation de l'appareil de l'État, à la déconcentration de plusieurs ministères et à une plus grande visibilité des interventions gouvernementales en région.

C'est dans ce contexte que naît la conscience rurale sous le mouvement de l'Opération-Dignité, en 1972 dans l'Est du Québec. Ce mouvement a réussi à bloquer la réalisation d'un programme gouvernemental qui a pour objet de fermer certaines paroisses dites marginales.

D'autre part, dans le village des missions, il y a eu l'implantation d'un appareil gouvernemental de coordination en région. La création de conférences administratives régionales (CAR) en 1975, sont instaurée dans le but d'améliorer la coordination ministérielle. On procède à l'intégration au sein du ministère du Conseil exécutif de deux comités interministériels qui sont créés en 1974, au sein de l'OPDQ : le groupe ministériel de planification et de développement et le groupe ministériel des affaires économiques et du développement régional.

Au niveau du palier régional, en 1977, s'amorce l'ère des conférences socio-économiques régionales. Il est décidé de créer un comité ministériel sur la décentralisation pour alléger l'appareil gouvernemental. Le projet du Livre blanc, produit par ce comité, propose de consolider diverses fonctions dans une institution à caractère municipal tel l'aménagement, le développement, l'éducation, la santé et les services sociaux. En 1978, les municipalités régionales de comtés (MRC) sont créées. L'année suivante, par contre, on assiste à un ensemble de lois sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) à savoir : la Loi sur la démocratie locale, la Loi sur la fiscalité municipale ainsi que la Loi sur le zonage agricole.

Évolution au cours des années 1980

Il semble qu'entre 1980 et 1990, période de consolidation des réformes antérieures, que rien de nouveau se soit produit au niveau des actions. En fait l'action se déplace sur le territoire et les MRC se mettent en place entre 1980 et 1985. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) modifie la composition et les pouvoirs des anciens conseils de comtés et permet la création de 95 municipalités régionales de comtés (MRC). Cette Loi transforme de façon radicale la pratique de l'aménagement du territoire au Québec.

Toutes les municipalités d'un même territoire participent désormais à l'exercice de certaines responsabilités communes. De plus, cette loi met en place un processus de la planification et de l'aménagement du territoire tout à fait original en ce sens et elle consacre en ces matières, les instances municipales comme partenaires à part entière.

Toutes les idées de plans d'aménagements régionaux pensés et exécutés par le gouvernement sont abandonnées. Il s'agit, en quelque sorte, d'un processus de négociations institutionnelles où l'appareil gouvernemental et les municipalités tentent certaines marges de manœuvre et cette loi est quelque peu érodée à la suite de modifications diverses que l'on lui apporte ainsi que par l'adoption de certaines pratiques administratives.

Au palier local, les MRC, une fois mises en place, s'engagent dans leurs principales fonctions pour la préparation d'un schéma d'aménagement. D'une façon générale, les ministères et les organismes gouvernementaux ont tendance à s'en tenir au cadre de la Loi et indiquent aux MRC

que leurs intentions d'aménagements physiques ont des effets directs sur le territoire et évitent ainsi de déborder dans le champ du développement. Malgré ces résistances, le monde municipal est un partenaire solide avec lequel il faut composer lorsqu'il est question d'aménagement ou de développement régional. Plusieurs forums sur le développement régional se tiennent également à partir des orientations préliminaires fournies par les schémas d'aménagement des MRC.

En 1983, le gouvernement publie un énoncé politique en matière de développement régional, lequel est « le choix des régions ». Cet énoncé met de l'avant une nouvelle approche face au développement régional en proposant que, désormais, l'État a un rôle de soutien et d'encadrement tout en affirmant la place prépondérante des dynamismes locaux et régionaux dans le processus du développement régional. La formule des sommets régionaux est également employée afin d'identifier divers projets sectoriels prioritaires par des groupes d'intervenants représentants différents secteurs d'activités. Le tout fait, par la suite, l'objet d'une négociation entre les représentants du milieu et un groupe d'intervenants représentant divers secteurs d'activités. La formule des sommets a permis de mettre directement en présence les véritables décideurs, lesquels sont les hommes politiques et les agents régionaux du développement.

En 1988, le gouvernement rend public un plan d'action intitulé : « Québec à l'heure de l'entreprise régionale ». Ce plan comportait cinq volets sur l'entrepreneurship, le démarrage d'entreprises, l'innovation et le développement technologique, la mise en œuvre de l'entente-cadre de développement, la modulation des politiques des programmes et le soutien aux régions en difficultés.

Évolution au cours des années 1990

Une analyse ainsi que des recommandations, portant sur le déroulement et le contenu des conférences socio-économiques régionales, sont remises à la Ministre responsable du développement régional.

Le projet de la Loi 19, intitulé «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires régionales», produisit de nombreuses transformations. Donc, l'OPDQ, qui deviendra le secrétariat aux affaires régionales (SAR), fera désormais partie intégrante du ministère du Conseil exécutif, chose qui ne lui était pas possible de faire auparavant. De plus, cette Loi a, pour effet, de consolider des extensions territoriales.

Également les délégués aux affaires régionales (DAR) deviennent les principaux interlocuteurs et partenaires gouvernementaux des conseils régionaux de développement sur le territoire.

Au palier régional, les incidences de cette Loi sont nombreuses. Les conseils régionaux de développement ont subi des transformations profondes en se dotant d'un comité exécutif composé de 45 à 60 personnes provenant pour les deux tiers des groupes socio-économiques et, l'autre tiers, des représentants élus du monde municipal.

Chaque CRD est responsable de procéder à la préparation d'une planification stratégique identifiant les forces et les faiblesses de la région de façon à dégager des axes prioritaires d'intervention. Cette planification est soumise aux commentaires de l'appareil gouvernemental et

traduite en un plan de développement de la région qui donne lieu à la signature d'une entente de développement avec l'approbation du plan de développement régional. Chaque CRD reçoit un budget annuel d'opération de l'ordre de 3,0 millions et le conseil peut en disposer comme bon lui semble.

Il y a également divers fonds qui sont créés tels le fond de développement régional, le fond d'aide aux entreprises et les Solides (sociétés locales d'initiatives et de développement économique).

Au palier local, l'idée la plus opérationnelle d'un partage des responsabilités entre le gouvernement et les instances municipales a été mise de l'avant au lieu de la notion habituelle la plus polyvalente de décentralisation. Donc, les municipalités doivent faire face à de nouvelles responsabilités. Par contre, ces arrangements se traduisent par un accroissement de la charge financière des municipalités de quelques centaines de millions de dollars.

Il est soulevé par les municipalités qu'elles ne disposent d'aucune marge de manœuvre dans la gestion de ces responsabilités, en raison de nombreuses normes que maintiennent les gouvernements. *C'est la stratégie classique du gouvernement.*

Certaines conséquences ont des effets positifs comme la fusion de petites municipalités pour desservir différents services. La Loi sur l'organisation territoriale municipale est modifiée et allégée. Le Ministre des Affaires municipales se penche à nouveau sur la problématique des fusions de municipalités et sur celle de l'étalement urbain et des villes-centres. On envisage de doter les instances municipales de nouveaux outils leur permettant ainsi de s'engager davantage

dans le champ du développement économique.

Les MRC entreprennent la préparation d'une deuxième génération de schémas d'aménagement qui prendront en compte la dimension du développement. La Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine est maintenant en place.

